

Les Lettres de Naturalité sous l'Ancien Régime

« Par le moyen de ces Lettres, les
étrangers sont mis au rang de
ceux qui sont nés en France. »

BACQUET, T.H.,
Ch. XXIV, p. 71, n. 2.

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 4 Février 1943, à 14 heures

PAR

Jacques BOIZET

LICENCIÉ ÈS LETTRES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. P. PETOT, Professeur

Suffragants : MM. F. OLIVIER-MARTIN, Professeur

G. LE BRAS, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—
1943

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat: **BOIZET.**

Prénom: **Jacques.**

Date de la soutenance:

Numéro d'ordre:

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

BOIZET (Jacques). — Les lettres de naturalité sous l'ancien régime. — *Paris*, imp. Lavergne, 1943, in-8°, 199 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, N°).

BOIZET (Jacques). — Les lettres de naturalité sous l'ancien régime. — *Paris*, imp. Lavergne, 1943, in-8°, 199 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, N°).

BOIZET (Jacques). — Les lettres de naturalité sous l'ancien régime. — *Paris*, imp. Lavergne, 1943, in-8°, 199 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, N°).

BOIZET (Jacques). — Les lettres de naturalité sous l'ancien régime. — *Paris*, imp. Lavergne, 1943, in-8°, 199 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, N°).

Les Lettres de Naturalité sous l'Ancien Régime

*« Par le moyen de ces Lettres, les
étrangers sont mis au rang de
ceux qui sont nés en France. »*

BACQUET, T.II,
Ch. XXIV, p. 71, n. 2.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 4 Février 1943, à 14 heures

PAR

Jacques BOIZET

LICENCIÉ ÈS LETTRES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. P. PETOT, Professeur

Suffragants : MM. F. OLIVIER-MARTIN, Professeur

G. LE BRAS, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1943

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

De tout temps, la France, trop souvent accueillante, abrita sur son territoire de nombreux étrangers. Sa situation géographique, le caractère de ses habitants, la prédisposent à une généreuse hospitalité. Le mélange primitif de la population, celto-ibéro-ligure, se révèle d'ailleurs merveilleusement apte à l'assimilation. (1)

Par quel moyen les étrangers, dans l'ancienne France, purent être assimilés juridiquement aux naturels du pays ? C'est l'objet de la présente étude. La matière n'a pas encore été traitée sérieusement. Devant cette lacune, nous avons été amenés à étudier l'institution si attachante des *Lettres de Naturalité*.

Ces lettres furent le droit commun en matière de naturalisation (2). Notre intention première était de traiter en appendice les *Lettres de Déclaration de Naturalité* qui, elles aussi, conféraient la naturalisation dans certains cas particuliers. Mais les différences profondes qui les séparent, quoi qu'en

(1) V. Declèreuil, p. 20 et 21 ; Mathorez, T. I, p. 125 ; T. II, p. 255. Le comte de Gobineau a écrit que la population française était formée à la base d'un mélange de races qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. V. *Revue Politique et Parlementaire*, a. 1919, T.X, article de G. Gruffy « La naturalisation et le préjugé de la race », p. 42 et 51.

(2) V. Merlin, v^o Naturalisation ; Pothier T.IX, 1^{re} partie, Titre II, Sect. III, p. 27.

dise Choppin, des Lettres de Naturalité proprement dites, nous ont fait renoncer à ce projet. D'ailleurs, la matière est suffisamment développée dans les manuels et les traités.

Les limites apportées au cadre de notre étude sont précises. Nous parcourons les cinq derniers siècles de l'Ancien Régime. Le sujet ne comporte pas une histoire de la naturalisation. Naturalité par lettres et naturalisation proprement dite sont des institutions d'origines bien différentes. Notre travail a pour point de départ la « Lettre de Bourgeoisie », premier moyen d'assimilation par lettre que connut l'Ancien Régime (3). Nous nous sommes volontairement arrêtés en 1789. Cependant, des lettres de naturalité furent délivrées jusque vers le milieu du XIX^e siècle. Mais elles avaient perdu leur caractère de faveur royale qu'elles possédaient avant la grande révolution. Elles étaient devenues un véritable droit pour l'étranger.

Cet ouvrage a été conçu sans idée préméditée, en toute objectivité. Le sujet d'ailleurs ne se prête pas à des théories d'ensemble. Nous avons constaté les faits et les évolutions sans les discuter. Nous avons pris pour principe de ne rien affirmer sans l'appui des textes.

Notre intention n'a pas été de traiter la condition des naturalisés en France. Nous avons simplement fait ressortir les principaux privilèges conférés à l'étranger par la lettre de naturalité. Pour la clarté du sujet, nous avons été amenés à dresser un

(3) Sur la nécessité d'un écrit, v. Bartole, *Tractatum celeberrimorum in utraque tum pontifici tum caesarei juris.*, T. II, Q. CXXV, p. 18 ; Digeste I, IV, De leg. 32.

tableau du droit d'aubaine et de son évolution. Nous n'ignorons pas que cette esquisse est bien insuffisante. Un tel sujet fournirait à lui seul la matière de plusieurs volumes.

Nos sources manuscrites proviennent principalement des Archives Nationales. C'est en effet dans les Registres du Trésor des Chartes qu'il faut rechercher les premières *lettres royaux*. Nous avons feuilleté un très grand nombre de lettres de naturalité. En dépit de nos recherches, nous n'avons pu retrouver de requêtes par lesquelles les impétrants sollicitaient les lettres.

Les circonstances actuelles ne nous ont pas permis de consulter les archives des ministères des Affaires Etrangères et de la Justice. Nous ne pouvons que le déplorer. Il en est de même pour les archives des grands fiefs. Les renseignements que nous possédons sur la Bretagne et la Normandie sont dus à l'obligeance des archivistes de la Loire-Inférieure et de la Seine-Inférieure.

Conseils et directives ne nous ont pas manqué. C'est à M. le Professeur Petot, notre Maître, qui nous a guidés avec tant d'autorité et de bienveillance, que s'adressent tout d'abord nos remerciements les plus sincères. Nous lui exprimons notre respectueuse gratitude pour le dévouement dont il a toujours fait preuve à notre égard. Nous désirons également remercier M. Pierre Daudet, Archiviste aux Archives Nationales, pour la part active qu'il a prise dans nos recherches d'archives. Que Mlle Rambaud, Archiviste aux Archives Nationales, que tous ceux enfin qui, de près ou de loin, se sont intéressés à ce modeste ouvrage, trouvent ici l'expression de toute notre reconnaissance.

Au milieu des malheurs de la Patrie, nous nous sommes penchés sur le passé de la France. Nous y avons puisé de l'énergie et de la foi. Nous serions heureux d'avoir pu apporter une contribution, aussi petite soit-elle, aux progrès de l'Histoire et du Droit.

INTRODUCTION

Du Cange, v° *Naturalitas*, écrit : « *Fidelitas, seu fides, ut videtur quam subditus debet Regi suo* ». Cette définition fait apparaître l'essence même de l'institution. La naturalité est à son origine un lien semblable à celui qui unit le vassal à son suzerain, le serf à son seigneur. La pyramide féodale est construite avec ces liens de foi.

Au début du moyen âge, les rigueurs dont souffrait l'*hostis* à Rome se renouvellent contre l'aubain. Ce dernier tombe dans le servage. Il doit s'avouer l'homme du seigneur dans la terre duquel il est venu habiter.

A l'époque franque, cet aveu se nomme *recommandation*. L'étranger se place sous la protection du seigneur ou *mainbourg* dont il a obtenu le *mundeburdium* (1), sinon il est hors la loi (2). Cette attache à la seigneurie, cette recommandation, prélude à la féodalité, représentent la seule naturalisation connue.

Quelquefois, des exemptions collectives d'im-

(1) Sous la première race de nos rois, les recommandations sont très usuelles ; les formules de Marculfe les régentent. V. 44° formule de Sirmond.

(2) V. Marculfe l. I, 8 ; Baluze T.I, p. 401 et 451 ; Boretius, p. 131 et 132 ; V. la célèbre disposition de la loi des Burgondes, Ti.39, § 1 (Leges Burgondionum, edidit de Salis, Monumenta Germaniæ, T.II, 1^{re} partie).

pôts (3), certains privilèges (4) pouvaient adoucir le sort des étrangers, mais ne les assimilaient pas aux naturels du pays.

Seule, la substitution de la bourgeoisie au servage est le premier pas fait dans la voie d'une assimilation entre l'étranger et le regnicole. C'est alors qu'apparaît la naturalisation par lettres.

Ayant constaté ces évolutions, il nous a semblé logique de commencer notre étude par l'origine même de l'institution, c'est-à-dire par la lettre de bourgeoisie, préfigure de la lettre de naturalité des siècles suivants. Puis, nous avons essayé de faire revivre le cadre de la matière : à qui, par qui les lettres furent-elles délivrées ? Tel est l'objet d'une première partie, essentiellement historique et évolutive.

Après avoir recréé le cadre, nous nous sommes attachés plus spécialement à l'étude de la lettre elle-même, étudiant les particularités qu'elle possède et les privilèges qu'elle confère. Nous avons adopté la division classique : conditions, effets, qui forme les deux dernières parties de l'ouvrage. Ces parties sont essentiellement statiques et juridiques.

Avant d'aborder la matière, ses évolutions et ses effets, il nous a semblé préférable de traiter dans cette introduction deux questions préliminaires : la terminologie et l'aspect extérieur des lettres de naturalité.

(3) V. privilèges accordés aux Espagnols fugitifs ; Baluze, p. 499, capitulaire de 812 ; v. aussi Boretius, *Capitularia regum francorum*, T.I, p.169.

(4) V. ex. typique fourni par un diplôme du roi Louis VII, octroyé en 1175 à deux Anglais établis en France (Langlois, *Notices et extraits des manuscrits de la bibliothèque nationale*. T. XXXIV, 1^{re} partie, formulaires des lettres du XII^e, XIII^e et XIV^e siècles, p. 13, 14, n° 1).

TERMINOLOGIE

« Anciennement, les Lettres de Naturalité se nommaient Lettres de Bourgeoisie, comme s'il suffisait d'être bourgeois d'une ville pour être réputé naturel du pays. Il y a au trésor des Chartres un grand nombre de ces Lettres de Bourgeoisie qui ne sont autre chose que des Lettres de Naturalité accordées à des étrangers. » Ainsi s'exprime Guyot (5), nous indiquant le nom primitif de ces lettres qui attachaient l'étranger à une bourgeoisie quelconque. « Du temps de Charles VI, on se faisait encore recevoir bourgeois du roi pour participer aux privilèges des regnicoles. » (6)

Mais dès la seconde moitié du xv^e siècle, le mot de « Naturalité » remplace celui de « Bourgeoisie ». Il finira par l'emporter et par exclure tous les autres vocables (7). « Sont telles lettres nommées de na-

(5) Guyot, v^o Lettres de naturalité ; cf. O.L. Additions et corrections au N^o T., in fine, CCXXIII, p. 120, v^o Lettres de bourgeoisie.

(6) Guyot, h. v^o ; il est d'ailleurs à noter que le vocable *lettre de bourgeoisie* n'a été décerné que plus tard à ces lettres du xiv^e siècle. En pratique, la terminologie n'est pas encore fixée à cette époque (nous le verrons dans le chapitre sur les lettres de bourgeoisie). V. Viollet, Li.II, c.IX, p.371 ; A.N. JJ.78 f^o 29 v^o n^o 54 ; JJ. 71 f^o 37 v^o n^o 48 ; JJ. 81, n^o 344.

(7) Cependant l'appellation *lettre de bourgeoisie* se maintient exceptionnellement dans quelques textes. V. Al. Thierry T.III, p. 205 : édit de Juillet 1705 et p. 206 : arrêt du conseil d'Etat du 30 Avril 1707 ; V. aussi Sebire et Carteret, Encyclopédie du Droit, éd. Videcoq, Paris 1843 v^o Bourgeois : loi du 30 Avril-2 Mai 1790.

turalité pour mettre l'étranger nay ailleurs au rang des nais au païs. » (8)

Cependant, la doctrine considère cette appellation comme vulgaire. (9)

Certains lui préfèrent l'expression : « Lettres de civilité » car « tout le Royaume de France n'est qu'une grande cité, à l'exemple de l'empire romain » (10). *In Urbe Romano qui sunt ex constitutione imperatoris Antonini cives Romani effecti sunt* (Dig. I, V de Statu hominum, 17).

D'autres voudraient les appeler « Lettres d'adoption », car « le roi étant le père de ses peuples, peut seul, par une espèce d'adoption, admettre l'étranger au rang de ses enfans que sa qualité de Souverain lui a donné » (11). De même qu'il légitime le bâtard et lui donne un père en sa personne, le roi naturalise l'étranger et l'admet dans la grande famille française.

Malgré la doctrine, « Lettre de naturalité » demeure l'expression courante, officielle, pendant tout l'Ancien Régime. (12)

(8) Papon, Not. 3, Li. VI, p. 449 ; cf. Charondas, Li. II, c. VIII, p. 216. *Naturalitas* a donné naturalité. Ce mot est plus exact que celui de naturalisation quand il est parlé des lettres. La naturalisation est un acte, un procédé juridique. La naturalité est le caractère de naturel conféré à l'étranger. Le suffixe « *tas* » indique celui qui est en puissance de la qualité.

(9) Bâquet, T. II, ch. XXIV, p. 71, n° 2 ; Charondas, Balde, Choppin, etc...

(10) Balde, *in consilio*, p. 123 ; les lettres elles-mêmes parlent quelquefois du droit de cité ; v. A. N. O¹236 f° 151.

(11) Lefèvre de la Planche, T. II, Li. VI, ch. X, p. 174, n° 1 ; les lettres d'ailleurs parlent aussi d'adoption ; v. A. N. O¹231 f° 176.

(12) L'expression subsiste même au delà de 1789, jusqu'en 1840 très exactement. V. Bulletin des Lois, IX^e série,

ETUDE EXTERNE

L'acte de naturalité est une charte, c'est-à-dire un acte authentique. On disait autrefois des *lettres royaux*. C'est encore le terme consacré. Ces lettres peuvent se diviser en deux grandes classes : les lettres patentes ou de chancellerie, toujours écrites sur parchemin (13), et les actes directement émanés du roi. Cette division, déjà dessinée sous Philippe-Auguste, se précisa au xiv^e siècle et se maintint jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (Giry, Dipl. p 765).

Les lettres de naturalité appartiennent à la première de ces catégories. Leur aspect extérieur se caractérise par diverses particularités.

Elles étaient toujours intitulées au nom du Roi. Quand elles s'adressaient à un habitant de la Provence, l'usage voulait que les titres de Roi de France

partie supplémentaire, T. XVII, Ordonnance du 12 Juin 1839, bulletin n° 473, p. 290, n° 14351 ; p. 676, bulletin n° 489. A partir de 1840, l'expression *lettre de naturalisation* apparaît d'une façon courante. V. Bulletin des Lois, ibid. T. XVII, Ordonnance du 20 Février 1840, bulletin n° 473, p. 290, n° 14352, 6° ; p. 456, bulletin n° 479 ; T. XVIII, p. 215, bulletin n° 503. Nous avons trouvé pour l'Ancien Régime deux exemples de cette sorte ; en 1757, v. A.N. Q⁹92, Généralité de Montpellier, art. 2864 et en 1780, v. A.N. O²36, f° 287. Enfin, pour la période comprise entre la fin de l'Ancien Régime et 1840 il est exceptionnellement parlé de *lettre de naturalisation* ; V. Bulletin des Lois, ibid. T. XVIII, p. 523, bulletin n° 513, ordonnance du 26 Juin 1834, n° 15012.

(13) La minute est en papier, de deux à huit sols la feuille. L'expédition doit « être lisible, sans ratures ni interlignes, renvois ni apostilles ». Guyot v° *Lettres royaux*.

et de Navarre fussent suivis de ceux de « comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes ». (14)

L'absence d'adresse et de salut était remplacée par la formule de notification : « *Notum facimus universis presentibus ac futuris* » et, à partir du xvi^e siècle : « Sçavoir faisons à tous présents et à venir ».

Le jour de l'expédition n'était pas marqué, mais seulement le mois et l'année « comme pour montrer que l'affaire pour son importance avait été passée par délibération de plusieurs jours ». (15)

Le « visa » de chancellerie, accompagné du contre-seing ministériel, le terme « *contentor* » souvent abrégé « *cont.* » étaient écrits sur le repli de l'acte, c'est-à-dire sur la partie inférieure de la feuille relevée et repliée de façon à être assez solide pour supporter les attaches du sceau.

Les lettres de naturalité étaient scellées « du sceau de cire verte sur lacs de soye ». On distinguait deux sortes de sceaux : les sceaux en cire et ceux en métal appelés bulles. Les premiers étaient autrefois appliqués sur l'acte. Ce sont les sceaux plaqués. Mais, dès le xi^e siècle, on imagina de suspendre les sceaux de cire à des attaches, comme cela

(14) Sur le titre de roi de France et ses développements accidentels, v. Giry, *Dipl.* p. 768 ; V. aussi A.N. K. 172, 1^{re} liasse, n^o 1, Année 1567, lettre accordée à Paul de Chauveuil, né à Cavaillon ; cf. A.N. O²237, f^o 289. Il en était de même pour la signature : « Par le roi en son conseil ». Si c'était pour le Dauphin, on mettait « par le roi Dauphin » et pour la Provence « par le roi comte de Provence ». Les lettres de bourgeoisie portaient sur le repli « *per dominum regem* » quand le commandement émanait directement du roi ; « *per regem ad relationem domini* » quand le roi avait donné l'ordre, sur le rapport d'un de ses conseillers spécialement chargé de l'affaire.

(15) Coquille, T.I, p.316. Cependant le jour de la colation au registre des Chartres était indiqué.

se pratiquait pour les bulles. Ce sont les sceaux pendants. Pour relier le sceau au parchemin, on se servait de fils de soie, de chanvre ou de lin, tressés ou tissés. C'est ce qu'on nommait, suivant le cas, les lacs ou cordelettes. Le sceau était appendu tantôt au milieu du parchemin de manière que les lacs traversassent chacun des feuillets, tantôt à la dernière page, au-dessous des signatures. On désignait les actes qui devaient avoir une valeur perpétuelle « *litterae in cera veridi* ». En effet la couleur verte de la cire octroyait à la lettre de naturalité une sorte de perennité. (16)

(16) La cire jaune était réservée aux actes à effets temporaires. V. Coquille, *ibid.*, Glasson, T.VIII, p.285. O. Morel, p. 192, cite une lettre du 28 Août 1356, émanant du roi et qui comprenait des articles à effets perpétuels et d'autres à effets temporaires. Alors « *Concilium quod rescriberentur, ut articuli perpetui sigillentur in cera veridi et illi ad tempus in cera alba* ».

PREMIÈRE PARTIE

LE CADRE ET LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES
DE LA LETTRE DE NATURALITÉ

CHAPITRE PREMIER

LA LETTRE DE BOURGEOISIE

Les premières lettres de bourgeoisie qui nous sont parvenues datent du commencement du ^{xiv}^e siècle (1). Elles fondent le lien le plus ancien entre un étranger et son nouveau pays, sa première assimilation par lettre, « *per chartam* ».

Elles décorent le concessionnaire du titre de bourgeois du roi ou du royaume, bien souvent de telle ou telle ville, « *burgenses regni* ».

§ I. — LA BOURGEOISIE

L'institution des bourgeoisies est intimement liée à celle des communes (2). Commencé dès le règne de Louis VI, tant par crainte des exactions féodales que par désir d'association mercantile, le grand mouvement communal est fort de l'appui capétien (3). Il amène au Nord l'établissement des

(1) Viollet, Li.II, ch.IX, p. 370, estime que des lettres de bourgeoisie furent délivrées dès le ^{xiii}^e siècle ; à titre exceptionnel, Boutaric, p. 357, en cite une du 3 Septembre 1291 délivrée à deux Italiens : A. Scarampi et A. de Quarto.

(2) Les deux mouvements sont concomitants, nés au début du ^{xii}^e siècle. V. Brussel, T.II, Li.III, ch. XV, p.902.

(3) V. Luchaire, Instit. mon. de la France, T.II, p.147

communes jurées, au Midi celui des villes consulaires ou municipales, au Centre celui des villes de franchise ou de bourgeoisie (4). Chaque commune finit par obtenir de son seigneur des chartes où ses privilèges sont énumérés (5). Le mot *bourgeois*, qui avait d'abord signifié « tout habitant des lieux auxquels on donnait le nom de bourg... désigna par la suite l'habitant associé aux privilèges de ces lieux » (6). Sans aller jusqu'à la naturalisation, c'est le début d'une assimilation probable. Declareuil a justement écrit à ce sujet : « On pouvait recevoir le titre et les privilèges de bourgeois par une sorte de naturalisation dans la ville » (p.292).

Sous réserve de ses diverses acceptions (7), la

et 148 ; la pensée dominante des Capétiens est d'accroître la richesse et la population des villes, cf. charte de Bourges de 1144, art. 6 et art. 8 ; charte d'Orléans de 1178 (O.L. T.XI, p.209, art.1) ; charte de Lorris de 1155, art.18 ; charte de la Chapelle-en-Gâtinais, art. 10, confirmée par Philippe-Auguste.

(4) Au sujet des formalités d'entrée dans ces trois sortes de cités, cf. Beudant, p. 151 ; de Folleville, p.35.

(5) Ces chartes, collectives, accordaient en général la liberté aux habitants et à leurs biens ; cf. charte de la commune de Roye, § 1 (O.L. T.XI, p.228) ; charte de la commune de Saint-Quentin, § 1 (O.L. T.XI, p.270) ; d'autres fois, les exemptaient d'impôts, cf. charte de la commune de Mantes, § 1 (O.L. T.XI, p.197) ; charte de la commune de Chaumont, § 1 (O.L. T.XI, p.225) ; le droit de mainmorte y était quelquefois aboli, cf. Laon (O.L. T.XI, p.186, art.12) ; Bruyères (O.L. T.XI, p.246, art.12) ; ou réservé au roi, cf. Bray, art.11 (O.L. T.XI, p.296). Plus rarement, les bourgeois sont libres de transporter leur domicile où ils voudront ; cf. de Montolieu de 1312 (O.L. T.VII, p.500, § VII) ; ou encore de disposer de leurs biens entre vifs ou par testament (§ X).

(6) V. O.L. T.XII, Introd. p.III « Le mot bourgeois n'avait exprimé originellement qu'une idée de position, l'on y joignit une idée de privilège ».

(7) Pour les trois autres sens du mot bourgeoisie :

Bourgeoisie finira par signifier, dès le XIII^e siècle, « le droit accordé aux habitants d'un lieu ou à ceux qui leur étaient associés, de jouir, à certaines conditions, de privilèges communs ». (8).

La Bourgeoisie ne peut être conférée qu'à des personnes de condition libre. C'est pourquoi un grand nombre de lettres de bourgeoisie commencent par l'affranchissement du concessionnaire. Elle suppose un corps de personnes associées. Peu importe que ce soit l'ensemble des habitants d'une ville de simple bourgeoisie, d'une commune ou d'un ancien municipe ; le droit de bourgeoisie y est essentiellement le même sauf l'étendue variable des privilèges. Elle suppose enfin la réunion réelle des bourgeois dans un lieu déterminé (9). Son accès est en principe ouvert à tout étranger qui vient habiter dans la ville « *et etiam extranei qui ibidem sub*

1^o V. charte de 1284 citée par le continuateur du glossaire de Du Cange v^o *Burguesia* ; arrêt des Grands Jours de Troyes de 1287, cité par Brussel, T. II, p. 903 ; Bourgeoisie = territoire.

2^o V. Du Cange v^o *Burguesia* citant charte de Philippe-Auguste de 1200 et charte d'un comte de Blois de 1277 ; Bourgeoisie = redevance annuelle payée par les bourgeois.

3^o V. Du Cange v^o *Burgenses* ; Bourgeois s'oppose aux ruraux et aux nobles.

(8) IV. O.L. T.XII, Introd. p. III ; Brussel, op.cit., p.903 ; Laurière v^o Parcours ; Garnier, p.263 et p.415 sur l'habitantage, droit d'attrait ou droit d'incolat.

(9) En général, un an et un jour de résidence continue V. A. Thierry, T.IV, p.715, Charte de Saint-Valery-sur-Somme accordée en 1276 par le comte Jean d'Artois, § 12 ; exceptionnellement, le domicile n'était pas requis à Toulouse. V. Tardif « Le droit privé au XIII^e siècle d'après les coutumes de Toulouse et de Montpellier ». Paris, 1886, éd. Picard, 1 vol. in-8°. Une *denunciatio* faite en n'importe quel lieu suffisait pour constituer le droit de bourgeoisie « *Ego volo intrare Tholosam et facere me civem Tholose* ».

dominio vel successorum meorum habituri venient ». (10)

Mais le domicile requis pour entrer dans la bourgeoisie tend à devenir momentané et même fictif. Les premiers Bourgeois du Roi apparaissent dès le milieu du XIII^e siècle. (11)

Les Bourgeois du Roi sont évidemment ceux qui s'établissent dans les domaines royaux. Mais, de plus, cette qualité peut être accordée à tout aubain qui entre dans la bourgeoisie d'une ville royale (12). La lettre doit préciser de quelle ville on est Bourgeois du Roi, parce que chaque ville a ses privilèges particuliers (13). Le Bourgeois du Roi ne relève que de la justice royale en matière civile, personnelle, et même au criminel, sauf le cas de flagrant délit (14). Enfin, le domicile imposé au concessionnaire devient purement fictif. On oppo-

(10) Charte de Châteaumeillant (Chénon, T.II, 1^{er} fascicule, p.39).

(11) V. Olim, T.I, p.17, n°3, enquête de 1257 ; p.83, n° 17, enquête de 1259 ; p.500, n° 23, arrêt de 1260 ; p.665, n° 2, arrêt de 1267 ; selon Luchaire, Instit. fr., p.391, les *burgenses regis* apparurent dès la fin du XII^e siècle.

(12) Cf. Glasson, T. VIII, p.258 ; Luchaire, Instit. fr., p. 391.

(13) Pour les privilèges des bourgeois de Paris, cf. Ferrière Cout. T.II, p.267 ; p.269, n° 1 ; p.272, n° 11 ; p.273, n° 12 ; p.271, n° 9 ; p.1049, n° 2 ; p. 1287, n° 1 ; p.1301, n° 1 à 1307, n° 7. V. aussi Gaspard, p.27 (Thèse, Paris, 1851, Recherche sur l'incolat, le droit de bourgeoisie et le domicile).

(14) Cf. Viollet, p.371 ; Du Cange v° *Burgenses regis* : « Qui licet in alterius domini jurisdictione maneat, ab illa tamen eximitur, et jurisdictione Regiæ tantum subest, nisi dominus juribus regis gaudeat ». V. aussi Loysel, Instit. Cout. Li.I, Tit.I, règles XIX et XX « Les roturiers ou vilains sont justiciables des seigneurs desquels ils sont couchans et levans sinon... qu'ils soient bourgeois du roi ».

sait d'ailleurs ces Bourgeois du Roi appelés encore Bourgeois Forains, aux bourgeois du dedans qui étaient proprement ceux de la ville et devaient y résider (15). Ainsi, à la liberté communale, qui était locale, la royauté oppose la Bourgeoisie du Roi, individuelle et personnelle.

Chabrun, dans sa thèse nous indique la manière de se faire admettre Bourgeois du Roi : l'inscription dans la ville, la délivrance des lettres de bourgeoisie en sont les deux formalités principales.

Devant l'institution généralisée des Bourgeoisies Royales, les seigneurs, qui ont aussi leurs bourgeois (16), se plaignent. Force est à la Royauté de faire quelques concessions : Philippe le Hardi, le 8 Novembre 1272, révoque les avoueries reçues depuis 12 ans ; l'ordonnance du Parlement de la Pentecôte de 1287 soumet à des exigences de formes et de séjour l'obtention de la Bourgeoisie Royale (17) ; l'ordonnance de 1302 (18) qui confirme celle de

(15) W. O.L. Intr. au T.XII, p. viii et xxiv ; cf. Luchaire, Com. fr. p.68. V. aussi Ancienne Coutume de Berry, ch. 78.

(16) V. par ex. les bourgeois du duc de Bourgogne, Garnier, p.24.

(17) Is. T.II, p.673, § 2. Le bourgeois « fera ou achètera, pour raison de la bourgeoisie, maison dedenz an et jour, de la valüe de 60 sols parisins au moins... », § 3 « Il est ordené que chascun bourgeois ensi recuz et aveoz... en quelconques tans que ce soit, devant la Saint-Jehan, ou après, ou devant la Toussaint ou après, il doit continuer sa bourgeoisie en cette fourme... ». V. à ce sujet, Boutaric, p.154 ; Brussel, p.903 ; Lalanne v^o Bourgeoisie.

(18) Is. T.II, p.759, § 24 : « S'il y a contestation pour quelques bourgeois entre les officiers du roi et les seigneurs, la récréance en sera faite par celui qui y sera obligé et après qu'on aura enquis de la vérité ». V. aussi Cout. de Sens, art. 137 à 140.

1287, tend à fixer les moyens de vider les réclamations des seigneurs sur des hommes qui se prétendent Bourgeois du Roi. A l'avenir, les questions seront tranchées par des lettres de bourgeoisie que délivre le roi.

Mais les officiers royaux tiennent peu compte des plaintes féodales et les Bourgeois du Roi se multiplient au cours du ^{xiv}^e siècle. (19)

Parmi les lettres de bourgeoisie, certaines sont adressées à des étrangers (20). Dans ce cas, elles contiennent les germes de la lettre de naturalité postérieure.

§ II. — LES LOMBARDS

La plupart des étrangers qui sont nommés bourgeois par lettres sont des Italiens. Les villes qui fournissent le plus d'émigrants semblent être Lucques (21), Florence (22), Gênes (23), Asti (24). Ces « Oul-tremontains » envahissent littéralement les provinces du Midi de la France, le Languedoc et surtout

(19) Chénon, T.II, 1^{er} fascicule, p.42 ; Boutaric, p.154.

(20) Malgré ce que disent Glasson, T.V, p.94, et Giry, Saint-Omer, p.209 et 210.

(21) V. A.N. JJ64 f°434 r° n°737 ; JJ62 f°249 r° n°458 ; JJ74 f°327 v° n°549 ;

Cf. L. Mirot, Biblioth. Ec. des Chartes, Etudes Lucquoises, 1^{re} Partie ; H. Sée, Hist. Ec., p.60.

(22) V. A.N. JJ62 f°48 v° n°81 ; JJ64 f°302 r° n°542 ; JJ189 f°47 r° n°96.

(23) V. A.N. JJ71 f°215 r° n°302 ; JJ72 f°394 r° n°494 ; JJ76 n°129.

(24) V. A.N. JJ68 f°487 r° n°366 ; JJ73 f°33 v° n°40.

la Provence (25), remontent la vallée du Rhône et vont jusqu'à Paris. (26)

Les Italiens entrant en France étaient accablés des charges particulières qui pesaient sur les aubains (27). Quand ils voulaient se déplacer pour les besoins de leur commerce, ils risquaient de tomber en servitude ou de n'y échapper qu'à l'aide d'énormes rançons. Pendant plusieurs siècles, ils furent à la merci des ordonnances royales. Les finances des Capétiens n'étaient pas toujours très brillantes. La royauté applique aux Lombards un système de composition et de confiscation, particulièrement aggravé à la fin du XI^{e} siècle (28). Les Cahorsins (29) sont chassés du royaume ou obligés de se racheter en 1268 (30), 1269, 1274, 1277 (31). Une nouvelle expulsion a lieu en 1311. D'autres sui-

(25) Ils avaient fait de Montpellier leur véritable quartier général. Philippe le Hardi voulut qu'ils quittassent Montpellier, fief du roi de Majorque, et qu'ils s'établissent à Nîmes. V. Boutaric, p.354 et ssq.

(26) Cf. Mirot, op.cit. ; C. Piton, p.29 et ssq ; P. Morel ; L. Gauthier, p.1 et ssq.

(27) V. Garnier, p.30, citant l'art. 45 de la charte de Louhans qui fait peser les charges de la commune sur les étrangers. Mais les Italiens groupés en véritables colonies étaient soumis à la juridiction de leurs propres consuls.

(28) Cf. Boutaric, p. 303 ; Gauthier, p. 47 ; Luchaire, Inst. fr., p.599.

(29) Sur les Lombards ou Cahorsins, v. Vuitry, T. I, p. 331.

(30) Expulsion de Narbonne des Lombards et des Toscans, cf. Mathorez, T.I, p. 125.

(31) Le 24 Avril 1277, Philippe le Hardi fait arrêter les banquiers étrangers et les oblige, pour prix de leur liberté, à payer 60.000 livres parisis (Vuitry, T.I, p.332). Cf. H. Sée, Hist. écon., p. 26 et 60 ; Gauthier, p. 59 : « Les ducs de Bourgogne ne se gênaient point pour prélever sur les changeurs et marchands italiens, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, de fortes sommes d'argent ».

virent jusque vers le milieu du xiv^e siècle (32). Mais ils finissent toujours par revenir, obstinés, intriguants, et on les tolère « parce qu'on ne saurait se passer de leur argent et de leur entremise » (33). De toutes façons, ils étaient assujettis à de lourds impôts qui varièrent au cours des xiii^e et xiv^e siècles. (34)

Ils furent donc comme invités, dans leur propre intérêt, à solliciter du roi des lettres de bourgeoisie qui, les attachant à une ville sans les obliger à y résider, les exemptaient des taxes imposées aux étrangers et les assimilaient aux autres bourgeois.

Ces Italiens, de quelque province qu'ils fussent originaires, étaient désignés sous le nom générique de « *Lombardi* ». (35)

La Lettre de Bourgeoisie qu'ils sollicitaient les assimilait aux autres bourgeois d'une façon en

(32) V. Gauthier, p.31 : ils sont expulsés de Bourgogne en 1316. Ils rentrent à Arbois grâce à l'influence de Dismanche de Salins. De même en 1327 et 1330.

(33) Stouff, « Les Comtes de Bourgogne », 1 vol. in-8°, Paris, 1899, p.26.

(34) Sur les impôts des Lombards, v. Pigeonneau, T.I, p.247 ; Piton, T.I, p.124 à 156 ; p.175 et ssq. (extraits du Journal du Trésor du Louvre). La « Lombarderie » en Champagne ; le « denier et maille » en France (Vuitry, T.I, p.131) ; augmentation de ce droit en 1315 (O.L. T.I, p.584), en 1317 (O.L. T.I, p.650) ; Exemption de cet impôt, cf. A.N. JJ53 f°81 n°187.

(35) Piton, T.I, p.39 : « Le nom générique de Lombard était indifféremment appliqué aux marchands de Toscane et de Lombardie ». Morel, dans sa thèse, estime que le mot Lombard comprenait seulement les habitants d'Asti, de Chieri et de Sienne. Nous souscrivons à cette opinion. Les habitants des autres villes sont plutôt désignés sous le nom d'*Ytalicus* (exceptionnellement, A.N. JJ73 f°33 v° n°40, où un habitant d'Asti est traité d'*Ytalicus*). V. aussi H. Sée, Hist. écon., p.32.

quelque sorte, négative. Le concessionnaire ne sera pas traité comme un étranger, « *non tanquam Lombardus, sed ut ceteri burgenses regni Francie* » (36). La terminologie, non encore fixée, reste indécise, et son hésitation s'accuse dans les périphrases placées en exergue des lettres. Celles-ci varient, colorent les intentions de la charte, suivant les circonstances, selon le but. L'expression dominante est « *Gratia facta pro... quod gaudeat de privilegio eiusdem ville et quod de cetero non reputetur Ytalicus* » (37). Cette phrase a quelquefois des variantes dont voici un exemple : « *Qualiter dominus rex vult quod... reputetur de cetero regnicola et amplius non molestetur ut Ytalicus* » (38). D'autre fois, la lettre se présente comme une « *Salva gardia concessa... ut reputetur burgenses regni* » (39). Quelquefois enfin, c'est une simple « *habilitatio* » (40), une « *franchisia* » (41), une « *facultas testandi* » (42). En dépit des variations de la terminologie, l'Italien se trouve attaché, par lettres, et d'une façon de plus en plus abstraite, à la bourgeoisie d'une ville, du roi ou du royaume (43). Le mot

(36) A.N. JJ46 f°122 v° n°219 ; JJ73 f°33 v° n°40.

(37) A.N. JJ61 f°26 r° n°64. *Gratia facta* : JJ62 f°48 n°81 ; f°8 v° ; f°302 r° ; JJ64 n°542 ; J71 f°215 r° n°302 ; JJ72 f°317 v° n°402 ; f°357 r° n°436 ; f°394 r° n°494 ; JJ74 f°125 v° n°223 ; f°327 v° n°549 ; JJ100 f°17 v° n°31.

(38) A.N. JJ62 f°16 r° n°29.

(39) A.N. JJ62 f°249 r° n°458 ; JJ64 f°434 r° n°737.

(40) A.N. JJ73 n°64 f°48 v° ; n°218 f°175 v° ; JJ189 f°47 r° n°96.

(41) A.N. JJ72 f°214 v° n°297.

(42) A.N. JJ181 f°27 v° n°53, cf. JJ100 f°17 v° n°31.

(43) Rares sont les lettres qui attachent le concessionnaire à une seule ville déterminée. Ex. : A.N. JJ81 n°344 : Paris ; JJ73 f°33 v° n°40 : Montpellier ; JJ64 f°302 r° n°542 et JJ72 f°317 v° n°402 : Béziers. Beaucoup nomment l'étranger bourgeois de Paris, de Montpellier et de tout le royaume :

burgensis, à la fin du xiv^e siècle, aura pris le sens général de *regnicola*. (44)

Mais la lecture d'un grand nombre de lettres de bourgeoisie nous a permis d'apercevoir le véritable but qu'elles se proposent. Ce but est d'accorder au concessionnaire la faculté de commercer librement à travers le royaume : « *Concedentes eisdem et volentes quod in dicta villa... et ubicumque in regnis nostris eis placuerit exceptis terris et locis rebellium nostrarum morari, conservari, ire, redire, incedere mercaturas aliosque contractus licitos exercere valeant ut burgenses nostri...* » (45). La majorité des Italiens auxquels s'adressaient ces lettres étaient en effet des marchands (46). Ils avaient d'ailleurs le génie du commerce. Déjà sous les Mérovingiens et les Carolingiens, le commerce de la Haute Italie était très florissant. Asti, ville impériale, avait un rôle de premier plan. Il suffit de rappeler le diplôme d'Othon III, du 17 Juillet 922, accordant aux « *Astigiani* » le privilège de commercer librement en tous lieux. Durant tout le

JJ73 f°48 v° n°64 ; JJ68 f°487 r° n°366 ; JJ71 f°37 v° n°48 ; f°215 r° n°302 ; JJ72 f°49 v° n°48 ; f°357 r° n°436 ; f°394 r° n°494 ; JJ76 n°219 ; ou de Paris et de toutes les autres villes du royaume indistinctement : JJ90 n°510 ; JJ72 f°357 r° n°436 ; d'autres enfin, d'une manière tout à fait abstraite, nomment le concessionnaire *burgensis regni* : JJ74 f°327 v° n°549 ; JJ78 f°29 v° n°54 ; JJ90 n°551.

(44) O.L. T. VIII, p. 182, Naturalité à J. Picamilli, en 1397 : « *Burgensis auctoritate nostra regia et de gracia speciali facimus* ».

(45) Cette phrase est rencontrée à peu près textuellement, cf. A.N. JJ62 f°48 v° n°81 ; JJ62 f°249 r° n°458 ; JJ64 f°302 r° n°542 ; f°434 r° n°737 ; JJ72 f°49 v° n°48.

(46) Exceptionnellement des hommes de loi JJ62 f°16 r° n°29 : Magister Friscus Ricomani, legum professor. V. infra P.J. n°3, cf. JJ72 f°317 v° n°402.

moyen âge, ce commerce ne fait que croître avec l'Orient et avec le Sud et l'Est de la France. Les Lucquois sont à Marseille dès 1270. En 1277, les Lucquois de Nîmes avaient deux consuls. L'acception des mots *burgenses* et *mercatores* fut donc vraisemblablement la même, dans l'institution des bourgeoisies. (47)

Les Lombards avaient aussi le génie de la banque. Ils étaient des usuriers remarquables (48) : « Banquiers, prêteurs sur gages comme ils l'étaient dans leur propre pays (49), spéculateurs sur les grains, les cuirs, le bétail, monnayeurs, receveurs de terre, gardiens de péage, les Lombards font fortune. Nombre de terres domaniales leur sont abandonnées à long terme par des seigneurs obérés ». (Gauthier, p. 13.)

§ III. — ESSAI SUR L'ORIGINE DES LETTRES DE BOURGEOISIE

Le commerce, la renaissance des villes de l'Italie du Nord jouent dans notre institution le rôle primordial.

Après avoir envahi le Sud de la France, les Ita-

(47) Huvelin, p.217 et ssq. a démontré remarquablement cette identité ; V. aussi Giry, St-Omer, p.378 P.J. n°5 ; Gross, The gild merchant, II, 175, III, 124 et 125. En sens contraire, cf. Pirenne, Rev.Hist. 1898, n°67, p.64, citant Bücher. V. enfin Garnier, p.416 ; et Pauly-Wissowa, Real Encyclopädie v° Incola.

(48) Mirot, op.cit. ; H. Sée, hist. écon. p.32, Dante Inferno Canto XXI, vers. 38 ; Piton, p.23 ; Vuitry, p.331.

(49) « Il comune di Chieri vende a Raimondo Palieto e ad Antonino e Pollino de Troya, Astigiani, il diritto di stabilire in Chieri un banco d'imprestito su pegno... », etc. Chieri, 23 Ottobre 1308 (Cibario Storie di Chieri, II, 135).

liens cherchent des débouchés vers le Nord. Or, ils y sont attirés pendant le ^{xiii}^e siècle par les fameuses foires de Champagne, de Troyes et de Lyon (50). Pour s'y rendre, ils étaient obligés de traverser différentes seigneuries ; autant de droits d'octroi à payer quand ce n'était pas le risque de tomber en servage en tant qu'aubains.

C'est alors que, pour faciliter le commerce, les seigneurs leur accordent collectivement quelques privilèges. En 1295, le comte Othon IV leur permet de passer librement à travers ses terres pour se rendre aux foires de Champagne. (51)

Déjà, les exigences commerciales avaient obligé les seigneurs à octroyer des Traités de Parcours et d'Entrecours en vertu desquels celui qui quittait son pays devenait aussitôt bourgeois du souverain dans le pays duquel il venait s'établir (52). L'assimilation entre ces Bourgeois de Parcours et ceux qui

(50) Pour les Lucquois aux foires de Champagne, V. A.N. S.4955 n°35 « ubi dicti mercatores lucani solent morare ».

(51) Gauthier, *op.cit.*, p.11, cf. A.N. Inventaire de Dupuy, JJ292, Bourgogne, VI, n° 24 et 25 (année 1293) ; V. Giry, St-Omer, p.313, p.306 ; enfin de nombreuses sortes de ces privilèges dans Morel ; Thierry, T.I, p.238. Ferrière v° Bourgeois du roi.

(52) V. Ferrière v° Parcours, T.II, p.316. Sur l'origine servile des traités de parcours, v. art. 145 de la Coutume de Vitry (Bourdote de Richebourg, T.III, p.327) ; Denisart v° Parcours ; Brussel, T.II, Li.III, ch. XX, p.1007 et ssq. citant un traité de cette espèce passé entre Hugues III duc de Bourgogne et Manasses, évêque de Langres ; citant aussi des lettres patentes de Pierre de Courtenay ; Laurière v° Parcours ; Notes de Laurière sur Loysel, Li.II, Ti.I, règle 21 ; Bouvot v° communauté et parcours ; Du Cange v° *Percursus* ; H. Sée, classes rurales, Paris, Girard, 1901, 1 vol. in-8°, p.183 ; Merlin v° Entrecours ; art. 78 de la Coutume de Vitry ; Bourjin, Bibliot. Ec. des Chartes, n°167, p.417 (Cartulaire de Saint-Médard, LL 1021, p. 111-112) ; p.175 (Layettes du Trésor des Chartes, T.II, p.174, n°2049).

reçoivent des lettres particulières est d'autant plus aisée que Du Cange écrit à leur sujet : « *Burgenses de percursu iidem qui Burgenses Regis* » (53). Nous voyons volontiers dans les premières lettres de bourgeoisie de véritables traités de parcours individuels.

Cependant, à la fin du XIII^e siècle, se manifestaient les premiers symptômes de la décadence commerciale. On songe alors à attirer les marchands au moyen d'avantages, d'exemptions, de privilèges. Des lettres de sauvegarde, accordées à des villes entières et « qui différaient peu, au moins quant au résultat pratique, des lettres individuelles de bourgeoisie » (54), des immunités, des sauf-conduits, des laissez-passer octroyés aux commerçants étrangers se multiplièrent (55). La lettre de bourgeoisie, elle aussi, se présente comme une « *gratia facta ut possint morari et mercari* », une « *salva gardia ut in universo regno possint ire, redire, incedere mercaturas* » (56). La parenté est certaine entre ces privilèges collectifs et cette permission individuelle dont les buts sont identiques.

Ceux qui désiraient obtenir la bourgeoisie par

(53) Du Cange v^o *Burgenses de Percursu* (Cout. de Sens, art. 137 à 140). Cf. Laurière v^o Parcours.

(54) Pigeonneau, p.283 ; cf. Luchaire, Inst. mon. T.II, p.192-193, V. Layettes du Trésor des Chartes, T.I, n^o 306 à 507 ; T.II, n^o 1750. *Salvus conductus pro burgensibus Montisferrandi* : « ...permittatis salvo ire et redire per totam terram nostram, cum suis mercandesiis, libere et quiete... »

(55) V. nombreux exemples dans Rymer, T.I, 1^{re} partie, p.12 ; p.39 ; 2^e partie, p.105 ; T.II. 1^{re} partie, p.141 ; p.189 ; 3^e partie, p.15 ; T.III, 1^{re} partie, p.23 ; T.IV, 3^e partie, p.146 ; 4^e partie, p.139.

(56) A.N. JJ64 f^o302 r^o n^o542 : « *Gratia facta Bertholo et Stephano Renerii de Florencia quod possint morari et mercari in quibuslibet locis regni eis placuerit* ». Cf. JJ62 n^o81 f^o48 v^o ; JJ62 n^o514 f^o271 v^o ; JJ62 n^o458 f^o249 r^o ; JJ64 n^o737 f^o434 r^o ; JJ72 n^o48 f^o49 v^o.

lettre jouissaient déjà bien souvent de privilèges accordés à leur corporation ou à leur ville. Mais ils voulaient en quelque sorte les faire confirmer par une approbation royale. L'institution s'est personnalisée.

Née des exigences commerciales, qui sont ses mobiles essentiels, la Lettre de Bourgeoisie n'est pas le calque d'un précédent, mais un produit de la féodalité.

CHAPITRE II

L'AUBAIN

§ I. — DE L'ÉTRANGER AU DIOCÈSE A L'ÉTRANGER AU ROYAUME

Dans le temps où chaque seigneurie formait, en quelque sorte, un empire isolé, une économie fermée dans laquelle le seigneur avait ou croyait avoir la plénitude de la puissance publique, on appelait « Aubains » tous ceux qui, nés dans une terre, allaient habiter dans une autre (1). Les premiers aubains furent donc des Français. Ces petits seigneurs du moyen âge, la plupart du temps ennemis, ne pouvaient regarder leurs voisins que comme des étrangers. L'Aubain est l'étranger à la seigneurie (2), voire même au diocèse (3), « *omnes qui diocesim mutaverunt* ».

(1) V. Henrion de Pansey. Diss. féod. T.I, p.162 et ssq. v^o Aubaine.

(2) V. Et. de St-Louis, éd. Viollet 1881, II, 149 ; Olivier-Martin, Cout. de Paris, II, 395 ; cf. l'enquête ordonnée par Philippe-Auguste touchant les habitants de la Châtellenie de Chauni, dans Brussel, T.II, Li.III, ch.XVI, p.947.

(3) « *Peregrinus*, dit Laubespine dans ses notes sur Optat de Milelve, p.67, *vocabatur apud antiquos qui natus erat in alia diocesi...* » D'après l'auteur du nouveau recueil des Ordonnances, dans une note sur le 87^e ch. des Etabl. p.176, c'est suivant l'ancien usage de l'église qui a toujours réputé

Il est traité comme un fugitif. Dans cette Gaule féodale, l'homme, attaché à la terre, parqué dans les domaines de son seigneur doit, serf ou vassal, y vivre et y mourir. S'il quitte la seigneurie où il est né, il tombe dans le servage. Il est soumis à toutes les charges particulières de cet état. (4)

A plus forte raison, subiront-ils le même sort ceux qui, venus des « pais estranges », sont désignés sous les noms méprisants d'« épaves », de « mécrus ». (5)

Il y a donc deux sortes d'aubains : les Forains qui sont les étrangers proprement dits à la seigneurie et les Epaves, dont l'origine est inconnue, échoués sur la terre française.

Mme Folain-Le Bras, dans sa thèse, note que, d'après le procès-verbal de la coutume de Laon, le mot *aubain* peut être pris dans le sens de l'enfant d'un bâtard ou d'un épave (p.40).

Les auteurs se sont demandés quelle pouvait être l'origine du mot *albanus* (6). Malgré les con-

étranger l'homme né dans un autre diocèse que celui où il habitait, sans même en excepter l'évêque ; v. aussi Cout. du Loudunois II, 5 ; Bourdot de Richebourg IV, 714 ; Ragueau et Laurière v^o Aubaine ; Guénois, T.I, 1^{re} partie, Ti.VI, p.47 v^o citant les coutumes de Maizières, art.12, de Saint Cyrán, art.6, et de l'Isle Savary, art.3.

(4) Sapey, sur les incapacités des aubains, p.56, 57, 60, 63, 65. Droit de Chevage (12 deniers parisis, cf. Denisart v^o Chevage et Arrêtés de Lamoignon v^o Etranger) ; amende de 7 sols et 6 deniers (extrait des Comptes de Bacquet) ; forariage (idem) etc...

(5) A l'époque féodale, les mots *gargangi*, *advenae*, *peregrini*, ont disparu (Pilet, p.91 et ssq.).

(6) Deux théories s'affrontent principalement et il est intéressant de prendre parti :

1^o L'une affirme que le mot « *albanus* » est la déformation d'« *alibi natus* » ; cf. Lefèvre de la Planche, T. I, Li.VI, ch.I, p.13 ; Henrion de Pansey, op.cit., T.I, p.162 ;

traverses passionnées que la discussion soulève, cette question n'intéresse pas cette étude. Il est plus important de comprendre comment et de savoir à quelle époque la notion d'aubain a répondu à celle d'étranger au royaume seulement. Ce n'est qu'alors que la lettre de naturalité délivrée à l'aubain peut répondre véritablement à la notion de naturalisation.

Pothier I, Cout. Orléans II, § II, 10 ; Basnage, T.I, p.248, 1^{re} colonne, ch. 148 ; Brussel, T.II, Li.III, ch. XVI, p.952 ; Ferrière v^o Aubain ; Nicod, Bacquet, etc...

2° L'autre soutient que le vocable « *albanus* » signifiait primitivement un habitant de l'Albania, nom qui désignait durant le Haut Moyen Age l'Ecosse, l'Angleterre et même l'Irlande (cf. actuellement Albion, à cause de la blancheur crayeuse des côtes). Nous nous rallions volontiers à cette théorie.

L'île était depuis des siècles un théâtre d'invasions continuelles. Toutes les races du Nord, Saxons, Celtes, Danois, semblaient s'y être donné rendez-vous. Déjà, au temps de l'Heptarchie, les Bretons avaient été refoulés par les Angles et les Saxons au pays de Galles et en Cornouailles. Beaucoup avaient émigré et s'étaient établis en Gaule, sur les côtes de l'Armorique. Pendant tout le Haut Moyen Age, cette émigration ne cessa pas. Eginhard raconte que Charlemagne et son fils Louis aimaient à s'entourer d'étrangers, de lettrés de basse condition. Ces étrangers sont essentiellement des « *Albani* ». « Il advint qu'au rivage de Gaule débarquèrent, avec des marchands bretons, deux Scots d'Hibernie, hommes d'une science incomparable dans les écritures profanes et sacrées... » (cité par Michelet, I, 261). Sur la nouvelle de l'accueil chaleureux que ces marchands reçurent de l'Empereur, un certain Albinus, de la nation des Angles, s'embarqua lui aussi. Cet Albinus était Alcuin (*Albinum cognomento Alcuinum*), maître de l'école palatine, qui mourut à Saint-Martin de Tours. Enfin, dans sa vie de Saint-Césaire, Hericus écrit : « Presque toute la nation des Scots, méprisant les dangers de la mer, vint s'établir dans notre pays » (cité par Michelet, I, 262, note 1).

L'époque de la grande émigration en Gaule des Albani fut surtout le ix^e siècle. Les mêmes pirates scandinaves qui attaquaient l'empire carolingien apparurent sur les côtes de

Or, pour parler de naturalisation, il faut pouvoir parler de nation. Les Rois doivent réaliser le rassemblement des terres et l'unification des institutions ; ils doivent préciser et défendre les frontières extérieures en même temps qu'abolir les barrières internes. La France prendra conscience d'elle-même. Alors, le pays répondra à la notion réelle de Patrie française. (7)

l'Angleterre. Vers 870, les Danois conquièrent la Northumbrie. L'énergique résistance du roi Saxon Alfred le Grand et de ses successeurs suspendit pendant plus d'un siècle les progrès de l'invasion. Mais, au moment même où, en France, Hugues Capet était élu roi, les Danois reprirent leurs attaques avec une vigueur nouvelle. C'est alors que les Anglais et les Ecosseis émigrèrent en Gaule. Le roi saxon Ethelred lui-même dut se réfugier sur notre sol, auprès du duc de Normandie dont il avait épousé la fille.

Nul doute qu'ensuite, par un phénomène de généralisation populaire, tout étranger, qu'il fût d'Ecosse ou d'ailleurs, fut appelé Albanus. (V. Pilet : c'est le même phénomène qui pousse les Américains du Sud à appeler Espagnol tout étranger, les Orientaux à appeler Français tout Occidental). Cf. Sapey, p.52 : Du Cange v° *Albanare* ; dictionnaire de Trévoux v° Aubain ; Ménage, origine de la langue française v° Aubain ; Père Sirmond Ti.VI, art.40 des Cap. de Charles le Chauve « *Scoli, peregrinationibus dediti* » (Strabo, I.2, c.48) ; Ragueau et Laurière v° Aubain ; de Folleville, p.34 ; Demangeat, p.66 ; Bonne, p.44 et ssq. ; Gauthier cite une charte de 820 montrant que déjà les étrangers étaient désignés dans le peuple sous le nom d'Albani : « *incolis quæ rustice Albani appellantur* ».

A noter aussi la théorie de Cujas faisant dériver aubain de *advena* ; cf. Loüet et Brodeau, T.I, p.53, lettre A. La contraction semble un peu forte.

Enfin, Sapey, p.53 et 54 fait dériver aubain de « album » nom d'un registre sur lequel les collecteurs d'impôts établissaient la liste des étrangers.

(7) Il est d'usage de faire naître le premier éveil patriotique au XIII^e siècle ; (Mathorez, T.I, p.131) ; devant l'invasion étrangère, les chevaliers de la noblesse et les milices des communes se groupent autour de Philippe-Auguste. Il est d'usage aussi de faire connaître à ce sentiment national une longue éclipse, illuminée cependant par Du Guesclin,

C'est une œuvre immense, de longue haleine. C'est l'œuvre capétienne. Saint Louis en est la première étape (8) : reprenant à son profit les principes des carolingiens, il soumet les aubains à la protection royale. Louis IX est encore un roi féodal ; Philippe le Bel est un roi moderne (9). C'est la se-

et de le faire apparaître avec éclat en Jeanne d'Arc, la plus pure incarnation de la patrie, qui prit les armes quand elle sut « la pitié qu'il y avait au royaume de France ». Notre conviction est que le sentiment national est bien antérieur encore aux dates qu'on lui assigne. Sans vouloir remonter aux Gaulois qui « possédaient une âme collective » (Mathorez, *ibid.*), nous apercevons dans les chansons de gestes du x^e siècle, qui sont un miroir parfait de l'esprit du temps, que tous les habitants de la France sont des Français. Les trouvères chantent la douce terre de France. (Cf. Renan : « Qu'est-ce qu'une nation ? », p.22). Le morcellement féodal seul obscurcissait encore l'idée de nationalité. (Cf. Brissaud, T.II, p.1755 ; Ingouf, Perrecciot, etc...).

(8) « Nus bastarz ne aubains ne puet faire autre seignor que le roi » (Et. Saint Louis, Li.II, ch.30). Certains auteurs en déduisent que ceux-là seuls sont aubains qui ne sont pas Français (Sapey, p.29). V. aussi Pilet, p.94 et ssq. ; Vuitry, T.I, p.296 et ssq. ; Mathorez, T.I, p.139. D'après Brussel, T.I, Li.III, ch. XVI, p.948 et ssq., il s'agit des « hommes estranges » qui viennent dans les provinces immédiatement soumises au roi, ce qui restreint le principe. Voilà qui le restreint plus encore : les barons de ces mêmes provinces peuvent lever certains droits sur ces hommes. C'est ce que nous prouve une charte de Philippe-Auguste de 1222 concernant le traité conclu par le roi avec l'évêque et le Chapitre de Paris. Il est mentionné : « Quant à ceux qui ont été mis par le roi au nombre de ses aubains (ici, l'auteur met en marge : « naturalisés ») et qui viendront habiter dans la terre de l'évêque, le roi accorde que l'évêque puisse prendre sur eux dans sa semaine les coutumes dues, de même que s'ils n'eussent pas été aubainés par le roi ; et qu'il lui accorde en outre qu'à l'avenir, il ne fera aucun aubain que ceux qui seront estrangers à Paris... ».

(9) Sur l'œuvre unificatrice de Philippe le Bel, Michelet T.III, p.173 et ssq. Boutaric, p.1 à 4 ; p.16 et ssq. ; Rapetti (préface du livre de Jostice et de Plet, p.37, note 1) ; Luchaire, *Inst.fr.*, p.4 (les revenus ordinaires des finances).

conde étape qui ouvre la voie à l'évolution finale. S'il ne l'a pas réalisée lui-même, il a magnifiquement préparé et accéléré la formation de l'unité française. Malgré la médiocrité et les retours en arrière de ses successeurs, malgré les désastres de la guerre de Cent ans, une troisième étape se prépare et s'achève sous le règne de Charles V : vers la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, l'aubain est devenu seulement l'étranger au royaume, sauf dans quelques rares coutumes. (10)

Or, l'étude que nous avons faite des lettres de bourgeoisie permet de fixer au milieu du ^{xiv}^e siècle le remplacement progressif de ces lettres par des lettres de naturalité proprement dites.

Pour la première fois, vers 1340, apparaît une lettre de naturalité véritable qui ne se réfère pas à une bourgeoisie quelconque (11). Un exemple suffit. Il s'agit d'une « *gratia facta* » octroyée en Juillet 1340 à Arnoul, dit Aux-Brebis, de Dinant, « en l'evesché de Liège ». Elle porte qu'« après la mort d'Arnoul, ses hoirs ou successeurs naturels ne soient par nous, par noz successeurs ne par quelconques autres personnes que ce soient empeschez en la succession des biens du dit Arnoul et que icelui Arnoul de ses diz biens quels qu'ils soient puisse ordener si comme il lui plaira... Tout aussi bien come se il fust nez franchement de nostre dit royaume, et voulons que pour ceste cause il ne doie ne puisse jamais estre reputez pour aubein, espave ou estrange de nostre royaume, comment que il

(10) V. Mme Folain-Le Bras, p.43 et 44 ; Chénon, T.II, p.72 ; Viollet, Li.II, c.IX, p.371.

(11) V. Viollet, p.372 ; Brissaud, T.II, p.1756.

soit nez hors d'icelui... » (12). Dès lors, la lettre de naturalité est complètement constituée (13) et seule, la diplomatique en variera très légèrement au cours des siècles. Une des dernières lettres de bourgeoisie que nous ayons rencontrée fut accordée en Avril 1360 à l'Anglais Jean Cope. Il y est nommé Bourgeois de Paris et des autres villes du Royaume en même temps que regnicole du Royaume de France (A.N. JJ 90, n°510).

(12) A.N. JJ74 n°223 f°125 v°; cf. « *Habilitatio pro Johane de la Teste Noire* » (Janvier 1340), JJ73 f°175 v° n°218. C'est plutôt une exemption d'impôt qu'une naturalisation véritable. Jean de la Tête-Noire a pour père un Français, mais est né en Angleterre d'une mère anglaise. Cependant, « il s'est efforciez tousjours de servir en nostre hôtel et nostre très chière compagne la Roïne... avons octroyé et octroyons de certaine science, de grâce especial, et de nostre autorité royal au dit Jehan que il, sa fame, ses enfanz et hoirs engendrez de son corps en loial mariage ne soient tenuz ou puissent estre contrainsts comme Anglois pour nous, nos hoirs, nos successeurs et nos genz a paier finance quelle que elle soit en aucune manière ou temps aucun non contrestant que sa mère fu Anglesche et qu'il fust nez en Angleterre... ». Cf. aussi A.N. JJ74 f°184 r° n°313 (Juillet 1342); f°327 v° n°549 (Janvier 1342; JJ78 f°29 v° n°54 (Décembre 1349); JJ81 n°239 (Mai 1352); JJ82 f°142 r° n°211 (Mai 1354); etc.

(13) V. par exemple la « *franchisia* » accordée à Garnier de Toul pour pouvoir demeurer au royaume « *ut libera persona* » malgré son origine étrangère, en Octobre 1341 (JJ72 f°214 v° n°297). Elle possède toutes les caractéristiques de la lettre de naturalité. L'impétrant fait savoir aux gens des Comptes qu'il y avait grand temps qu'il était venu demeurer au royaume, et, comme il n'a pas d'hoirs de son corps, il craint qu'à sa mort, les gens du roi ne prennent ses biens en tant qu'aubain de mortemain ou de formariage. Après information faite par le prévôt de Laon, Raoul de Lorry, il ressort que Garnier est depuis plus de 40 ans en France, qu'il « est né de bon et loyal mariage et qu'il est de franche condition ». Alors le roi permet que « dorez en avant, il soit tenu et traicté comme Français ». Le concessionnaire paie au Trésor 75 livres parisis.

Mais les auteurs (14) voient traditionnellement le premier exemple de naturalisation dans les lettres patentes accordées en Janvier 1397 au Gênois Picamilli. Ce sont les premières lettres de naturalité publiées dans les Ordonnances du Louvre (T.VIII, p.182, 183, 184) ou dans le recueil d'Isambert (T.VI, p.783). Il convient en réalité de faire remonter la naturalisation proprement dite un demi-siècle plus haut.

La date ici proposée correspond à l'époque durant laquelle les aubains deviennent seulement les étrangers aux frontières.

Naissance de la naturalisation, achèvement de l'unité française, notion définitive de l'aubain, sont autant d'éléments solidaires.

§ II. — L'AUBAIN ET LA LETTRE DE NATURALITÉ

« Nous tenons en France que tout homme qui n'est né dedans le Royaume, Pays, Terres et Seigneuries de l'obeissance du Roy de France est appelé aubein ou bien estranger. » Telle est la définition de l'aubain que donne Bacquet (Dr. aub. I, ch.II, n°1). Elle appelle quelques développements.

Il faut d'abord l'accepter sans restriction : l'étranger sous l'ancien régime est celui qui est né hors de France, sur une terre non française, même de parents français. Par réciprocité, on considère comme Français tous ceux qui naissent en France, que ce soit de parents français ou de parents étran-

(14) Pardessus Table des Ordonnances du Louvre n° Naturalité ; Isambert, T.VI, p. 783, n° 1 ; Lesage de la Haye, p.125 ; Mayeras, p.98 ; Stoïncesco, p.195 ; Beudant, p.152.

gers (15). Aux premiers seuls, la lettre de naturalité peut conférer la qualité de Français. Les seconds sont Français de naissance.

Il s'agit de déterminer quels sont les aubains, c'est-à-dire quels sont ceux qui ont besoin des lettres de naturalité pour entrer, quand ils le veulent, dans la communauté française.

Papon (Trois. Not. p.461) nous donne des étrangers une liste qui n'est pas limitative : « Allemands, Flamands, Lorrains, Suisses, Ecossais, Anglais, Italiens, Polonais, Savoisiens, Piémontais, Bourguignons de Franche-Comté, Navarrais, Hongres, Vénitiens, Cyptiens, Avignonnais, etc... » (Cf. Rebuffe, p.386, n°20). Si le statut de ceux qui sont nés dans des pays relativement éloignés de la France ne souffre pas de difficultés, celui des natifs des provinces voisines soulève des controverses. Rebuffe (ibid.) affirme que les Savoyards (16), les Bressans et les Piémontais n'ont pas besoin de lettres de naturalité pour être réputés Français. Nous sommes cependant de l'avis contraire, pour avoir parcouru un grand nombre de lettres accordées tant à des Savoyards qu'à des Bressans et qu'à des Piémontais. Il en est de même pour les Flamands, bien qu'anciennement la Flandre ressortît du Parlement de Paris. Quant

(15) Glasson, T.VIII, p.282 ; Bacquet, Dr. aub. Li.I, ch.I, n° 2 et ch.II, n° 1 ; Domat, Li.I, Tit.VI, sect. 4 n° 5 ; Pothier Pers. n° 45 ; Bourjon Li.I, Tit.VII, sect.II, n° 27. Seul, le sol donne la qualité de national. C'est une des applications de la territorialité du droit féodal et de celle du droit coutumier.

(16) V. aussi Augeard, T.I, Li.XXI, p.162, 1^{re} colonne. Les originaires de Savoie nés pendant les alliances entre les deux couronnes et qui ont demeuré en France jusqu'à leur mort n'ont pas besoin de lettres de naturalité pour être réputés regnicoles. (Arrêt de Metz du 20 Mars 1692).

aux habitants de la Franche-Comté, une déclaration expresse de Septembre 1492 juge inutile l'obtention des lettres pour chaque particulier comtois habitué en France. Mais, là encore, de nombreux natifs de Franche-Comté ont préféré solliciter des lettres. On discute pour le Béarn. Le chancelier Du Prat, écrit Choppin (Dom. p.106, n°11) « refuse des lettres de naturalité à un Béarnais, lequel les avait demandées au sceau, et dit qu'il n'en avait point besoin ». En revanche, les Lorrains, sauf les habitants de Bar, depuis que les ducs de Lorraine sont au nombre des quatre ducs vassaux de l'empire, doivent impétrer de telles lettres (17). Choppin (ibid.) ajoute que les naturels de certaines provinces conquises par les armes n'en ont pas besoin, et cite le marquisat de Montferrat. Or, nous avons précisément parcouru les lettres de naturalité accordées à Boniface, marquis de Montferrat et à ses sœurs, en Juillet 1525 (B.N. Ms. Fr. 5779, f°131 v°).

Mais il existe une autre catégorie d'aubains qui ont besoin quelquefois de lettres de naturalité. Elle est exceptionnelle et semble être composée de hauts personnages, exclusivement. Le cas se pose lorsque un Français quitte son pays et veut néanmoins conserver la nationalité française. « Le Roi accorde quelquefois des lettres de naturalité à des Français à l'effet de pouvoir demeurer en pays étranger et d'être néanmoins toujours réputé regnicole » (Ferrière, v° Lettres de naturalité). Ce sont en quelque

(17) Choppin, p.110, n° 18. Ce qui explique la demande de naturalité de Robert de Lenoncourt, Lorrain, archevêque de Tours, en 1500 (AN. X¹⁰ 8610 f°127) ; V. aussi Du Moulin, art.78 de la Coutume de Vitry. Montaigne, Essais, Li.I, ch.XXIV parlant de François de Guise, écrit : « encore que son origine fut estrangère ».

sorte des aubains « volontaires », d'après la célèbre définition de Loysel. Des exemples illustres nous sont fournis par des princes français allant régner à l'étranger : Henri III, alors roi de Pologne, reçoit des lettres de son frère Charles IX. De plus, par une déclaration du 10 Décembre 1573, le roi de France déclare que s'il vient à décéder sans hoirs mâles, ce même frère lui succèdera ou, à son défaut, ses enfants, ou, à leur défaut, son autre frère le duc d'Alençon ou ses enfants (18). Philippe V, roi d'Espagne, petit-fils de Louis XIV, reçoit des lettres de son aïeul. Les princesses de la Maison de France avaient coutume, lors de leur mariage, de solliciter, elles aussi, des lettres de naturalité. Cet usage nous est révélé par les lettres octroyées en 1698 au grand-duc de Toscane, par suite de son mariage avec la princesse Louise d'Orléans : « Nous accordons volontiers à nostre très cher et très amé cousin le grand-duc de Toscane la grâce qu'il nous a demandée de vouloir réhabiliter nostre très chère et très amée cousine Marguerite Louise d'Orléans, son épouse, dans tous les droits et privilèges de sa naissance dont on pouvait prétendre qu'elle est descheue, faute de n'avoir pris des lettres expresses lors de

(18) Dupuy, p.651 et ssq. ; Les Français qui, après un simple voyage à l'étranger, revenaient en France, malgré une longue absence, n'avaient pas besoin de lettres s'ils avaient le dessein de faire une perpétuelle demeure au Royaume. V. Giraud, p.11 ; Ferrière, Cout. T.IV, Ti.XIV, art.318, p.737, n^{os} 13, 14, etc., Si, par hasard, un enfant naissait à ces Français lors de leur voyage à l'étranger, on admettait que l'enfant n'avait pas non plus besoin de lettres pour devenir Français. V.Demangeat, p.160 ; Glasson, T.VIII, p.282 ; Bourjon, Li.I, Tit.VII, sect. 2, n^o 27. On mettait ainsi en échec la sévère règle de Boerius (13^e décision) « *Extraneus est extra regnum Franciæ conceptus et natus* ». Cependant, cette règle jouait quand les enfants revenaient sans leur père, qu'il fût mort ou vivant.

son mariage ainsi qu'il s'est cy-devant pratiqué par les princes et princesses de nostre sang, lorsqu'ils sont sortis de nostre royaume. »

Il existe un autre cas, très rare aussi, où des Français sollicitent des lettres de naturalité. Il est également l'apanage de grands seigneurs. Des Français épousent des étrangères et craignent qu'on ne considère les enfants qu'ils peuvent avoir comme étrangers. Ils préfèrent, pour plus de sûreté, obtenir la naturalité en faveur de leurs descendants. Henri de La Tour, duc de Bouillon, prince de Sedan, obtient, en 1609, des lettres pour ses enfants. Il avait épousé Charlotte Catherine de Nassau (19). C'est le propre père de Turenne.

Enfin, la situation inverse s'est posée : un aubain ne demandant pas des lettres de naturalité et qui, pourtant, est considéré comme Français. Le cas est tellement exceptionnel que les auteurs ne l'ont jamais traité. Il est extrêmement curieux : en 1658, un traitant, chargé de recouvrer les droits d'aubaine sur « les estrangers et descendants d'iceux », comprit dans sa liste les petits-enfants d'un certain Essomeric qu'un capitaine français avait ramené des « terres australes ». Mais les descendants d'Essomeric ne voulurent pas payer. Un procès s'ensuivit. Ils eurent gain de cause, objectant qu'Essomeric n'avait pas été un aubain ordinaire, qu'il ne s'était pas établi en France volontairement, mais qu'il avait été forcément gardé contre la foi des engagements

(19) Arch. Dep. de la Haute-Garonne, F.12, f°202 ; cf. Dupuy, p.651 et ssq. qui cite le même fait de la part du comte de Vaudémont, en 1611.

pris par le capitaine français (B.N. Coll. de Camps, vol. 124, f^{os} 70-71-72).

§ III. — LES COURANTS DE NATURALITÉ

Ayant défini ceux qui avaient à solliciter la naturalité pour devenir ou rester Français, il nous a paru intéressant de dégager les courants de naturalité pendant les cinq derniers siècles de l'Ancien Régime. C'est un peu composer le tableau des étrangers en France. Cependant, afflux d'étrangers et octroi de naturalités ne correspondent toujours pas. Syriens de l'époque franque, certains Lombards du moyen âge, venus pour le commerce et la banque, vécurent dans des quartiers séparés, sous leurs lois nationales et la juridiction de leurs consuls. Etudiants de toutes les nations, s'initiant aux lettres, aux droits civil et canonique, à la médecine ou à la théologie dans les universités françaises, ne firent bien souvent que séjourner (20). Les soldats mercenaires se vendirent au plus offrant. Les marchands de passage, les voyageurs, les réfugiés politiques ou religieux ne sollicitaient pas toujours la naturalité.

A) *Les Italiens*

Nous avons vu le très grand nombre des lettres de bourgeoisie délivrées aux Lombards pendant la première moitié du xiv^e siècle. Les lettres de naturalité octroyées par la suite, pendant tout le xv^e siècle s'adressent, dans la plupart des cas, à des

(20) Cependant, quelques-uns se fixent en France et s'y font naturaliser. V. thèse de Mlle Marie Waxin, p. 103 et 105.

Italiens (21). Ces derniers hantent les ports de Provence et du Languedoc, attirés par le commerce, et tâchent de faire fortune. A la fin du xv^e siècle, le Sud-Est de la France est rempli d'Italiens naturalisés. Et leur immigration continue en vagues successives. Pendant plus d'un siècle encore, ils demeurent l'élément dominant. Les deux causes principales en sont les mariages royaux et ce que nous pourrions appeler, « l'italianisme » de la Renaissance.

Les reines italiennes franchissent la frontière avec une suite nombreuse. Pendant toute leur vie, elles se montrent particulièrement accueillantes envers leurs compatriotes. Catherine de Médicis prodigue la naturalité, les titres et les offices à ses Florentins (22). A l'occasion de ces mariages, les Italiens ont coutume de dresser des états de « presentati », qu'ils soumettent à l'agrément du roi (Mathorez, T.I, p.123). Henri IV essaie de rompre avec la tradition ; mais sa femme réussit à lui amener la Galigai, Concini, qui deviennent à leur tour de véritables « appelants ».

L'engouement des derniers Valois pour cette Italie, berceau de tous les arts, qu'ils voulaient conquérir, les incite à se montrer accueillants envers les artistes italiens, à les attirer même par l'appât de privilèges.

La plupart des Italiens naturalisés (23) vien-

(21) A.N. JJ90 n°551 (année 1360) ; JJ100 n°31 f°17 v° (année 1369), etc... JJ189 f°47 r° n°96 (année 1456) ; JJ195 n°514 (année 1470) ; JJ196 f°30 v° n°48 ; JJ201 f°130 r° n°172 ; K168, liasse 1, n°3, n°27, etc...

(22) Picot, T.II, p.538 ; lettre de naturalité accordée à Catherine de Médicis et à son père, A.N. O¹218 f°3 r° et v°, V. infra P.J. n°8 ; et à d'autres Médicis en Novembre 1609 (O¹218 f°10 r° et v°).

(23) Louis XII avait déjà naturalisé Maître Fauste Andrelini, poète, en 1502 (A.N. Inventaire de Stein, f°138 v°), l'évêque de Novare (op.cit. f°137 v°), etc... Le catalogue des actes

nent, comme au moyen âge, des villes de la Haute Italie : Florence, Gênes, Vérone, Sienne, Ferrare. Ils s'installent bien souvent dans le Sud de la France. (24)

A partir de la seconde moitié du xvii^e siècle, le nombre d'Italiens naturalisés est en régression (25). On s'est demandé si Mazarin avait été naturalisé. Nous n'avons pu, en dépit de nos recherches, trouver ses lettres, mais seulement celles qui ont été délivrées aux divers membres de sa famille, en Mai 1654. (26)

de François I^{er} nous révèle environ 1.000 familles auxquelles le roi accorda la naturalité par lettres. Les Italiens en composent la majorité. Les plus connus sont les Cellini, Calvi, Gonzague, Este, Strozzi, Trivulce, Vintimille, etc... La régente Louise de Savoie durant la captivité du roi à Madrid l'octroya aussi à de nombreux Italiens. V. A.N. JJ239 f^o10 v^o n^o37 ; B.N. Ms. fr. 5779 f^o131 v^o, et f^o134. Pour les Italiens naturalisés sous Henri II, V. A.N. Inventaire 444, T.II, p.456 ; 463 ; 473 (un médecin du cardinal de Tournon) ; 505, 551 ; 826 ; sous Charles IX et Henri III : T.III, p.891 ; 896, etc... ; K172 n^o140 ; n^o197 (à Charles de Birague) etc... ; sous Henri IV, K172 n^o207 ; K173 liasse 1, n^o1 ; Inventaire 444, T.IV, p.1286 ; 1298 ; 1302 ; sous Louis XIII, T.IV, p.1351 (deux Romains) ; 1375 (un habitant de Sienne) ; 1400 ; 1403 ; 1458 ; 1519 (le secrétaire du cardinal de Bérulle) ; 1691 ; K173 (Franquin de Saint-Ange, maître d'armes).

(24) V. par ex. les archives départementales du Lot-et-Garonne (inventaire ; B.N.) : lettres de naturalité accordées par Henri IV : Série B, p.3 Reg.B5 ; B4 bis ; p.7 Reg. B12, etc...

(25) A.N. K173 n^o98 (année 1652) ; n^o142 ; K174 n^o70 (année 1693) ; n^o75. V¹543 ; pour le xviii^e siècle, K175 n^o4 ; n^o11 ; etc... ; M612 ; O¹222, f^o194 ; O¹225 f^o86 (à Marie-Anne Gambetta, de Turin, en 1732).

(26) A.N. O¹218 f^o120 r^o et v^o ; à la comtesse Martinozzi et à sa fille, sœur et nièce du cardinal ; f^o122 r^o et v^o : à Pierre de Mazarini, son père, à la dame Mancini, sa sœur et à Philippe, Alphonse, Olympie, Marie, Hortense, Marie-Anne, ses neveux et nièces ; f^o124 : à Anne-Marie Martinozzi, princesse de Conti.

Au siècle suivant, la vogue des comédiens italiens amène à nouveau quelques naturalités (27). Elles deviennent de plus en plus rares dans les dernières années de l'Ancien Régime. (28)

B) *Les Espagnols*

Au xv^e siècle, les Espagnols naturalisés sont encore assez rares. Au mois de Mars de l'année 1459, Martin Henriquez, qui est déjà sénéchal de Saintonge, reçoit sa « *littera naturalitatis* », en récompense des services qu'il a rendus dans les armées royales, en guerre avec l'Angleterre (A.N. JJ 190, n^o 35).

Mais à partir du xvi^e siècle, le mariage autrichien qui se répéta quatre fois en un siècle et demi amène en France un grand nombre d'Espagnols. A la requête d'Eléonore d'Autriche, seconde femme de François I^{er} et sœur aînée de Charles-Quint, treize gens d'église, huit gens laïcs, douze dames et damoiselles, neuf femmes de chambre, une soixantaine d'officiers sont naturalisés en 1532. Ils appartiennent tous à la maison de la reine. (29)

Les règnes de Charles IX (30), Louis XIII (31), Louis XIV (32), voient un afflux abondant de Cas-

(27) A.N. O¹229 f^o135 année 1749 Ruggieri, de la comédie italienne ; de même O¹230 f^o190 ; O¹232 f^o410 ; P2593 f^o6.

(28) Par ex. un naturel de Pérouse, naturalisé en 1783 (O¹237 f^o289).

(29) V. A.N. J960 Plaquette I, n^o11.

(30) Par ex. à Loys d'Alcala, en Mai 1568 (A.N. JJ266 f^o67 r^o).

(31) Louis XIII, exaspéré de leur nombre et de leurs prétentions, les chasse.

(32) A.N. K173n^o88 (année 1650) : de Gonzallet, de Val-

tillans, entretenu par l'engouement des Français pour les modes espagnoles. Plus tard, les seuls Espagnols notoires sont les princes de Mérode, comtes du Saint-Empire, natifs de Flandre, mais nés sujets d'Espagne, naturalisés en Mars 1724 (A.N. K175, n°37) et surtout Jean Gualbert Gabriel de Sartine, natif de Barcelone, naturalisé Français en Février 1752 (A.N. M.612). C'est le futur ministre de la marine.

C) *Les Hollandais*

Un courant hollandais particulièrement fort a lieu approximativement entre les années 1650 et 1750 (33). Il semble s'éteindre dès la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les causes de cette immigration sont précises. Elle est due principalement à Colbert qui, en vue du développement industriel et commercial de la France, attire les artisans hollandais, en général honnêtes et consciencieux, par l'appât de nombreux privilèges. L'absence de goût français pour la manufacture ou la boutique oblige le grand ministre à ces mesures. Pour la seule journée du 9 Février 1666, nous avons relevé 24 lettres de naturalité délivrées à des originaires des Pays-Bas (A. N. PP 151, f° 53 et 54).

De nombreux étudiants hollandais, attirés à Paris par la renommée de nos facultés, restent en

ladolid ; plus tard, en 1719, K175 n°10, Azevedo, de Malaga, docteur régent en la faculté de médecine de Paris ; en 1748, O¹228 f°438 Don Joseph de Mora, de Barcelone, propriétaire d'une baronnie dans le Roussillon.

(33) Pour le début du XVII^e siècle, V. A.N. O¹218 f°30 ; à partir de 1650 K173 n°96 ; 131 ; 134 ; 138 ; 140 ; O¹219 ; à partir de 1700 K175 ; PP151 ; PP162 ; O¹233 (environs de l'année 1760).

France, après la fin de leurs études et demandent la naturalité (34). Certains deviennent des maîtres distingués.

Enfin, les premières guerres de Louis XIV incitent notre pays à s'engouer de tout ce qui est « à l'hollandaise ». On accueille avec une faveur particulière ceux-là mêmes avec lesquels on était en guerre.

D) Les Irlandais

Un courant continu et fourni amène en France un très grand nombre d'Irlandais, à partir de la fin du xvii^e jusqu'à la seconde moitié du xviii^e siècle. Il reprend le grand flux des *albani* du haut moyen âge. Il est composé principalement de réfugiés, de commerçants, de militaires.

Les réfugiés sont des réfugiés religieux, principalement des prêtres, chassés par le libéralisme anglais (35). Vers le milieu du xviii^e siècle, un nombre considérable de prêtres irlandais, réfugiés en France, demandent la naturalité.

Les commerçants sont attirés par les ports actifs de l'Atlantique ou de la Manche, où ils s'installent (36). Beaucoup arrivent à de très hautes situa-

(34) V. par ex. K175 n°19 ; P2595 f°14, année 1755, Miron de Sabionne, maître-ès-arts, 27 ans, de La Haye.

(35) Surtout vers le milieu de xviii^e siècle. Le nombre de ces prêtres est extrêmement élevé. V. A.N. KK627 f°2 ; O¹225 f°301 ; Mathias Shee « obligé de quitter son pays pour cause de religion » ; O¹232 f°67 Mac Donough, professeur de philosophie au collège du Plessis ; V. aussi O¹222 (années 1720 et 1721) ; O¹228 (années 1744 à 1748) etc...

(36) V. Mathorez, T.I, p.99 ; A.N. V¹543 : Richard Morphy, établi à Saint-Malo ; K174 n°33 ; n°56 : un natif de Cork établi à La Rochelle ; n°81 ; n°88 ; K175 (années 1715 à 1724) ; O¹223 f°84 ; O¹231 f°295 ; O¹233 ; O¹236 f°40 ; f°178 ; P2593 f°11 ; f°13 négociants de Nantes ; P2595 f°108 ; f°110 ; f°112 ; O¹231 (années 1755 à 1757) PP162, etc...

tions commerciales et fondent de véritables dynasties d'armateurs qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours.

Les militaires, cadets de grande famille, mais pauvres, cherchent fortune et gloire dans les armées françaises (37). Maurice Mac-Mahon, capitaine de cavalerie au régiment de Fitz-James, est naturalisé en Février 1760.

E) *Les Savoyards*

Bien que beaucoup d'auteurs aient soutenu que les Savoyards étaient, en France, réputés regnicoles, un courant, venu de Savoie, ininterrompu et correspondant chronologiquement au courant irlandais, doit être noté. Il a pour cause, d'une part les alliances des maisons souveraines : en Juillet 1702, une « lettre en forme de naturalité » est octroyée à la Maison de Savoie « dont les liens avec la France viennent d'être renouvelés par deux mariages » (38). Deux des petits-fils de Louis XIV, le duc de Bourgogne et Philippe V, roi d'Espagne, avaient épousé des filles de Victor-Amédée, duc de Savoie.

D'autre part, la pauvreté du pays, de son sol, oblige beaucoup de Savoyards à aller chercher fortune dans des contrées plus hospitalières. C'est ainsi qu'un très grand nombre de petites gens, modestes boutiquiers, simples colporteurs, émigrent en France et demandent, la plupart du temps à la capitale, un adoucissement à leur sort. (39)

(37) A.N. O¹231 f^o287 ; O¹231 f^o176 : au chevalier Patrice Darcy, mestre de camp (année 1756).

(38) A.N. O¹220 f^o21 ; déjà le prince de Carignan avait été naturalisé en Mars 1697 (O¹219 f^o230).

(39) A.N. K173n^o96 ; n^o126 ; K174 n^o37 ; n^o41 ; n^o99 :

Un des plus illustres Savoyards est l'astronome Jean-Dominique Cassini, né à Perinaldo, qui, en Avril 1673, sollicite la naturalité française : « pour entrer à l'Académie Royale des Sciences de Paris » (A.N. K 174, n°5).

F) *Les autres peuples*

Les autres étrangers naturalisés ne forment pas de courants dominants. Leur immigration est sporadique et obéit à des causes momentanées. Durant les trois derniers siècles de l'Ancien Régime, la France accueille toutes sortes d'étrangers.

Des Portugais, attirés surtout par le commerce maritime des ports de l'Atlantique, s'installent dans le Sud de la France jusqu'au début du XVIII^e siècle (40). Déjà, Henri II les avait attirés, à Bordeaux notamment, par l'appât de nombreux privilèges. Ils y formaient une véritable colonie.

Des gens des Allemagnes s'infiltrèrent dans les métiers (41) ou cherchent la gloire militaire dans

un épicier ; K175 (années 1715 à 1720) natifs de la Tarentaise ; années 1724, 1727, 1736 ; O¹220 ; O¹225 f°218 : Claude de Galiffet ; O¹226 f°166 : maître charpentier à Lyon ; O¹228 (années 1744 à 1748) f°140 ; O¹231 (années 1755 à 1757) ; P2592 : nombreux domestiques et petits commerçants ; P.2595 Année 1756 f°1 : un colporteur.

(40) A.N. V¹543 Années 1686 à 1689 ; K173 n°85 (année 1648) ; K174 n°15 (année 1679) ; n°26 : Décembre 1684, Emmanuel Gramacho, de Lisbonne, établi à Bordeaux ; K175 (année 1724) ; O¹223 f°131 (année 1723), etc...

(41) Les célèbres frères Frédéric et Philippe Oberkampff, par ex., natifs du marquisat de Brandebourg-Anspach, « manufacturiers de toiles peintes », naturalisés en 1770 (A.N. P.2598 f°29 v° et f°30 v°).

les rangs de nos armées (42). On a prétendu que le maréchal de Saxe avait été naturalisé. A la vérité, le vainqueur de Fontenoy reçut simplement du roi non une lettre de naturalité, mais une permission de demeurer en France, « d'y jouir et disposer librement en faveur de qui bon lui semblerait, même d'étrangers et non regnicoles, de tous les biens qu'il y a acquis ou pourra acquérir » (A.N. P 2593, f° 19, Avril 1746).

De nombreux Flamands et Brabançons, professeurs, étudiants, artisans, bénéficient, surtout après la guerre de Flandre, des bienfaits de la naturalité française (43).

(42) A.N. K173 n°67 ; n°116 : Henri de Schomberg, né dans le diocèse de Mecklembourg, retiré en Poitou, après avoir servi dans les armées royales (1659) ; n°135 : capitaine Gethard Siegfried, baron de Plotho ; n°127 ; n°139 ; n°141 ; K174 n°83 ; n°84 ; n°98 ; n°15 : secrétaire du maréchal de Villeroy ; K175 n°3 (année 1725) Trèves, Brandebourg, Bavière, etc... ; O¹220 : Cologne ; O¹222 ; O¹224 f°43 : Prusse ; O¹238 f°204, année 1787 : une comtesse de Hohenzollern ; P2592 f°63, année 1743 : à la comtesse de Platen, épouse du comte de Saint-Florentin, ministre du roi de France ; P2599 f°28 ; V¹543 ; O¹234 f°316 : au fils du duc régnant Christian IV de Bavière, que son père destine au service de la France (année 1771).

(43) A.N. K172 n°44 (Juin 1567) de Lille ; n°49, de Bruxelles ; K173 n°54 ; n°109 orfèvre de Bruxelles ; n°117, de Dinan ; n°137 ; K174 n°47 : un entrepreneur des bâtiments du roi (année 1691) ; n° 78, de Liège ; n°79, de Dinan ; K175 n°12 ; n°36, de Mons ; K175 Année 1724 : de Liège, de Bar, année 1725 ; année 1736 ; O¹220 de 1701 à 1715 : Brabant, Namur, Liège ; O¹222 : de 1720 à 1722 : Liège, Bruxelles ; O¹223 : marbrier du Hainaut (1723) ; O¹225 f°196 ; O¹231 : de Liège ; O¹234 f°261, de Tournai, etc... ; O¹238 f°81 (1785) : à la comtesse d'Hamal, de Liège, nommée à une prébende du chapitre noble de Maubeuge et ne pouvant y être admise « attendu sa naissance en pays étranger » ; K172 n°191 Louis de La Haye, natif de Tournai, régent en la faculté des arts

Des Anglais passent le détroit. Ce sont la plupart du temps de hauts personnages de l'armée et de la diplomatie (44). Un des plus illustres est le maréchal de Berwick, fils naturel de Jacques II, naturalisé avec sa femme et son fils en Avril 1714 (A. N. K 175, n°2). D'autres accompagnent, fidèles, les Stuart dans leur exil. La femme de l'académicien Destouches, Dorothee Johnston, ainsi que sa fille, sont naturalisées en 1725 (A.N. K 175, n°60).

En revanche, les documents signalent peu de Polonais, malgré le mariage de Louis XV. Un des rares Polonais qui obtient un emploi subalterne dans la maison de Marie Leczinska, est un cuisinier nommé Iswinski (45). Cependant, quelques grandes familles, qui avaient accompagné le roi Stanislas dans son exil, sollicitent la naturalité. (46)

et au collège de Lisieux (Juin 1584) ; P2594 f°8 v° : un fermier du diocèse de Liège ; P2601 f°11 v° : un agent d'affaires du duc de Rohan, de Gand.

(44) A.N. K173 n°129 (année 1660) ; K174 n°27 : naturalité accordée au duc de Richmond, Charles Lennox, fils naturel du roi d'Angleterre, ainsi qu'à sa mère, la duchesse de Portsmouth... (Janvier 1685) ; K175 n°13 : un colonel anglais qui a fait remonter qu'il descend de l'ancienne famille d'Eustache de la Hougue qui passa en Angleterre avec Guillaume, duc de Normandie : KK.627 f°3 ; Mai 1734 : un religieux profès de Londres ; O¹223 année 1724 ; O¹235 f°285 ; O¹237 f°199, etc...

(45) A.N. PP.162 f°10 v° ; déjà en 1573 un docteur polonais avait été naturalisé (K172 n°149) ; pour le xviii^e siècle, cf. P2690 f°173 r° ; P2693 f°36 ; P2695 f°75 ; pour le xviii^e siècle, cf. KK627 f°1 ; O¹224 f°402 ; K175 n°58 ; PP151, Août 1707 f°117 r° : prince Czartoriski.

(46) A.N. P2713 f°11 v° : la femme de Joseph de Montmorency, du palatinat de Cracovie ; P2714 f°96 r°, et f°157 r° : Christophe Tomansky, grand chambellan du royaume de Pologne ; O¹234 f°323 : prince Félix Potocki.

Rares sont les Suédois (47), les Danois dont les plus illustres représentants sont le maréchal de Rantzau et Lowendal, maréchal de France également, naturalisé en 1747 (A.N. M 612).

On peut noter encore quelques Orientaux, venus en France par suite de l'extension des relations commerciales. (48)

Enfin, Mathorez (T.I, p.292) affirme que, du xv^e siècle à la révolution, les archives ne renferment aucune lettre accordée à des sujets du tsar. Nous en avons rencontré au moins une : celle du comte Jablanowsky, palatin de Russie, marié à la marquise de Béthune et naturalisé avec ses six enfants en Juillet 1722 (A.N. K 175, n°45).

(47) A.N. K175 n°80 ; O¹222 ; O¹229 f°1, année 1725, etc...

(48) A.N. O¹226 f°23 : un catholique de Smyrne qui a épousé à Constantinople une Avignonnaise « sous la protection de notre ambassadeur à la Porte ottomane » ; O¹222 f°86 ; PP162 f°18 r° : négociant de Paris, natif de Mésopotamie ; V¹543 : d'Alep (année 1699) ; K175 n°73 ; P2599, Année 1774 f°6 v° : ancien Jésuite de Raguse ; K174 n°84 : un prêtre maronite ; PP162 f°5 r°, Année 1745 : « un portemanteau de Madame Première », natif de Constantinople ; f°12 ; O¹224, etc... Pour les Hongrois, cf. PP162 f°1 v° : Jean Potiondy, capitaine de hussards ; K175 n°73. Pour les Bohémiens : marchands forains ; O¹231 f°150 ; O¹235 f°22. Pour les Autrichiens : K174 n°96. Enfin, pour les Maltais, cf. K173 n°132 (année 1659) et 174 n°89 (année 1704).

CHAPITRE III

LE POUVOIR ROYAL DE NATURALITÉ

« Il n'y a que la naissance ou la grâce du Prince qui puisse faire des François ». Cette phrase du chancelier Daguesseau, tant elle est nette et d'un caractère absolu, suffit à nous indiquer les deux seuls moyens connus par l'Ancien Régime pour admettre l'étranger dans la communauté française (1). C'est la conséquence logique de toutes les évolutions que nous avons étudiées. Le Roi a réussi peu à peu à prendre l'aubain sous son patronage exclusif ; il s'est réservé par là même le droit de le naturaliser (2). Marquons les principales étapes de cette évolution.

Déjà, sous Charlemagne, « le Roi est le patron

(1) 32^e plaidoyer. On pourrait en dire autant de la plupart des autres nations. Il ne s'agit pas ici de faire du droit comparé. Cependant, un regard jeté sur le droit anglais nous montre qu'il connaissait la *denization*, que l'on peut comparer à la naturalisation française, et qui résultait de lettres patentes du roi. V. Brissaud, p.843, note 7.

(2) Ce n'est pas, comme certains auteurs l'ont cru, parce que le droit d'aubaine est devenu domanial et inhérent à la Couronne que le roi s'est réservé par là même le droit exclusif de naturaliser. L'aubaine n'est devenue prérogative royale, sans discussions possibles, qu'au xvi^e siècle. Le droit de naturalité appartenait déjà exclusivement au roi. Comme l'a écrit Demangeat, p.162, l'aubaine devenant droit royal serait plutôt la conséquence du droit royal de naturalité.

des étrangers ». Malgré l'affaiblissement des *missi*, la protection royale s'étend sur les étrangers, bien qu'ils dépendent directement d'un senior. (3)

Au début de la période féodale, les bourgeoisies sont octroyées par les seigneurs aussi bien que par le Roi. Le droit de les délivrer n'est regardé que comme un droit de féodalité.

Mais avec l'apparition des bourgeoisies royales « la Suzeraineté se combinait avec la Souveraineté ; et dans le concours de ces deux pouvoirs, celui de la Suzeraineté prévalut » (4). La royauté naissante offre son avouerie aux étrangers, quels qu'ils soient, où qu'ils demeurent. Les Capétiens habituent leurs sujets à ne plus voir dans la concession des bourgeoisies que l'exercice de la souveraineté.

Déjà, les Etablissements de Saint Louis avaient repris au profit du roi l'adage de Charlemagne (5). Mais les principes proclamés restent théoriques. Ce fut Philippe le Bel, un roi moderne, un grand roi, qui eut la force et l'habileté de réserver à la royauté

(3) Glasson, T.VII, p.62 ; Portet, p.165 ; Déclaration du concile de Paris de 986 (Manuel des Historiens de la France) ; Du Fresne, T.VII, ch.VI, p.370 et ssq. : dans les capitulaires, les rois étaient les protecteurs des étrangers « soit pour soutenir leur établissement dans les différentes provinces du Royaume, soit pour empêcher que les seigneurs particuliers ou autres ne s'emparassent de leurs biens ». Capitul. de Charlemagne de 806, col.453 de l'édition Baluze, et col.757 « *Volumus ut qualiter Missi nostri faciant de singulis causis, sive de Heribanno, sive de Advenis, sive de ceteris quibuslibet causis. De Advenis volumus ut qui jamdiu conjugati sunt per singula loca ut ibi maneant et sine causa, aut sine aliqua culpa non fiant ejecti* ».

(4) O.L. T.XII, Intr., p.xviii ; Glasson, *ibid.* ; Lainé, *Capacité successorale des étrangers en France*, Thèse, Paris, 1900, p.9.

(5) Et. Li.I, ch.XXI ; éd. Viollot, Li.II, p.428 : « Ne nus bastarz ne aubains ne puet faire autre seignor que le roi... »

seule ce droit jusque-là féodal (6). L'idée centralisatrice triomphe grâce à cet homme énergique. L'extension du pouvoir législatif au profit du roi est d'ailleurs facilitée par la renaissance et la diffusion du droit romain dans le Nord et dans le Midi. C'est l'origine de l'adage « Si veut le Roi, si veut la loi », « *Quod principi placuit, legis habet vigorem* » (Ulpien, Dig. Li.I, Ti.IV, De const. princ. l.I).

Le droit romain ne peut plus favoriser la dérisoire ambition des empereurs de dominer l'univers entier. Il peut au contraire servir utilement le roi de France dans sa lutte séculaire contre la féodalité. Les légistes, pour fortifier l'autorité du Prince, exhumant les principes des empereurs romains qu'ils vont appliquer au roi de France. « *Jure Romano solus Imperator restitutionem natalium, jusque aureorum annulorum concedebat : et ab alio quam imperatore jus civitatis Romanae impetrari non poterat* ». (7)

On en déduit qu'en France également, seul le roi peut conférer des lettres de naturalité. (8)

(6) V. Michelet, T.III, p.173 ; Boutaric, p.1 à 3 ; p.4 ; p.16 et ssq.

(7) Bacquet, Aub, ch.XXV, p.74 ; cf. Tabacovici, p.27. Les textes de base sont : Code VI, VIII. *De jure aureorum annul.* I Constitution des empereurs Dioclétien et Maximien : « *Natales antiquos, et jus ingenuitatis non ordo praestare decurionum sed a nobis peti potuit* ». Digeste XL, X, *De jure aureorum annul.* I : « *Inter ceteros alimenta liberto relicta non idcirco non debentur quia jus aureorum annulorum ab Imperatore libertus acceperit* ». Digeste XL, XI, *De natalibus restit.* I : « *A principe natalibus suis restitutum eum, qui se ingenuum natum principi affirmavit, si ex ancilla natus est, nihil videri impetrasse* ».

(8) Cependant à Rome, l'argument et la comparaison ne sont vrais que pour l'Empire. A l'origine, seul le peuple réuni aux comices statue sur l'admission de l'étranger au nombre des citoyens. Sous la république, il fallut une loi,

Dès 1302, dans la grande ordonnance pour la réformation du Royaume, Philippe IV se réserve la connaissance de principe des cas royaux et des cas de ressort. Ces cas, au rapport de Charondas commentant l'ordonnance, sont « rappel de bans, de naturalités, légitimations, annoblissements, privilèges généraux ou particuliers ». (9)

Néanmoins, pendant deux siècles encore, ce pouvoir royal n'est pas aussi exclusif en pratique que

un plébiscite, un sénatus-consulte ou un acte du magistrat que le Sénat ou le peuple avait délégué à cet effet (V. Weiss, p.91 ; Alix, p.75 et ssq.). Plus tard, le peuple put aussi déléguer aux généraux le droit de naturaliser. Cicéron *Pro Balbo* 10 ; Cicéron *Pro Archia* : celui qui est jugé digne du droit de cité doit en faire la demande aux habitants d'Héraclée, « *auctoritate et gratia Luculli* », (Lucullus est le consul) Loi Apuleia — (653 U.C.) — Il en était de même dans la démocratique Athènes. Le peuple statuait par 2 votes successifs à 9 jours de distance, au scrutin secret. Quand 6.000 suffrages au moins se prononçaient pour l'étranger, le résultat du scrutin était soumis à l'approbation des 500 ; mais le tribunal des Hélistes était toujours maître de réformer comme illégal le décret de naturalisation. V. Tabacovici, p.26 ; Durand ; Sapey, p.118 ; Bauchet, Droit Privé de la République athénienne. Le nom même des naturalisés montre assez que le peuple seul par un décret pouvait s'assimiler l'étranger : *δημοποίητος*. A Rome, ce n'est que sous l'Empire que la volonté du Prince accorde seule le *beneficium principale*. Et cet argument est encore discutable : Boutaric, p.16 et ssq. montre que la volonté de l'empereur à Rome avait force de loi en vertu de la délégation que le peuple était censé avoir faite de son pouvoir au Prince par la loi Regia. Or, au Moyen-Age, la souveraineté du peuple n'était pas à la base du gouvernement. Il en fut de même dans la législation germanique selon laquelle l'étranger ou *warganeus* ne pouvait entrer dans la tribu et jouir de ses avantages que du consentement unanime de tous ses membres.

(9) Charondas, éd. du grand coutumier de France, Li.I, ch.III, analyse de l'ordonnance. Cf. O.L. T.I, p.354, et T.II, p.453.

l'exigent les ordonnances (10). Le grand nombre de dispositions à cet égard prouve qu'elles étaient peu observées. En 1372, le droit d'accorder des bourgeoisies est expressément mis au nombre des droits attachés exclusivement à la Couronne dans une instruction de Charles V (O.L. T.V, p.477). Or, c'est à cette époque, nous l'avons vu, que la notion d'aubain devient moins rigoureuse. L'aubain est l'étranger au pays. Par suite de l'extension du pouvoir royal, les villes abdiquent leur indépendance. « Il n'existait plus pour l'étranger qu'un seul moyen de se soustraire aux incapacités qui le frappaient : celui de se faire assimiler aux habitants du Royaume par un acte émané de l'autorité royale » (Bonnet, p.142 et sq). Un édit de Charles VI, du 5 Septembre 1386 réserve à la couronne le droit de naturaliser les étrangers en même temps que celui de recueillir leur succession.

Malgré les prohibitions royales, jusqu'à la fin du xv^e siècle, de puissants seigneurs, en pratique souverains dans leur fief naturalisent les étrangers. Le Bret écrit que François II, duc de Bretagne « usurpait ce droit dans les pays de son obéissance » (Li.X, ch.I, p.67). Un passage de Dom Lobineau, dans son histoire de Bretagne, nous montre que cette prérogative fut parfois, dans la catholique province, revendiquée par le pouvoir ecclésiastique : « Si les évêques étendoient quelquefois les bornes de leur autorité au préjudice de celle des ducs ; il y a eu aussi des chapitres d'Eglises Catédrales qui ont prétendu

(10) Cependant, Demangeat prétend que ce droit fut toujours exercé exclusivement par le roi, sauf peut-être « pendant les deux siècles où la royauté s'absorba dans la féodalité ». Les exemples que nous fournissons détruisent cette dangereuse affirmation. Cf. Mathorez, p.100 et p.140.

beaucoup de droits, qui semblent n'appartenir qu'au Souverain, comme de donner des lettres de Bourgeoisie et de Naturalité, d'accorder des remissions en matière de crimes capitaux, d'avoir le droit de Bris et de donner des attestations ou déclarations de Noblesse » (11). Les archives des grands fiefs, Bourgogne, Normandie, Anjou, Provence, recèlent certainement des lettres seigneuriales de naturalité. Un des derniers exemples de naturalité accordée par un grand seigneur nous est fourni par la lettre octroyée en 1497 à l'Écossais Jean Hadeyne au nom de Louis d'Orléans, cousin du roi. (12)

Peut-être même certaines villes ont-elles possédé pendant longtemps ce privilège. « Si la ville de Metz a joui du droit de naturaliser ses bourgeois jusqu'en 1648, elle ne peut plus y prétendre depuis le traité de Munster... parce qu'il n'y a en France que le roi qui puisse donner des lettres de naturalité. » (Augeard, T.I, p.162, 2^e colonne).

Quoi qu'il en soit, dès le début du xvi^e siècle, la royauté est forte, la France est unifiée. Toute contestation devient impossible. Au roi seul appartient

(11) Dom Lobineau, Histoire de Bretagne, T.I, Li.XXII, p.846. Nous n'avons pas retrouvé de lettres de naturalité de cette sorte. Mais l'inventaire sommaire des Archives départementales de la Loire-Inférieure nous indique des franchises et des lettres de sauvegarde collective octroyées par les ducs Jean V, François I^{er} et François II ; T.I liasse B 1154 ; 1155 ; 1156 ; T.III, Registre B 1 f^o25 ; B 3 f^o81 ; f^o147 ; B 6 f^o31 ; B 7 f^o60 ; f^o90, etc...

(12) A.N. KK897 f^o245 v^o. V. infra P.J, n^o7. Mais l'année suivante, Louis II d'Orléans devint roi de France sous le nom de Louis XII. Cette lettre a donc pu être délivrée par Louis en tant qu'héritier présomptif du trône. Ces derniers en avaient quelquefois le droit. Cf. F. Olivier-Martin, Les Régences et la Majorité des Rois sous les Capétiens directs et les premiers Valois, Thèse, Paris 1931, p.127 (V. aussi Is. T.XI, p.353, cf. Mayeras p.98, Beudant p.154).

théoriquement et pratiquement le droit de délivrer des lettres de naturalité. Le roi peut cependant déléguer ce droit pendant une absence (13). Ce privilège est tellement inhérent à la couronne que, malgré les annulations des naturalités accordées à ceux qui ne résident pas en France, le roi ne renonce pas à ne pas naturaliser les étrangers ne remplissant pas cette condition. (14)

Durant les trois derniers siècles de l'Ancien Régime, les auteurs sont unanimes pour affirmer l'exclusivité de la prérogative royale et la souveraineté de ce droit : « Nous tenons pour maxime et règle certaine que le Roy peut seul naturaliser l'étranger... et ce privativement à tous les Seigneurs et hauts-justiciers du Royaume, lesquels ne peuvent naturaliser l'estranger, légitimer le bastard ni donner amortissement aux gens de main-morte : *haec enim sunt jura et privilegia regni Galli soli Regi concessa* ». (15)

(13) La régente Louise de Savoie, durant la captivité de François I^{er} à Madrid, octroya de nombreuses lettres de naturalité. V. infra P.J. n^o 9 ; Un précédent avait eu lieu lors de la régence de Philippe le Long qui distribua d'abondantes faveurs et des privilèges à des particuliers ou à des villes. V. F. Olivier-Martin, *ibid.* ; A.N. JJ.54 B.

(14) Viollet p.412 ; V. les nombreux exemples de lettres accordées avec dispense d'incolat après les révocations de 1499 et de 1720.

(15) Bacquet, *ibid.* « Aussi en France les lettres de naturalité ne peuvent estre données par autres que par le Roy... » ; Ricard, T.I, 1^{re} Partie, ch. III, Sect. IV, n. 213 : « Au reste, comme le peuple romain accordoit le droit de cité aux estrangers, qu'il estimoit dignes de cette grâce, nous avons aussi un moyen par lequel les droits qui sont particuliers aux originaires du Royaume sont communiquez à ceux qui ont pris leur naissance dans les Païs estrangers ». Le Bret, *Souv. Li.X, ch.XI, p.67* : « Le Roy est le seul qui peut les donner en son Royaume » ; Bourjon, T.I, Ti.VII, ch.II, Sect.I, p.91 : « Le vice de pérégrinité ne peut être

Les jurisconsultes reprennent les arguments des légistes du moyen âge. Imbus de la théorie qui donne à la puissance royale une origine divine, ils écrivent que « le roi est empereur en son Royaume et seul souverain en iceluy » (16). Le droit de naturalité, droit souverain, ne peut que lui appartenir exclusivement. « C'est une prérogative de la puissance souveraine dont il est seul dépositaire. » (17). Il en est de même des autres droits comme ceux de légitimation, de grâce, d'annoblissement. (18)

Loysel explique de façon assez curieuse cette prérogative royale : « ...car s'il estoit permis à un Seigneur ou à un haut justicier de bailler lettres de naturalité et congé de demeurer audit Royaume, il pourroit admettre et recevoir au Royaume de France tant d'étrangers que bon luy sembleroit, ce qui

effacé que par le Roy » ; Guyot v° Lettres de nat. ; Merlin v° Naturalisation ; Pothier, Pers. 1^{re} partie, T.II, Sect.III ; Ferrière v° Naturaliser ; Bouvot, p.87, § 5, etc...

(16) Bacquet, *ibid.* Loysel, Obs. mel. p.8 après p.72 ; Pocquet de Livonnière, Ti.I, Sect.I, règle 1 et ssq.

(17) Pothier, Pers. Ti.II, Sect.III ; cf. Bacquet, *op.cit.* ch. XXV, n°4 ; Bickart, p.16 ; Alix, p.117. Bourjon explique cette prérogative par le fait que le pouvoir législatif appartient au roi seul ; or, ces lettres regardent le pouvoir législatif en ce qu'elles font changer de nationalité (T.I, Ti.VII, ch.II, Sect.I, p.91). D'autres, comme Ferrière (v° Lettres de nat.) estiment que « le roi seul peut accorder des privilèges qui concernent l'état des personnes ».

(18) V. au sujet de la parenté de ces droits, Regnault, p.7 ; p.23 ; p.73 ; p.117. Perecciot, T.I, p.248 à leur sujet écrit « qu'ils sont si naturels à la souveraineté qu'on ne peut sans des preuves précises soutenir qu'il a été un temps où elle n'en a pas usé ».

Nous avons vu ce qu'il fallait penser d'une telle affirmation. Parlant spécialement du droit de naturalité, nous préférons dire avec Esmein, p.236 : « Souverain fiefieux du royaume, le roi attire à lui toutes les bourgeoisies et aubaines » et le droit de naturalité lui est exclusivement réservé (cf. Beudant, p.151).

seroit de périlleuse conséquence ». Nous savons ce qu'il faut penser d'une telle affirmation. Le jour où les seigneurs ne délivrèrent plus de lettres de naturalité, c'est qu'ils n'eurent plus le pouvoir matériel de faire respecter leurs prérogatives. Derrière les questions de droit se cachent des questions de force.

Lefèvre de la Planché invoque la séduisante théorie de l'adoption : « Personne n'ignore que les lettres dont l'étranger a besoin, en ce cas, ne peuvent être accordées que par le roi, qui, étant le père de ses peuples, peut seul, par une espèce d'adoption, admettre l'étranger au rang de ses enfants que sa qualité de Souverain lui a donné » (T.II, p.174). De même qu'il légitime le bâtard, le roi, par l'octroi de la naturalité, admet l'étranger dans la grande famille française.

Cette prérogative royale était d'ailleurs devenue si forte, si peu contestée, qu'elle survit à l'Ancien Régime. Le 10 Avril 1828, à propos de la vérification des lettres accordées au prince de Hohenlohe-Bartenstein, le comte de Saint-Roman exprime l'opinion qu'on ne saurait vérifier le bien-fondé de la concession royale sans empiéter par un véritable droit de veto sur la prérogative exclusive du roi. (19)

Dans le droit de bourgeoisie, formé au cours du XIII^e et du XIV^e siècle, d'où est issue l'institution de la naturalité, nous devons voir non un droit régalien, mais au contraire un droit que les sei-

(19) Monit. 16 Avril, p.458. Duclos, Revue de Droit public 1938, n°1, p.32. Il est à noter que « dans la charte, la vérification des lettres apparaît comme une formalité solennelle destinée à souligner le caractère exceptionnel de la faveur royale, mais sans rapport avec le fond du droit ».

gneurs auraient au début exercé concurremment avec le roi. Ce dernier les en aurait par la suite dépouillés. Ce droit a donc une origine essentiellement seigneuriale et féodale. Il doit être tenu pour une des conquêtes de la royauté grandissante.

DEUXIÈME PARTIE

LA CONCESSION DES LETTRES
DE NATURALITÉ

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS

Aujourd'hui, pour devenir Français par naturalisation, l'étranger doit obéir à certaines conditions exigées par la loi. Mais, sous l'Ancien Régime, la naturalisation est, comme nous l'avons vu, le résultat d'une concession gracieuse du Roi. « Si veut le Roi, si veut la loi », dit le vieil adage. Et cette faveur, découlant du pouvoir discrétionnaire du Prince, est en dehors de tout cadre légal, éloigne toute idée de conditions mises à son octroi.

Peu d'auteurs semblent avoir vu ce point de départ. Certains même ont pensé que la volonté royale se soumettait à de strictes exigences coutumières. Mais cette volonté ne se plie, en principe, à aucune considération. Elle règne, souveraine, dans un domaine aux contours fuyants : « Nulle condition autre que le bon plaisir du roi ». (1)

Tel est le principe. Cependant, pratique et coutume ont posé, dès le xv^e siècle, des conditions à l'octroi et à l'effet des lettres de naturalité. Mais le

(1) Brissaud, T. II, p. 1756 ; cf. Glasson, T. VIII, p. 283 : « En principe, aucune condition spéciale n'était exigée ; tout dépendait du bon vouloir du roi » ; cf. Viollet, p. 411, parlant de la naturalisation : « Quant aux conditions requises pour l'obtenir, aucune règle bien nette, aucune règle absolue » ; Pocquet de Livonnière, Ti. I, Sect. I, règle 11 ; Picot, T. II, p. 538.

roi déroge si souvent à ces exigences que, personnellement nous répugnons à leur donner le nom de conditions.

Avant de les examiner, nous devons nous garder d'un préjugé. D'après certains auteurs, de telles lettres n'étaient accordées qu'à de grands personnages ayant rendu au roi des services signalés, dans la diplomatie ou dans l'armée. Le Bret déclare qu'exceptionnellement, la naturalité est conférée à de hauts seigneurs « pour reconnaître leur vertu et leurs services » et cite à titre d'exemples, Stuart, Trivulce, Gonzague et Ornano (2). C'est la naturalité-récompense : tel est le nom que nous pourrions donner à cette théorie. Elle est certainement fautive (3). Bon nombre de lettres que nous avons feuilletées furent octroyées à de petites gens, obscurs et inconnus.

(2) Le Bret, Li.II, ch.XI, p.65 ; déjà Rebuffe avait écrit que les lettres ne s'accordaient qu'à ceux qui les méritaient et avaient fait preuve de « *virtutes et merita* ». Cette exigence était tirée de l'exemple des civilisations antiques. En effet, Athènes et Rome, dans leur période primitive, estimant comme un honneur l'octroi de la naturalisation ou de la « *civitatis donatio* », exigèrent en contre-partie des services exceptionnels de la part de l'étranger. V. Alix, p.80, 81, 82 ; Binoche, p.31 ; Weiss, p.89 ; le droit intermédiaire, imbu d'antiquité, reprit cette exigence : deux sénatus-consultes du 26 Vendémiaire An XII et du 19 Février 1808 autorisent le gouvernement à conférer aux étrangers qui ont rendu des services importants à l'Etat, la qualité et les droits de citoyens français après un an de résidence en France. (Cité par Pothier, T.IX, Ti.II, Sect.II, p.27).

(3) Lefèvre de la Planche, Li.VI, ch.X, p.173, écrit : « Quelques auteurs ont prétendu que le privilège de la naturalisation ne doit jamais être accordé qu'à celui qui a mérité cet honneur, par des actions éclatantes. Ils se fondent sur ce qui s'observait à Athènes et chez les autres peuples ; mais cette règle ne s'observe point en France ». Cependant,

Traditionnellement, les conditions mises à l'octroi des lettres de naturalité sont au nombre de deux : la résidence en France et la catholicité.

§ I. — « LA NON RÉSIDENCE DE L'ÉTRANGER
ANÉANTIT L'EFFET DES LETTRES DE NATURALITÉ
PAR LUI OBTENUES » (Bourjon, T.I, Tit.VII, ch.II.4)

Dans la doctrine, cette exigence est exprimée avec une importance et une force singulières (4).

pour honorer et remercier les plus zélés de ses serviteurs étrangers, le roi de France leur accordait très facilement de telles lettres. Mathorez les appelle « lettres de politesse » et, parlant de ces hauts personnages, écrit : « On leur accorde la qualité de Français dans les mêmes conditions qu'on les nomme colonels à la suite d'un régiment » (T.I, p.142). Déjà, certaines lettres de bourgeoisie avaient été décernées en remerciement de services rendus ; cf. A.N. JJ68 n°366 f°487 r°, année 1349, en considération des services rendus à Gaston de Foix, très cher cousin du roi ; JJ71 n°48 f°37 v° année 1338 « en considération de nostre cher oncle Robert, roy de Jérusalem et de Sicile » ; JJ71 n°302 f°215 r°, année 1339 « par suite des services rendus en mer par le génois Galli » ; JJ72 n°436 f°357 r° ; JJ72 n°494 f°394 r° à Gabriel Went, neveu du chevalier de Grimals « par suite de ses bons et agréables services » ; JJ73 f°175 v° n°218 « en considération à ce et qu'il s'est efforciez tousjours de servir en nostre hostel et de nostre très chière compagne la Roynie » ; JJ181 n°53 f°27 v° « *facultas testandi* » accordée à Gonsalvo Dars « pour considération des services qu'il nous a faiz ». Puis, quelques lettres de naturalité les mentionnent également ; cf. JJ190 n°35 année 1459 : à Martin Henriquez, « pour les bons et recommandables services qu'il nous a faiz tant au fait de nos guerres... qu'autrement en maintes manières » ; K172 n°204, lettre octroyée en 1594 à Henri Frédéric, comte de Nassau, prince d'Orange « pour les bons services par lui faicts », etc... cf. lettre de naturalité accordée à Monsieur de Sartine, M.612.

(4) W. Choppin, Li.I, Ti.XI, p.32 ; Ferrière v° Lettres de nat. : « Il nous reste à remarquer que ces lettres ne ser-

Elle se trouve mentionnée dans les lettres « ...A charge pòur l'impétrant de finir ses jours dans le royaume » (5). A défaut, elle est sous-entendue. D'ailleurs, « si elle s'y trouvait obmise, seroit suppléée non seulement par la force du droit commun, mais encore par la précaution que prend la Chambre des Comptes d'insérer la clause de la nécessité de la résidence en France dans les arrêts d'enregistrement » (6). Cette résidence constitue de la part du naturalisé la meilleure preuve d'attachement à sa patrie nouvelle. Elle doit donc être « stable et permanente ». L'exemple de M. de Nostitz en est la preuve. Ce comte du Saint-Empire sollicite en 1780 des lettres de naturalité « pour pouvoir passer une partie de l'année dans les provinces méridionales du royaume à raison de santé et de l'avis des médecins ». Les lettres lui sont refusées et remplacées par une simple permission. Le garde des sceaux, M. de Vergennes, explique ce refus en répondant que « les lettres de naturalité portant essentiellement la clause de fixer domicile dans le royaume et M. le

vent qu'aux étrangers qui sont résidant dans le Royaume » ; Lefèvre de la Planche, *op.cit.* p.174, va plus loin et estime que c'est la seule condition : « Les conditions de cette adoption n'en sont pas moins constantes : on n'en exige qu'une seule, qui est un attachement fidèle à cette patrie nouvelle que l'étranger a choisie, et dans laquelle on lui accorde la grâce de le recevoir, pour y faire une résidence constante ». Cf. Beudant, p.154.

(5) Cf. Lettre accordée à Marie Hannebault en 1565 : « ...pour la délibération qu'elle nous a fait entendre de consommer le surplus de sa vie en nostre Royaume (A.N. K172 n°49) » ; celle octroyée à Chammas Cazadoure, négociant de Mésopotamie en 1741 « actuellement à Paris et qui a formé le dessein de finir sa demeure en nostre Royaume » (O¹227 f°132).

(6) Lefèvre de la Planche, *op.cit.* p.175 ; Bourjon, T.I, Ti.VII, ch.II.4 parle de condition tacite.

comte de Nostitz ne paraissant pas avoir ce projet, il serait alors nécessaire qu'il prît successivement et régulièrement des brevets de permission de quitter la France, d'où il résulterait des embarras et des dangers » (7). Cependant, le naturalisé n'est pas obligé de rester dans la ville qu'il a choisie pour résidence. Il lui est loisible d'habiter « ès autres lieux du royaume » (8), pourvu qu'il demeure en France. De même, un voyage à l'étranger « avec l'esprit de retour » ne détruit pas le bénéfice des lettres (9). Seule, l'absence totale d'habitation anéantit leurs effets. (10)

(7) A.N. O¹235 f^o 287 à 292 ; cf. Choppin, Li.I, Ti.XI, n^o32 ; certains parlent de résidence « constante », cf. Guyot v^o lettres de nat. ; Warnkönig und Stein, p.180 « ...beständigen Wohnsitz ».

(8) Papon, 3^e et dernier notaire, Li.VI, p. 463, qui ajoute : « L'étranger avec telle permission peut s'arrêter en telle ville de France où bon lui semble et d'icelle soy dire vray citoyen. » C'est une grande différence avec les premières lettres de bourgeoisie qui attachaient le concessionnaire à une ville déterminée. Nous avons vu l'évolution opérée à cet égard. A partir du xvi^e siècle, bien rares sont ceux qui indiquent la ville de leur résidence. (Ex. A.N. P2599 f^o31 v^o Rouen).

(9) L'étranger ne peut sortir du royaume sans permission expresse du roi. V. édit d'Août 1669 (A.N. : AD XV¹ n^o 1). Les lettres de naturalité et l'édit l'expriment formellement.

(10) Lefèvre de la Planché (ibid.) nous révèle la fraude, pratiquée par certains naturalisés, pour obvier à cet inconvénient. Ces derniers se faisaient délivrer des permissions d'aller dans leur pays d'origine, permissions dont ils demandaient le renouvellement tous les ans. L'auteur ajoute que « si ces permissions n'ont point été données en connaissance de cause et sur quelque motif énoncé dans la permission, c'est une véritable fraude ; et les lettres de naturalité sont nulles, comme obreptices et subreptices, ou en tous cas, devenues caduques par l'inexécution d'une condition essentielle ». Les auteurs s'accordent pour dire que le naturalisé qui se marie à l'étranger et y transporte son domicile « perd

Ordonnances royales et courants jurisprudentiels confirment cette exigence.

Les déclarations les plus connues sont une ordonnance de Louis XII du 13 Juin 1499 (11) et celle du 20 Février 1720 (12) annulant toutes les lettres de naturalité accordées aux étrangers qui ne résident pas dans le royaume. Nous y voyons surtout des manifestations de mouvements xénophobes et des préoccupations d'ordre fiscal.

Une affaire célèbre nous est racontée par Dupuy (p.651 et ssq.). Charles de Gonzague, duc de Nevers et de Rethel, était né Français d'un père italien naturalisé. Pour plus de sûreté, il avait d'ailleurs pris le soin d'obtenir des lettres pour lui-même et ses descendants. La succession du duché de Mantoue lui étant échue, il se transporta en Italie où il mourut en 1637. Son petit-fils et héritier, vivant également à Mantoue, ne put se prévaloir de sa qualité de Français pour prétendre aux duchés de Nevers et de Rethel que possédait son aïeul. Par sa résidence hors de France, il avait perdu le bénéfice des lettres. Il était devenu aubain. (13)

la trace de ses lettres » et redevient étranger ; cf. Guyot v^o lettres de nat. ; d'autres, dans ce cas, parlent de renonciation au bénéfice des lettres ; cf. Demangeat, p.162 ; Denisart v^o Etranger cite l'arrêt du 21 Juin 1700 survenu entre les deux fils du maréchal de Schomberg dont l'un était sorti du royaume sans permission et ne put appréhender sa part de la succession paternelle.

(11) Sur cette ordonnance, un commentaire de Papon (3^e not. p.464) dit : « C'est-à-dire que le Prince veut que l'étranger réside et fasse son certain domicile en son Royaume, en tel lieu qu'il voudra, sans vaguer... »

(12) Cette ordonnance avait été précédée par la déclaration du 21 Août 1718 (A.N. O¹221 f^o238) abolissant les privilèges des Génois naturalisés non résidant en France.

(13) Il est nécessaire d'insister sur cette importance de la résidence en un temps où le domicile de droit n'existait

Si la résidence en France est exigée du nouveau naturalisé, elle peut ne pas être antérieure à l'octroi des lettres (14). Don Fernando Altamirano, de Lisbonne, sollicite en 1679 la naturalité. Il explique dans sa requête qu'il a épousé au Portugal une Française de Nîmes et qu'il va venir s'installer à Paris « par inclination et pour donner quelque marque à sa femme de l'amitié qu'il a pour elle » (A.N. K 174, liasse 1, n° 15). En pratique, cependant, presque tous les étrangers sont déjà domiciliés en France au moment de leur naturalisation. Ce séjour antérieur est extrêmement variable. Il est, la plupart du temps, très long (15). Mais aucune règle

pas encore. Dupuy (ibid.) va jusqu'à dire que « l'origine et la demeure sont requises ensemble, l'une sans l'autre ne sert de rien ». Certains ont essayé d'invoquer des arguments tendant à prouver que le duc Charles n'était pas redevenu aubain. Ils disent tout d'abord que les princes souverains n'ont pas à demander des lettres de naturalité, sinon ils dérogeraient à leur souveraineté ; ils donnent l'exemple du roi d'Espagne qui jouit du comté de Charolais sous la souveraineté du roi de France, sans lettres de naturalité ; ils disent ensuite que les ducs de Mantoue avaient obtenu des lettres de naturalité pour leurs enfants et descendants, que d'ailleurs le droit d'aubaine n'a pas lieu contre les princes souverains. Mais on répond que le droit d'aubaine ne distingue pas entre les particuliers et les princes ; que le duc de Mantoue s'est « italianisé » puisqu'il a vécu selon les coutumes du lieu où il s'était retiré, ayant pris possession d'une souveraineté italienne, de biens plus grands qu'il n'avait en France.

(14) Un seul auteur, Poullain du Parc, L.I, ch.XV, p.18 semble exiger un séjour antérieur en écrivant : « ...pourvu qu'il ait et conserve son domicile dans le Royaume ».

(15) Certains sont en France depuis fort longtemps et le disent dans les lettres de bourgeoisie v. A.N. JJ72 f°214 v° n°297 ; JJ90 n°510 Avril 1360 à Jean Cope « ...demourant en nostre bonne ville de Paris et en icelle demeure dès le temps de sa jeunesse... ». Puis aux siècles suivants v. JJ181 f°27 v° n°53 ; JJ190 n°33 année 1459. « ...à Paris où il a par longtemps demouré » (c'est un natif de la Franche-Comté) ; JJ190 n°35 ; K149 : « ...depuis longtemps retirés

ne le rend obligatoire. Nous sommes dans le domaine de l'arbitraire royal.

C'est pourquoi le prince peut faire échec, s'il lui plaît, à la condition de résidence elle-même. Il accorde alors ce que les anciens auteurs appellent « la dispense d'incolat ». Grâce à elle, sans perdre le bénéfice de ses lettres, le naturalisé peut continuer à vivre à l'étranger, le plus souvent dans son pays d'origine. La dispense d'incolat s'exprime de façon variée, généralement par cette phrase, mentionnée dans le corps ou en marge de la lettre : « ...avec dispense de résider dans nostre royaume ». (16)

Ce n'est guère qu'à partir de la fin du xvi^e siècle qu'elle est couramment accordée. Elle est obligatoirement expresse. Elle fut omise ou sous-entendue dans des lettres accordées en Avril 1760 à la princesse d'Anhalt. Sans avoir résidé en France, la princesse mourut l'année suivante. Ses enfants ne purent, en vertu des lettres, prétendre aux biens laissés en France par leur mère. Ils durent, pour appréhender la succession, solliciter du roi une lettre de don. (17)

en cestuy nostre Royaume » ; K174 n°81 : un Irlandais « qui, dès sa plus tendre jeunesse, a voulu s'habituer en nostre Royaume ». D'autres précisent le nombre d'années qu'ils ont déjà passées en France : O¹224 f°232 : 48 ans ; O¹229 f°433 : 30 ans ; O¹236 f°111 : 25 ans ; O¹232 f°334 : 2 ans ; O¹223 f°4 : 24 ans ; P2598 f°29 v°, et f°30 v° : 10 ans ; P2599 f°13 v° : 20 ans ; K172 n°191 : 9 ans ; K173 n°109 : 25 ans ; K174 n°47 : 22 ans ; K174 n°84 : 18 ans ; etc...

(16) Lettre accordée en Juin 1724 à la princesse Victorine François de Savoie-Carignan « avec permission de résider en pays étranger » (A.N. O¹225 f°250). V. aussi Glas-son, T.VIII, p.286 ; Ferrière v° Lettres de nat.

(17) A.N. P2596 f°32 et f°6 : la lettre de don porte : « ...nonobstant le défaut de résidence non précisément exprimé dans les lettres de naturalité ».

Cette dispense est l'apanage des grands. Familles principales comme les Wittenberg (18), les Richmond (19), personnages de haute noblesse ayant rendu des services au pays (20), jouissent de cette faveur.

Le pouvoir royal de dispense est même si fort que même après la déclaration de 1720 qui annule les lettres de naturalité des étrangers non résidant en France, le roi ne renonce pas à délivrer des dispenses d'incolat (21). « Le Roi est toujours le maître », il peut déroger aux ordonnances.

(18) A.N. K173 n°91. Lettre accordée à Georges, duc de Wittenberg et à ses enfants nés de son mariage avec Anne de Coligny « quoi qu'ils fassent résidence en pays étranger », Septembre 1651.

(19) A.N. K174, liasse 1, n°27. Lettre accordée au « prince Charles Lenox, duc de Richemon, grand maître de l'écurie du Roy d'Angleterre et Chevalier de la Jarretière ». Janvier 1685.

(20) A.N. O¹219 f°144. Lettre accordée à Edouard, baron de Rottkirchen d'Isembourg « nous ayant fait paraître dans plusieurs occasions considérables le zèle et l'attachement qu'il a pour notre personne ». Juillet 1688 ; cf. K174 liasse 2, n°95, lettre octroyée à Marie Catherine de Béthune, femme d'Alexandre Paul Sapieka, grand-maréchal de Lithuanie « qui l'avait épousé d'autant plus volontiers qu'elle avait reconnu l'attachement, le zèle et l'affection que le dit comte Sapieka avait pour nos intérêts ». Nous avons rencontré deux très rares exemples d'ecclésiastiques naturalisés avec dispense d'incolat. Il est intéressant de les citer ici : A.N. K174 n°91 : l'abbé Zongo Oudedei de Pezaro (Décembre 1704) et K175 n°31 : les abbés Louis et Jacques de Qualterio (Novembre 1723). Tous sont neveux de cardinaux.

(21) V. A.N. O¹224 f°162, à la comtesse de Hanovre, femme du comte de Nassau en Octobre 1728 ; O¹225 f°250, à la princesse Victorine de Savoie-Carignan en Juin 1734 ; P2600 f°73, à la duchesse de Kingston, en Mai 1775, etc...

§ II. — « ...FAISANT PROFESSION DE LA RELIGION
CATHOLIQUE, APOSTOLIQUE ET ROMAINE »

Pour être admis à la naturalité française, l'impétrant doit obligatoirement appartenir à la religion catholique. Mention en est faite dans les lettres. Il n'en a pas toujours été ainsi. C'est seulement à la fin du xvii^e siècle, à partir de la révocation de l'Edit de Nantes, que cette exigence devient, en principe, obligatoire (22). Durant tout le xviii^e siècle, les lettres sont très rarement muettes sur la religion de l'impétrant (23). Nous nous rallions volontiers à la thèse de Demangeat (p. 162) : La catholicité fut d'abord une condition « *sine qua non* » mise à l'octroi des lettres. Cette exigence est compréhensible en France, « fille aînée de l'Eglise ». Elle rejoint la vieille conception grecque et romaine exprimée par Fustel de Coulanges : « Le citoyen est l'homme qui a la religion de la cité » (24). Le Roi Très Chrétien ne pouvait admettre un hérétique dans la communauté française. « Tout homme en

(22) Avant la révocation de l'édit de Nantes, nous avons rencontré de bien rares exemples de cette mention. Les premiers datent des environs de 1640, cf. K173 n°54, Août 1639; K173 n°67, Décembre 1643; K173 liasse 2, n°85.

(23) Ex. A.N. O¹224 f°274, 2 nobles allemands, Mars 1730; O¹237 f°199, l'Anglais sir Samuel Baldwin qui désire se fixer en Alsace, Mars 1783; il y a de fortes raisons pour penser que ces solliciteurs étaient protestants.

(24) Cité Antique, Li. III, ch. XII, p. 231; cf. op. cit. ch. XIV, p. 241. En Grèce, être citoyen se dit prendre part aux choses sacrées : μετέχειν τῶν τῆς πόλεως καὶ τῶν ἱερῶν (Démosthène In Neaeram III). V, à ce sujet, Pinvert, thèse, Paris 1885 : « Du droit de cité », et Perret, thèse, Grenoble 1892 : « Acquisition de la qualité de Français par la naturalisation », p. 101 et 102.

France est présumé catholique, d'après le droit écrit », note Lefèvre de la Planche (p.173). Il en déduit qu'il n'y a point de protestants, ce qui explique la clause de catholicité. Nous nous refusons cependant à suivre certains auteurs qui veulent faire de cette condition un « *impedimentum* » mis à l'octroi des lettres jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

En effet, le siècle des philosophes voit une tolérance que n'avaient pas connue les âges précédents. Nous pouvons même affirmer que, du jour où la religion a été mentionnée dans les lettres, elle avait pris la valeur d'une simple constatation à laquelle le Roi pouvait déroger (25). Il le faisait en accordant une dispense de catholicité. Lefèvre de la Planche avoue (*ibid.*) que les lettres s'enregistrent « sans enquête de religion » et que « personne ne réclame ». Il en conclut qu'il faut abandonner « une fiction qui, trop contraire aux faits, est une source de difformités dans l'ordre civil ». Le nombre, relativement grand, de dispenses accordées presque exclusivement au cours du XVIII^e siècle confirme ce point de vue.

La grande majorité des non-catholiques naturalisés Français est composée de protestants. Presque tous les auteurs reconnaissent que les lettres leur étaient octroyées facilement. Denisart écrit (v^o Nat.) : « Quand ces Lettres sont accordées à des protestants... on les enregistre sans beaucoup de difficultés. L'enregistrement de celles accordées au fa-

(25) D'ailleurs, même au plus fort des guerres de religion, il semble que le roi ait accordé assez facilement des dispenses de catholicité. L'octroi paraît se ralentir aux environs immédiats de la révocation.

meux Law, au maréchal de Saxe et à quelques étrangers illustres avec pareille dispense, a été ordonné sans la moindre résistance ». Il faut pourtant se garder d'un préjugé. On a pensé que, pour obtenir une telle faveur, le protestant devait être un haut personnage dans la noblesse ou dans l'armée, avoir rendu des services éclatants au roi, en un mot, effacé sa tache d'hérésie par quelque action extraordinaire. On cite le comte de Berwick, fils naturel de Jacques II et d'Arabella Churchill, maréchal de France (26). Certes, la plupart des protestants naturalisés furent des personnages de qualité. Mais les lettres furent quelquefois octroyées à de petites gens : simples bourgeois (27), apothicaires (28), tailleurs (29), humbles colporteurs. (30)

Certains sont de nouveaux convertis et l'expliquent dans leurs lettres. Tel ce Frédéric de Zehmen, chevalier, fils d'un grand-maréchal du duc de Saxe-Gotha, naturalisé en Juin 1706 qui, « après avoir abjuré le 15 Janvier de la présente année, veut vivre avec honneur et intégrité dans la foi catholique

(26) Sa femme, Anne Bulkeley et son fils aîné Jacques Fitz-James furent naturalisés en Avril 1714 (A.N. K175 n°2) ; cf. lettre d'Octobre 1659 octroyée à Gethard Siegfried, noble baron de Plotho, capitaine de cavalerie au régiment de Wilttemberg, à son épouse et à ses deux frères, fils d'un baron du Saint-Empire « de la religion prétendue réformée ».

(27) Ex. A.N. O¹227 f°1 Janvier 1740. Lettre octroyée à Jacques Richl, bourgeois de Strasbourg, natif de Worms « de la religion luthérienne ».

(28) Ex. A.N. O¹229 f°412 Août 1751. Lettre octroyée à Jean Guillaume Hoffmann, apothicaire à Landau, natif du Palatinat « de la religion luthérienne ».

(29) Ex. A.N. O¹218 f°240 Juin 1669. Lettre octroyée à Albert Maucoux, maître tailleur à Montbéliard « de la religion prétendue réformée ».

(30) Ex. A.N. O¹235 f°285 Février 1775 « de la religion d'Ausbourg » ; O¹235 f°293 et f°294 ; O¹237 f°94.

qu'il a embrassée » (31) ; ou encore ce Jean Lampe, de Dantzic, naturalisé en 1779, qui vient d'abjurer « les erreurs du calvinisme qu'il avait eu le malheur de sucer avec le lait » (A.N. O²36 f^o243).

Outre les protestants, les quelques rares Juifs, Mahométans et même païens naturalisés doivent obligatoirement être convertis à la religion catholique. Ils expriment cette conversion avec plus ou moins de pittoresque. Dans la lettre qui lui fut octroyée en Janvier 1743, le juif de Livourne Jean-Jacques Dacosta expose « qu'ayant ouvert les yeux sur la vérité de la religion chrétienne, il forma le dessein d'abjurer le judaïsme ; son oncle s'en étant aperçu tenta toutes sortes de voyes pour l'en détourner, mais ne pût y réussir. Il le chassa de chez lui et il fût des lors privé de tous les secours de sa famille, ce qui ne le détourna pas de son dessein, en sorte que s'étant fait suffisamment instruire de la religion chrétienne, avec l'assistance de plusieurs personnes de considération, il fut baptisé par le saint évêque de Rennes avec beaucoup de solennité le 17 May 1728 en l'église paroissiale de Bruz, en Bretagne et nommé Jean-Jacques Costes... ». (32)

Toujours en l'année 1743, un habitant de Philadelphie, « de la secte de Mahomet, mais faisant

(31) A.N. O²20 f^o85. A rapprocher O²219 f^o7 Mai 1681 Ivan Conrad, de Strasbourg.

(32) A.N. O²227 f^o288 ; nous n'avons trouvé qu'un seul exemple de Juif naturalisé dans la lettre duquel il n'est parlé ni de religion ni de conversion. Le doute subsiste. C'est Moïse Castro Solar, négociant portugais, naturalisé en Avril 1676. (O²236 f^o16). Cependant nous pouvons penser qu'il était converti, par suite des privilèges accordés par Henri II en 1550 aux marchands Juifs portugais. Ces privilèges ne s'adressaient qu'à ceux qui s'étaient convertis.

profession de la religion catholique », reçoit des lettres de naturalité. (33)

Enfin, nous tenons à citer la curieuse lettre de Carlos Félix dit Ahoye, né à « Cantao, Pays des Gentils en Chine, baptisé catholique à Macao en 1760, alors âgé de 6 à 7 ans », naturalisé en Mars 1785 (A.N. O¹238 f^o11).

Nous pouvons déduire de ces exemples que les dispenses de catholicité ne sont accordées qu'aux protestants. Les adeptes des autres religions doivent abjurer s'ils veulent compter parmi les membres de la communauté française.

Résidence en France, catholicité sont donc les deux conditions que les auteurs reconnaissent unanimement à l'octroi des lettres de naturalité. Mais la pratique de plus en plus générale des dispenses met souvent en échec ces deux exigences. En fait seule, la volonté du prince octroie ou refuse la naturalité. Or, les trois derniers siècles de l'Ancien Régime montrent une évolution très nette et rarement interrompue (34) vers la facilité d'octroi de ces lettres (35). Choppin, faisant allusion à l'ordonnance

(33) A.N. O¹227 f^o303 ; cf O¹222 f^o86 Août 1720 : Marie Françoise Moupty, de Constantinople, « de la secte de Mahomet, mais faisant profession de la religion catholique » ; PP162 f^o12 r^o Février 1750 : Jean-Baptiste Diodet, Turc, ayant abjuré l'Islamisme.

(34) Les ordonnances générales de 1499 et 1720 révoquent les lettres accordées aux étrangers qui ne résident pas dans le royaume. D'autres fois, des mouvements xénophobes se dessinent contre tel ou tel personnage du gouvernement (Concini, Mazarin, Law) et ralentissent temporairement l'octroi des lettres.

(35) Dans tous les pays, la même évolution se retrouve. Une nation en formation se révélera en général accueillante

de 1499 qui révoquait les naturalités accordées sous le règne précédent, écrit : « Or, en ce temps-là, on prenait garde de près aux étrangers, auxquels telles lettres de naturalité étaient données... Que plut à Dieu qu'à présent on ne les reçut pas si aisément aux droits de naturalité du royaume ». (Li.I, Ti.XI, n°33).

Devant ce manque de rigueur, des réactions

envers les étrangers, ayant besoin d'apports nouveaux pour se fortifier. Une nation presque formée se défend au contraire et repousse l'étranger par crainte d'influences hostiles. Une nation en plein épanouissement se montre, de nouveau, hospitalière, ne craignant plus, dans sa puissance, un apport étranger. A Sparte, Lycurgue craignait que les étrangers n'apportassent la dissolution. Seul, le devin Tisamène, conte Hérodote, fut naturalisé (Li.IX, ch.33). De même le droit de cité offert par les Corinthiens à Alexandre n'avait été conféré avant lui qu'à Hercule. Mais par suite du développement des moyens de communications, du commerce, malgré Démosthène et Isocrate, partisans des vieilles mœurs, la naturalisation grecque s'octroie de plus en plus facilement. V. Weiss p.89, 90, 91 ; Choppin Li.I, Ti.XI, p.98 et ssq ; Ferrière v° Naturaliser ; Groth De la paix et de la guerre Li.II, ch.XX, § 40, art. 3 ; Prodiér-Fodéré, Traité de Droit Int. Public, Paris, Pedone, 1887, T.III, p.624, n° 1639 à p.628, n° 1641. Rome nous montre la même évolution pour l'octroi du droit de cité. Tacite nous apprend que les Balbus d'Espagne et quelques familles de la Gaule Narbonnaise reçoivent, exceptionnellement, la « *civitatis donatio* » ; cf. Weiss (ibid.) ; Tabacovici, p.1 à 27 ; Alix, p.81 à 83. Mais, avec l'Empire, le « *jus civitatis* » est distribué au hasard, en vue de préoccupations fiscales. Néron, Marc-Aurèle, Caligula (Suet.38) prodiguent cette faveur. On aboutit finalement à la constitution de Caracalla : « *In orbe Romano qui sunt, cives sunt Romani* ». La même évolution peut être notée en France. A l'étranger, cf. article de Karensky Clunet, 1898, p.225 et ssq. « Aperçu sur la condition des étrangers en Russie » ; pour l'Italie, Machiavel cherchant à quelle cause on doit attribuer le maintien des bonnes mœurs dans une république, place au premier rang l'absence de tout commerce avec les étrangers : « Non aver avuti commerzj grandi con i vicini... donde è stato tolto il principio d'ogni corrutela ». (Discours sur la 1^{re} Décade de Tite-Live, ch.LV).

s'étaient déjà dessinées. Réactions populaires : les Etats Généraux de Blois de 1576 reflètent ces mécontentements. Le peuple se plaint de l'octroi trop facile de ces lettres, demande des conditions strictement observées ; on voudrait exiger de l'étranger dix années d'habitation en France avant sa naturalisation. Un trop court séjour pourrait ne pas l'attacher suffisamment à sa nouvelle patrie. Il risquerait alors de rester un agent de l'étranger, d'autant plus dangereux qu'il jouirait des prérogatives des regnicoles. De plus, les absences hors du royaume sont trop nombreuses et trop longues, remarque-t-on, et ne devraient pas excéder un certain temps. Un voyage à l'étranger qui durerait plus d'un an devrait faire perdre au naturalisé le bénéfice de ses lettres. Enfin, on voudrait ajouter des exigences nouvelles : l'étranger ne pourrait être naturalisé s'il ne possédait deux cents livres de rente au moins (36), s'il n'avait installé sa famille en France (37), autant de gages suffisants de son amour envers sa patrie adoptive. Tous ces vœux ne furent pas observés (38).

(36) Dans ce sens, un arrêt avait été rendu en forme de règlement le 19 Décembre 1630 ordonnant que les étrangers ne pourraient jouir à Rouen du droit de bourgeoisie s'ils n'y avaient demeuré 12 ans, fait immatriculer leur nom à l'hôtel de ville, 300 livres de revenu dans la ville ou dans le baillage. (Basnage, T.I, p.251). Déjà certaines chartes octroyées par les seigneurs aux communes prétendaient à de semblables exigences.

(37) A Athènes, la résidence était obligatoire. Plutarque nous apprend que Solon avait régi la naturalisation. L'étranger devait avoir quitté sa patrie sans esprit de retour, amené à Athènes sa famille, ne pas être oisif ; cf. Weiss, p.90 ; Shoemann, *Antiq. juris publi. græcæ*, p.115 et 117 ; Pastoret, *Hist. de la législ.* T.VI, p.177.

(38) Plus tard, Laurière exprime le même vœu v° Lettres de nat. : « Il seroit expédient que telles lettres ne s'octroyassent sinon à ceux qui auraient demeuré au Royaume huit ou dix ans » ; Ferrière h. v° ; Denisart h. v°.

Il y eut aussi des réactions doctrinales ; le célèbre économiste Montchrétien s'épanche en violentes diatribes contre les étrangers naturalisés. « Car on ne trouvera jamais raisonnable ni par le droit ni par l'exemple que les étrangers soient égaux en privilèges et concurrens en tous avantages avec les citoyens... Ce sont des sang-sues qui s'attachent à ce grand corps, tirent son meilleur sang... » (39). Plus tard, Choppin (*ibid.*) parlera « d'une trop grande et excessive affection envers les étrangers, appelée par les Grecs *ξενομανία* et de la permission par trop dangereuse de conserver et de hanter au milieu de la France ». (40)

Si tous ces désirs ne furent pas suivis, il ne faut cependant pas exagérer la fréquence des lettres de naturalité. Elle fut grande, mais peut-être moins grande qu'on n'a tendance à le croire, par suite des révocations en masse dont ces lettres furent quelquefois l'objet.

(39) Montchrétien, *Traité de l'Economie politique*, Paris, 1 vol. in-8°, Plon, 1889, p.161 à 174 ; v. aussi p.35, p.133, 134, 135 : « Au regard des étrangers qui ne savent que ce sont autant d'espions parmi nous... », p.152, 153 et ssq. « l'orgueil qu'ils prennent de s'engraisser de notre maigresse », p.184 et ssq., etc... Déjà au xvi^e siècle, les naturalisés étaient si nombreux que Spifame, en ses arrêts, se plaint de la « dénationalisation de la France ».

(40) Choppin, *Li.I, T.XI, n°33* ; cf. Ferrière v^o Naturaliser : « En France, tous les ports sont ouverts à ceux qui abandonnent leur pays pour y venir habiter : le roi ne refuse point de naturaliser les étrangers qui lui demandent cette grâce » ; cf. Denisart v^o Naturalisation, p.393, n°2 : « Ces lettres ne se refusent jamais aux étrangers qui en demandent ; à peine témoignent-ils quelque inclination pour rester en France, que le Prince les adopte et les aggrège au nombre de ses sujets ».

CHAPITRE II

PROCÉDURE

SECTION I. — *La vérification à la Chambre des Comptes*

§ I. — « ...INFORMATION PRÉALABLEMENT FAITE SUR VIE, MŒURS, BIENS ET FACULTÉS DE L'IMPÉTRANT... » (1)

Cette clause ne se rencontre pas dans toutes les lettres. Elle est cependant courante et Denisart a pu écrire : « On n'en ordonne l'enregistrement à la Chambre des Comptes qu'après information de vie et mœurs et catholicité de l'impétrant. » (v° Naturalisation).

Déjà, les lettres de bourgeoisie étaient délivrées après enquête sur l'honorabilité du commerçant qui les sollicitait. S'il apparaissait, d'après le témoignage des consuls ou des autres bourgeois, que l'impétrant se fût comporté jusque-là « *tanquam boni mercatores vitam tenendo laudabilem honestamque* »,

(1) Al.N. K.173, liasse 1, Lettre accordée à Vincent Franquin de Saint-Ange, maître d'armes italien en Septembre 1617. V. aussi K173, n°63, Jean Heiss, Décembre 1643 ; K173, liasse 2, n°85 ; K174, liasse 1, n°56.

la bourgeoisie lui était conférée sans difficultés (2). Plus tard, cette pratique se généralisa. Elle se comprend aisément. Admettre au rang de national un étranger est chose grave et toujours dangereuse. Il est naturel d'exiger de lui un minimum de qualités : une vie honorable, la connaissance de ses facultés, de sa « conversation », de ses aptitudes. Ses biens surtout faisaient l'objet des recherches. Nous verrons plus tard pourquoi.

Cette enquête sur la vie et la fortune du solliciteur était poursuivie sous l'autorité d'un conseiller maître ordinaire en la Chambre des Comptes. Voici comment on procédait : la lettre était envoyée à la Cour des Comptes qui, après lecture, commettait le bailli ou le sénéchal de la résidence de l'impétrant. Ces personnages devaient informer, avec l'aide des avocats, procureurs et receveurs ordinaires du roi de quel « état et vocation » était l'impétrant, s'il était marié ou non, avec ou sans enfants quels biens meubles et immeubles il possédait, de quelle vie, mœurs, conversation, religion il était. Le tout devait être renvoyé par écrit « avec les avis sur ce du commissaire et des officiers, fidèlement clos et scellés » (3). Le Procureur Général du Roi énonçait en-

(2) V. A.N. JJ46 f°122 v° n°219 ; JJ72 n°297 f°214 v° Octobre 1341 : l'information est poursuivie par le prévôt de Laon ; JJ74 n°223 f°125 v° Juillet 1340 : le roi a eu bon témoignage apporté par des gens dignes de foi. Quelquefois les lettres de naturalité étaient accordées à la requête d'un grand seigneur. L'information dans ce cas devenait inutile, V. JJ68 n°366 f°487 r° (année 1349 : à la demande de Gaston de Foix) ; JJ71 n°48 f°37 v° (Mai 1338 : à la demande de Robert, roi de Sicile et de Jérusalem). Cependant JJ72 n°436 f°357 r°.

(3) Papon, Not.3 Li.VI, p.422. Il s'agit ici des lettres de légitimation. Mais la procédure était la même ainsi que pour les lettres d'anoblissement.

suite les résultats. Nous n'avons pu retrouver les procès-verbaux de ces enquêtes. Il n'en subsiste que quelques traces (4). Mais la facilité avec laquelle le Roi octroyait la naturalité permet de penser que ces enquêtes ne durent pas être bien sévères. Quoi qu'il en soit, elles furent sans doute poursuivies, dans la plupart des cas. Cependant, les hauts personnages étaient assez souvent dispensés d'une telle recherche, peu courtoise. La lettre accordée à la princesse d'Anhalt porte l'ordre de la faire registrer « ...sans préalablement procéder à aucune information, audition ou déclaration de nostre dite cousine ordonnée et visitée en pareil cas, dont nous l'avons des mêmes grâces, pouvoirs et autorité que dessus dispensée et dispensons par ces mêmes présentes sans tirer à conséquence ». (A.N. P. 2596-f° 32).

Mais si les motifs invoqués pour la conduite de cette enquête paraissent légitimes, il ne faut pas négliger dans une tentative d'explication des considérations d'ordre fiscal. (5)

(4) Quelques lettres mentionnent ces enquêtes, par ex. A.N. K173 n°16 ; n°67, n°85. La plupart n'en parlent pas.

(5) Les finances des premiers Capétiens n'avaient guère été que des finances de grands seigneurs féodaux. Il n'y avait pas d'impôts publics parce qu'il n'y avait pas d'Etat, parce que le roi féodal n'avait à subvenir, pour ainsi dire, qu'à des dépenses domestiques. Mais au XIII^e siècle naît une nouvelle fiscalité. Des expéditions coûteuses, les devoirs onéreux de la royauté grandissante amènent pendant le règne de Philippe le Hardi l'élargissement du budget patriarcal des premiers Capétiens et l'institution des taxes supplémentaires, d'un caractère extra-domanial. (V. Langlois, Le règne de Philippe III le Hardi, thèse Lettres, Paris, p.339 et 344).

§ 2. — « ...MOYENNANT UN DROIT PROPORTIONNEL
A LA FORTUNE DE L'IMPÉTRANT... »

Nous venons de voir que les biens mobiliers et immobiliers de l'étranger étaient scrupuleusement dénombrés et faisaient l'objet d'un rapport à la Chambre des Comptes par un conseiller maître. L'explication de ces recherches apparaît dans l'usage de faire payer au concessionnaire une somme proportionnelle à sa fortune. Accordant la naturalité, le roi accepte d'abandonner l'aubaine. Il subit une perte. Il est naturel que l'étranger indemnise le Roi de cette perte probable (6). La taxe demandée représente une compensation à l'abandon du droit d'aubaine (7). C'est le prix de la naturalité.

Il semble qu'au ^{xiv}^e siècle cette somme ait été souvent particulièrement élevée, bien que des lettres de bourgeoisie fussent quelquefois délivrées « *sine finantia* » (8). Mais de telles lettres étaient

(6) Choppin Dom. Li.I, Ti.XII, n°6 : « Le roi semble s'être démis et avoir renoncé à tout droit qu'il pouvait prétendre aux biens de l'étranger... »

(7) C'est pour cette raison que la finance est due au roi seul et non, comme dit Bacquet (ch.XXIV, p.74) parce qu'il a seul le droit de naturaliser. Les seigneurs hauts justiciers ne peuvent prétendre à cette finance (cf. affranchissement). V. Baune, p.44 ; tous les auteurs sont d'accord à ce sujet ; Papon, Not. 3 p.466 et ssq. ; Glasson, VIII, p.284 et ssq. ; Brissaud, T.II, p.1756 ; Demangeat, p.162. Cependant Lefèvre de la Planche (op.cit.) y voit « une première contribution aux besoins de la société dans laquelle le naturalisé entre ».

(8) La naturalité dut s'acheter fort cher au début. V. à ce sujet, Boutaric, p.357 ; Beudant, p.154 ; Bickart, p.16 ; V. aussi A.N. JJ72 n°402 f°317 v° : 80 livres parisis. Exceptionnellement, remise de la finance, cf. JJ72 n°436 f°357 r° et K168, liasse 1, n°27 : à Jean Arnoulfi, de Milan, conseiller du roi... « *et hoc sine financia quam sibi donat et remittit per dictas litteras* ».

exceptionnelles et récompensaient des services signalés. Une des premières lettres de naturalité qui nous soit parvenue met en relief ce caractère fiscal. Elle fut accordée à Jehan de Trasigny, de Liège, en Juillet 1342 et s'exprime ainsi : « ...Nous le voussions a recevoir a composition ou finance jouxte et selonc la qualité de ses facultez, par quoy sa dicte femme, ses enfants, hoirs ou successeurs y puissent après sa mort succéder et en puissent jouir paisiblement come des leurs. Et pour ce, avons fait faire certaine information de la valeur d'ycelui tant muebles come héritaiges et revenus quelconques, laquelle information faite et parfaite et rapportée par nos amez et feaux gens de noz comptes à Paris et par eulx et diligemment examinée » (A.N. JJ 74 n° 313 f° 184 r°).

Par la suite, il semble que cette finance devint de plus en plus « modérée » et, en quelque sorte, symbolique. « Messieurs des Comptes taxent, écrit Bacquet, quelque petite somme telle que bon leur semble » (9). Le sieur Gabory et sa sœur, natifs de Londres, reçoivent le 15 Avril 1680 leurs lettres de naturalité « ...moyennant la somme de trente livres payées par eux » (10). Mais cette pratique même tombe en désuétude. Dès le début du xvi^e siècle, le paiement de la finance subit des exceptions de plus en plus nombreuses, soit en faveur de grands personages (11), soit en remerciements de services

(9) Bacquet, *ibid.* Aussi ne faut-il pas regarder cette clause comme une condition, mais comme un usage dont le roi peut dispenser.

(10) A.N. K174, n°16 ; cf. A.N. K172, n°49, Décembre 1561 : 2 écus d'or soleil.

(11) Deux célèbres exemples A.N. O¹218 f°3 r° et v°, Mars 1519, Laurent de Médicis et sa fille Catherine ; B.N. Ms.Fr. 5779 f°131 v° Juillet 1525, Bonifâce, marquis de Montferrat.

rendus au roi (12). Puis, ces exceptions se multiplient tellement qu'à la fin du xvi^e siècle, la remise de la finance devient une clause de style (13). Quand elle n'est pas remise, le Roi, généralement, en fait don à ses officiers de justice. Une telle libéralité était due sans doute à la minime importance fiscale de ces taxes. Cependant, quand le roi en fait remise, une pratique nouvelle s'instaure : « Messieurs des Comptes ont accoustumé de charger l'impétrant d'une aumône compétente » qui est appliquée « à œuvres pitoiables » (14). Cette aumône apparaît comme une sorte de droit des pauvres basé, comme l'était la finance primitive, sur la fortune de l'impétrant (15). Quelquefois, elle était laissée à la générosité et à la

(12) Glasson, T.VIII, p.287 ; Weiss, Pandectes fr. v^o Aubaine ; Catalogue des actes de François I^{er}, T.VII p.613, 614 n^o27.627 à 27.631 et A.N. J960 Plaqueette I, n^o 11, donnant la liste des naturalités « sans payer aucune finance » à la requête de la reine. IV. aussi Pothier T.IX, 1^{re} partie, Ti.II, Section III, p.28.

(13) Rebuffe, p.386, n^o17 : « ...solet exterus financiam dare cameræ computorum quam aliquando rex donat » ; Lefèvre de la Planche, p.173 : « On regarde cet usage présentement comme de style ».

(14) Bacquet, T.II, ch.XXXV ; cf. Laurière v^o Lettres de nat. « La finance sera employée et convertie en aumône ».

(15) En voici quelques exemples, A.N. K172 n^o140. Avril 1572 : « 10 écus d'or soleil convertis en aumône » ; K172 n^o150, Février 1574 : « 20 écus d'or soleil payés par l'impétrant ce jourd'huy et qui convertis ont esté en aumosnes » ; K173, liasse 1, n^o16, Sept. 1617 : 6 livres tournois ; n^o54, Août 1639 : 60 livres tournois ; n^o67, Déc. 1643 : 30 livres tournois ; K173, liasse 2, n^o85 : 10 livres tournois ; K174, n^o41, Août 1689 : 30 livres tournois ; n^o56 : 20 livres tournois. Les plunitifs de la Chambre des Comptes nous renseignent également sur ces taxes « ausmônées ». V. A.N. P2690, f^o173 r^o, Nov. 1667 : 25 livres ; f^o184 v^o, Déc. 1667 : 6 livres ; P2693, f^o36, Mai 1677 : 20 livres ; P2695, f^o75, Août 1684 : 4 livres ; P2713, f^o11 v^o (1737) : 50 livres, etc... P2592, f^o31 v^o (1742) : 30 livres ; P2598, f^o29 v^o et f^o30 v^o (1770) : 24 livres. Quelquefois enfin, la Chambre allait jus-

discrétion du nouveau naturalisé, sans doute à cause de sa personnalité. (16)

Telle est l'évolution d'une condition que d'aucuns croient sévère et particulièrement pénible. La finance, compensation de l'aubaine, prix symbolique de la naturalité, aumône, était toujours versée à la Chambre du Trésor, à Paris.

§ 3. — « ...ET QUE CES LETTRES AIENT ESTÉ VÉRIFIÉES
où IL APPARTIENT » (Pithou, p.6)

Les coutumes, les auteurs, les ordonnances parlent toujours de lettres « bien et dûment vérifiées » (17). Cette vérification semble être la première formalité, mais non la seule, à laquelle sont soumises les lettres. (18)

Une difficulté se présente, au seuil de notre

qu'à faire remise de l'aumône si la situation de l'impétrant l'exigeait : ainsi dans la lettre octroyée à deux pauvres filles bâtarde en Février 1693, K174 n°58 ; cf. KK627 f°1 et f°2.

(16) V. Mathorez, T.I, p.141 ; un exemple nous est fourni par les lettres accordées en Juin 1740 à un grand-chambellan du roi de Pologne et qui sont « registrées en aumosnant la somme qui a été laissée à sa discrétion » ; cf. P2596 f°32.

(17) V. N.C. de Melun, art.VI ; Bourdot de Richebourg, T.III, p.435 ; Bacquet, T.II, p.74 ; Loysel, Inst. Cout. Li.I, Ti.I, p. 74, énumérant les incapacités des aubains, écrit : « ...Le tout, s'ils ne sont naturalisés par lettres du roi vérifiées en la Chambre des Comptes », Ed. Dupin, 1846 ; V. aussi Ricard, Donat. T.I, 1^{re} Partie, ch.III, Sect.IV, n.213 : « ...lettres de naturalité que l'on fait vérifier en la Chambre des Comptes ».

(18) D'après Glasson, T.VIII, p.285, c'est la seule obligatoire. Nous verrons cependant que cette assertion est trop exclusive.

étude. Qu'entend-on exactement par *vérification* ? La plupart des auteurs emploient indifféremment le mot enregistrement pour le mot vérification (19). Ce n'est pas tout à fait exact. Les deux opérations sont distinctes. Les lettres de naturalité sont soumises aux deux exigences, comme nous le verrons.

L'ordonnance royale du 21 Juillet 1368 inaugure la formalité de la vérification à la Chambre des Comptes. Charles V estime que le seul enregistrement en chancellerie est insuffisant. Poursuivant la grande œuvre de reconstruction du pays et de l'Etat, après les règnes désastreux de Philippe VI et de Jean le Bon, ce prince s'applique à rétablir tout particulièrement les finances et à ordonner l'administration centrale. Le mandement de 1368 répond à ce double dessein : « Comme nous ja pieça par noz autres lettres patentes, et pour les causes contenues en icelles, eussions ordonné et voulu toutes Lettres

(19) Ferrière v° Enreg. va jusqu'à dire que la vérification signifie « l'enregistrement qui se fait dans les cours souveraines des édits et des déclarations du Roi ». IV. aussi Denisart ; Lefèvre de la Planche ; Ferrière ; Daguesseau ; Poulain du Parc, Li.I, ch.XV, p.18 ; Pothier ; Demangeat ; Beudant ; Glässon ; Brissaud, T.II, p.1756 qui, tous, parlent d'un « enregistrement à la Chambre des Comptes ». Morel, parlant des lettres de chancellerie, écrit que les actes une fois scellés étaient remis aux mains de l'audiencier chargé de les distribuer ; que certaines lettres étaient immédiatement remises par cet officier aux intéressés contre espèces sonnantes ; que d'autres devaient subir un dernier et définitif contrôle, l'enregistrement. (« La grande chancellerie royale et l'expédition des lettres royaux », p.320). D'autres parlent d'entérinement, cf. Guyot v° Lettres de nat. Il semble donc que l'unanimité soit rompue. Mais au fond, sous des noms différents, les auteurs sont d'accord. Nous préférons le vocable « vérification » comme correspondant mieux aux opérations auxquelles on se livrait à la Chambre des Comptes ; nous nous basons aussi sur les lettres patentes du 17 Février 1582 (V. A.N. A.D. XV¹15).

touchant Admortissemenz, Bourgeoisies, Legitimations et Anoblissemenz estre passées par nostre Chambre des Comptes, pour les passer en icelle et en ordener, si comme il appartendra... » (20). A la vérité, cette ordonnance n'inaugure pas, comme beaucoup l'ont cru, mais rend obligatoire et réglemente la vérification à la Chambre des Comptes. En effet, de nombreuses lettres de bourgeoisie, dès le début du xiv^e siècle, étaient adressées « *de precepto Regis gentibus compotorum* » (21). Une autre ordonnance, celle du 24 Juin 1492, porte que les lettres de dons et aliénations du domaine seront adressées à la Chambre des Comptes et aux Généraux des Finances, du moins celles dont le don excède cent livres parisis (22). Quoiqu'il n'y soit point parlé des lettres de naturalité, les auteurs estiment qu'on doit les y comprendre, car on peut les considérer aussi comme des lettres de don. Le Roi ne fait-il pas presque toujours remise de la finance et cet abandon

(20) O.L. T.V, p.119 et 120 (cf. O.L. T.IX, p.284 ; p.419). Cette ordonnance porte encore : « ...et pour ce paier et avoir finances pour les convertir en certains noz usages ». Si les Audienciers et Contrôleurs n'en font pas payer finance, le roi ordonne que « ...vous soiez tenuz de les Nous rendre et paier et les feront recouvrer sur vous et vos biens, entièrement ».

(21) A titre d'exemples, cf. A.N. JJ74 n°577 f°341 r° Oct. 1342 ; JJ73 n°64 f°48 v° ; les lettres collectives étaient également adressées aux gens des Comptes, cf. O.L. T.IV, p.340, lettre de sauvegarde pour le consulat de Grasse, Mars 1355 ; O.L. T.II, p.495 et 496, lettre de confirmation de privilège pour les marchands de Castille. V. aussi JJ181 n°53 f°27 v° ; JJ190 n°33 Oct. 1459 ; JJ196 n°48 f°30 v° (1469).

(22) O.L. T.XX, p.332. Si les dons et droits seigneuriaux sont au-dessous de 100 livres, ces lettres seraient vérifiées seulement par « Messieurs les Trésoriers de France ». Plus tard, l'ordonnance de Blois exigea pour les dons excédant 1.000 écus, le double contrôle de la Chambre des Comptes et de la Trésorerie.

du droit d'aubaine ne peut-il être considéré comme un don purement gracieux ? Au siècle suivant, une ordonnance de Charles IX, du 14 Octobre 1571 exige que les lettres de naturalité soient adressées à ses gens des comptes « comme de tout temps » (Is. XIV, 240). Enfin, les célèbres lettres patentes du 17 Septembre 1582, registrées au parlement le 7 Septembre 1583 s'expliquent clairement sur la nullité des lettres de naturalité au cas d'inobservation de cette formalité (Is. XIV, 517). C'est le point final d'une règle qui ne se démentit jamais.

§ 4. — EXPLICATIONS

La question fondamentale qui se pose est de savoir pourquoi les lettres de naturalité se vérifient obligatoirement à la Chambre des Comptes.

Lefèvre de la Planche distingue deux motifs principaux : « Cet usage de l'enregistrement à la Chambre des Comptes, écrit-il, est fondé sur les anciens droits de chevage et de formariage qui se levaient sur les étrangers et dont on comptait à la Chambre des Comptes » (23). En effet, l'étranger pendant le haut moyen âge, souvent assimilé au serf, était soumis aux charges caractéristiques de la classe servile : chevage et formariage. Ces taxes durent être évaluées à la Chambre des Comptes et perçues à la Chambre du Trésor. Mais quand le sort de l'étranger s'améliora, quand l'aubain put devenir Français par naturalité, le roi ne perçut plus ces

(23) Op.cit. Li.VI, ch.X, cf. Demangeat, p.162 et ssq.; Bignon, plaidoyer sur l'affaire de Mantoue.

droits. En revanche, le fisc royal exigea du nouveau naturalisé, comme nous l'avons vu, une finance proportionnelle à sa fortune, une finance qui payait les lettres de naturalité. C'est le second motif de notre auteur : « l'affranchissement de ces droits de chevage et de formariage, par le bienfait de la naturalisation, entraînait la nécessité de payer une finance, ...la nécessité de taxer cette finance, ce qui ne se pouvait faire qu'à la Chambre des Comptes, y avait rendu cet enregistrement nécessaire ». La vérification apparaît donc avant tout comme un contrôle, un contrôle nécessaire. Au fond, ces deux motifs se ramènent au seul souci fiscal. Une question financière dépend logiquement de la Chambre des Comptes.

Cette cour, aux attributions législatives, financières, administratives, judiciaires, avait fini par se détacher du Parlement et par devenir cour souveraine et indépendante en 1309. Fixée définitivement et devenue régulière sous le règne de Philippe V, elle avait vu, au cours du xiv^e siècle, s'élargir ses fonctions judiciaires et administratives (24). Elle est « établie, pour faire rendre les comptes des deniers publics, pour veiller à la conservation du domaine royal et de tous les autres droits qui en dépendent et pour connaître de tous les procès qui peuvent naître à ce sujet ». Un édit de Mars 1583 avait établi dans le royaume huit Chambres des Comptes, outre celle de Paris. Il est probable que les lettres étaient vérifiées dans le ressort du domicile du naturalisé. (25)

(24) Glasson, T.VI, p.425 ; Ferrière v^o Chambre des Comptes ; Le Chanteur ; Morel, p.320, 324 ; Luchaire, Inst. fr. p.604 ; Delbez, p.71 et 122.

(25) Pothier, T.IX, ch.I, Sect.I ; Soloman, p.12 ; Maye-

Il est curieux de constater que les deux motifs exposés par Lefèvre de la Planche sont l'un et l'autre tombés en désuétude. L'auteur lui-même l'avoue. Les droits de chevage et de formariage n'existent pratiquement plus dans les derniers siècles de l'Ancien Régime. Ils sont du moins très atténués et ont presque disparu sans avoir été expressément abrogé (26). La finance a perdu, elle aussi, sa raison d'être. Nous avons vu qu'elle était, la plupart du temps, remplacée par une aumône. Par conséquent, la nécessité de l'enregistrement à la Chambre des Comptes semble s'être évanouie avec sa cause.

Et cependant, cette formalité subsiste jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (27). Ne faut-il pas alors rechercher d'autres motifs pour tenter une explication plus solide ? (28)

ras, p.98. Pour les différentes provinces, cf. *Registre de la Chambre des Comptes de Normandie pour noblesse, légitimation et naturalité depuis 1581 à 1653*. Bibliothèque Municipale de Rouen ; *Catalogue général des manus. des Biblioth. T.XLVIII, 2^e supplément, n^o 838*. Archives de la Seine-Inférieure, T.II, liasse B 361. Archives de la Chambre des Comptes de Dijon, liasses B 11.217 et 11.218 : quittance de la finance de lettres de naturalité obtenues par Jean de Gilly, écuyer, par des Francs-Comtois, par un Turc, et enquêtes sur « leurs facultés et chevances ». Enquête sur la naturalité d'Alexandre et Prosper de Vintimille, etc... Pour la Provence : Archives des Bouches-du-Rhône, B 3324 f^o1, etc... Pour la Bretagne : Archives de la Loire-Inférieure, T.I, p.147, B 1154, p.158 B 1234, etc...

(26) Cout. de Châlons, art.16 ; Dargentré, Cout. de Bretagne, 456 Tract. de legitim. au c. 4 n^o2 ; Merlin v^o Aubaine.

(27) Arrêt d'Août 1762 maintient cette nécessité (Lefèvre de la Planche, *ibid.*).

(28) L'explication tentée par Daguesseau (3^e plaidoyer) rejoint, au fond, celle de Lefèvre de la Planche. Considérant la lettre de naturalité comme une lettre de don, il écrit : « Suivant les premiers principes de l'administration des droits du Roy, toute donation faite par le roi doit être enregistrée en la Chambre des Comptes ».

Très intéressants et beaucoup plus juridiques sont les arguments avancés par Dupuy. Ils grandissent singulièrement le rôle de la Chambre des Comptes et font de la vérification une formalité substantielle des lettres : « L'étranger ne peut estre dit citoyen de France qu'il n'ait lettres de naturalité du Roy, qu'il ne les ait acceptées et fait vérifier en la Chambre des Comptes ; et est vray que bien que les lettres ayent été libéralement octroyées par le Roy, elles sont de nul effet si elles ne sont acceptées par l'étranger qui ne le peut mieux témoigner qu'en présentant requeste aux juges auxquels les lettres s'adressent et qu'il en demande la vérification, et c'est là la vraye acceptation et l'accomplissement de la grâce du Roy et qu'on voye qu'il l'ait recherchée : aussi jusques à cet acte, il n'y a point de changement d'estat et de condition en la personne de l'étranger, et ne perd point le droit de sa cité naturelle... » (p.657). D'après cette conception, la vérification à la Chambre des Comptes constitue la preuve que l'étranger accepte la grâce qui lui est faite, qu'il constate le concours de sa volonté avec celle du souverain et l'« abdication de son ancienne patrie ». Il semble que Dupuy ait vu juste dans son appréciation. La naturalité est, sous l'Ancien Régime, le résultat d'un contrat : demande de l'impétrant d'une part, octroi du roi d'autre part. La jonction des consentements a lieu à la Chambre des Comptes.

Cependant, ce n'est pas à partir de la date de leur vérification que les lettres produisent effet. Cet effet remonte à la date de leur octroi. Il est donc rétroactif, quoi qu'en disent certains auteurs. Les lettres ne sont d'aucune utilité à l'étranger avant leur vérification. En voici la preuve, fournie par le célèbre arrêt du 4 Septembre 1738. Le sieur Flandio,

étranger naturalisé, meurt, laissant une veuve qui lui succède en vertu de la loi *unde vir et uxor*. Cette loi pouvait s'appliquer ici puisqu'il s'agissait d'un naturalisé. Mais Louis Flandio, frère du défunt, voulut appréhender la succession de préférence à la veuve, parce qu'il avait obtenu des lettres avant le décès de son frère. Or, ces lettres n'avaient pas été vérifiées. Elles ne lui furent donc d'aucune utilité et la veuve fut maintenue dans la succession de son mari (Bardet, T.I, p.291).

Le duc de Mantoue dont la succession fut, elle aussi, très contestée, avait obtenu pour lui-même et ses descendants des lettres de naturalité. Il avait négligé de les faire vérifier à la Chambre des Comptes. Ce fut un des arguments qui empêchèrent son héritier d'appréhender ses biens (Dupuy, *ibid.*).

Les lettres de naturalité accordées au fameux Law ne furent pas non plus portées à la Chambre des Comptes. Par suite de ce défaut de vérification, il s'ensuivit un procès qui condamna d'abord la prétention de l'héritier. De ces exemples, nous pouvons conclure avec Daguesseau ... « que ce seul défaut de formalité rend les lettres inutiles » (32^e plaidoyer).

Sans aller jusqu'à dire que la vérification est la charnière juridique de l'institution, nous devons reconnaître que c'est une condition nécessaire à la validité des lettres. Les motifs invoqués par Dupuy pour expliquer cette intervention de la Chambre des Comptes, nous paraissent particulièrement justes. Si l'information n'est pas toujours poursuivie, si la finance est bien souvent remise, la vérification subsiste toujours. C'est donc qu'elle n'est pas seulement un contrôle de l'enquête ou de la taxe, mais qu'elle représente aussi une acceptation, un concours de volontés.

SECTION II. — *L'enregistrement à la Chambre du Trésor*

Malgré la vérification obligatoire à la Chambre des Comptes, le fisc royal ne possédait pas toujours de copies des lettres. En l'absence de minutes, les biens du naturalisé risquaient d'être saisis, à sa mort, par le Procureur en la justice du Trésor du Roi. En effet, pour collecter les droits qui appartenaient au roi par voie d'aubaine, le Procureur royal faisait saisir les biens de tous les étrangers décédés. Les héritiers du naturalisé étaient alors obligés de faire des recherches, quelquefois onéreuses, pour prouver la naturalité française du *de cuius* et obtenir mainlevée des saisies. Désirant obvier à ces inconvénients, Henri III, par les célèbres lettres patentes du 17 Septembre 1582, s'exprime ainsi : « ...A quoy voulant pourvoir, avons ordonné et ordonnons, que doresenavant ceux qui obtiendront de nous lesdites Lettres de Naturalité, Légitimation et Déclaration, ung mois après la vérification qui aura esté faite d'icelles en nostre Chambre des Comptes, ainsi qu'il est accoustumé, seront tenus les porter ou envoyer en nostre dicte Chambre du Trésor pour estre enregistrées au greffe d'icelle, pour y avoir par nostre procureur et autres nos officiers recours quand besoin sera, sur peine de nullité desdites lettres... » (29). Il résulte

(29) V. A.N. A.D. XV¹15 ; Is. T.XIV, p.517 ; cf. Ferrière v^o Chambre du Trésor : « ...Toutes lettres de naturalité et légitimation doivent être enregistrées au greffe de cette Chambre, un mois après la vérification qui en aura été faite en la Chambre des Comptes, pour y avoir recours, quand besoin sera, sur peine de nullité... »

de ces lettres patentes une seconde formalité : l'enregistrement au greffe de la Chambre du Trésor.

Qu'entend-on exactement par *enregistrement* ? C'est « la description, écrit Ferrière, que l'on fait de quelqu'acte dans un registre, pour empêcher qu'il ne se perde et aussi pour lui donner une espèce d'approbation » (v° Enreg.). C'est bien le but proposé par les lettres patentes d'Henri III : remédier à la situation qui résulterait de la perte des lettres par l'impétrant, avoir un double consigné dans un registre « pour y avoir recours quand besoin sera ».

Mais là encore, il convient d'élucider un problème terminologique. Certains auteurs parlent d'enregistrement à la Chambre du Domaine sans mentionner la Chambre du Trésor (30). C'est une question de pur vocable. La Chambre du Trésor peut être quelquefois désignée sous le nom de Chambre du Domaine. Plus exactement, la Chambre du Trésor était divisée en deux sections : le bureau du trésorier de France, encore appelé bureau des finances, et la Chambre du Domaine. Cette dernière connaissait des procès sur le domaine royal et avait pour but d'alléger le travail du parlement dont elle était une section. Elle eut une existence éphémère. Mais il n'est pas étonnant qu'on ait employé son nom pour désigner la Chambre du Trésor. La même substitution de vocables se produisit en ce qui concerne le bureau des finances : « Il y a une déclaration plus récente du 15 Mai 1693 qui déclare nulles les lettres de noblesse, et toutes autres, qui doivent être registrées au bureau des finances pour lesquelles cette

(30) Lefèvre de la Plâche, Daguesseau, Demangeat, Warnkönig und Stein, p.180 : « ...bei dem Rechen und Domänenkammer einregistrieren ».

formalité n'aura pas été observée : cette déclaration règle les droits du greffe du bureau ; les lettres de naturalité sont au rang de ces lettres qui sont sujettes à cet enregistrement ». (31)

Cette formalité doit être poursuivie pendant la vie de l'étranger : « Elle serait inutile après sa mort, parce qu'alors, il ne peut plus arriver de changement dans son état ; et les lettres n'ayant pas été revêtues de cette formalité nécessaire, sur la requête de l'étranger même, ne peuvent plus recevoir cette forme, dans un temps auquel il ne peut plus requérir ni y donner de consentement » (Lefèvre de la Planche, p.182).

La requête d'enregistrement est en effet adressée par l'impétrant lui-même « A Nosseigneurs de la Chambre du Domaine et Trésor du Palais à Paris ». (32)

Doctrine et jurisprudence jugent en général cette formalité nécessaire et obligatoire. Avant l'enregistrement, « il est fait défense aux impétrants de se servir des lettres, et à tous autres juges d'y avoir égard » (Ferrière, v^o Chambre du Trésor). Le comte de Mortaigne, natif de Hesse, naturalisé par Louis XIV, décède « sans avoir poursuivi l'enregis-

(31) Lefèvre de la Planche, *ibid.*, cf. Guyot v^o Lettres de nat.

(32) V. A.N. M.612, 15 Mars 1752 : « Supplie humblement Antoine Jean Gualbert Gabriel de Sartine qu'il vous plaise enregistrer les lettres de naturalité accordées par le roi au suppliant au mois de Février 1752 ». Suit la signature du procureur du roi et la réponse : « Vu la présente requeste en lettres ci-jointes, je n'empesche lesdites lettres être enregistrées pour jouir par le suppliant de l'effet et contenu et être exécutées selon leur forme et teneur ». Cf. M.612, Tiry de Holbach.

trement de ses lettres, en sorte qu'elles sont demeurées sans effet et sans exécution ». Son fils est obligé de solliciter à son tour la naturalité en Mai 1748. (A.N. P. 2593 f° 26).

L'enregistrement à la Chambre du Trésor apparaît donc étroitement lié avec la vérification à la Chambre des Comptes dont il est un complément nécessaire. Il faut conclure à l'obligation de ces deux formalités essentielles. On s'est demandé s'il n'en existait pas une troisième. Mais nous entrons alors dans le domaine de la discussion.

SECTION III. — *Le rôle du Parlement*

L'enregistrement des lettres au Parlement est-il également nécessaire ? (33). Telle est la question controversée qu'il s'agit de résoudre. La doctrine et les ordonnances royales semblent être en désaccord avec la pratique.

La plupart des auteurs ne mentionnent pas l'enregistrement au Parlement, ou, s'ils en parlent, déclarent qu'il est inutile. (34)

La législation royale se prononce dans le même

(33) Certains auteurs semblent en effet admettre la nécessité de cette formalité, Daguesseau, 32° plaidoyer ; Guyot v° Lettres de nat. ; Papon, T.II, p.342 ; Pothier, T.I, p.10 ; Beudant, p.154 ; Soloman, p.12. D'autres vont jusqu'à dire qu'il est suffisant ; Poullain du Parc, p.18.

(34) Lefèvre de la Planché, *ibid.*, écrit : « Cet étranger a pris une voie différente de celle qui est observée dans le Royaume », quand il s'est contenté de faire enregistrer ses lettres au Parlement ; Demangeat ; Glasson, p.286 et ssq. ; Bacquet ; Ferrière ; Denisart ; Bignon ; etc...

sens. Une ordonnance du 14 Octobre 1571 avertit que, par inadvertance, quelques lettres de naturalité ont été adressées au Parlement ; le Roi enjoint aux gens des comptes de n'avoir aucun égard à ces lettres... » (35). Une déclaration du 15 Mai 1693 exclut, tacitement, l'intervention du Parlement. (36)

Cependant, la pratique nous montre un grand nombre de lettres de naturalité enregistrées au Parlement. Déjà, en 1500, Robert de Lenoncourt, archevêque de Tours, natif de Lorraine, fait registrer ses lettres au Parlement (37). Il semble que cette règle se généralise au cours du xvi^e siècle (38) et devient presque courante dans les deux derniers siècles de l'Ancien Régime. Un document surtout nous

(35) A.N. K174 n°40. Cette ordonnance fut suivie par un règlement royal du 8 Août 1579 taxant les lettres de naturalité, adressé en enregistré à la Chambre des Comptes seulement ; ce qui exclut tacitement le Parlement.

(36) La jurisprudence confirme en général ce point de vue. Un arrêt rapporté par Guénois (Conf. Cout. Ti.VI, n.2, l.5, p.11) juge l'inutilité de cet enregistrement. Une autre espèce, d'Août 1762, donne pour principe la nécessité de l'enregistrement à la Chambre des Comptes seule.

(37) A.N. Inventaire de Stein f°127. Sur cet ex., v. Choppin, Ti.XI, p.110, n°18. Lefèvre de la Planche, *ibid.* ; 3 autres ex. cités par Stein ; sous Louis XII Jean Ferrer, archevêque d'Arles, Espagnol, f°136, lettre registrée le 21 Février 1502 ; Jérôme Palvesin, évêque de Novare f°137 (année 1502) un poète italien f°138 (année 1502).

(38) Ainsi sous Henri II (A.N. Invent. 444, T.I et II) nous avons relevé 23 lettres de naturalité enregistrées au Parlement ; quelques-unes sous François II ; une dizaine sous Charles IX ; T.III : une douzaine sous Henri III ; T.III et IV : une douzaine sous Henri IV ; T.IV : une soixantaine sous Louis XIII.

Souvent, il se passe un temps plus ou moins long entre le moment de la délivrance de la lettre et celui de l'enregistrement au Parlement. Ex. quelques mois T.III, p.1003, 1020, 1026 ; plus d'une année, T.II, p.826 ; T.III, p.509 ; p.1124 ; près de 3 ans, T.III, p.1284, etc...

permet d'avancer une telle assertion. C'est une lettre du secrétaire du Roi adressée le 9 Décembre 1702 au Président Harlay. Elle fait savoir que le duc de Savoie vient d'obtenir la naturalité française. Quand il a fallu présenter les lettres au Parlement, l'ambassadeur du duc n'a pas voulu mettre en tête de la requête la formule consacrée « A Nosseigneurs du Parlement » et demande au Roi d'exempter le duc de cette « règle générale » (Depping, T.II, p.375).

L'exemple de Law illustre également cette pratique. Le financier avait fait enregistrer ses lettres au Parlement seulement : « La question de son état est portée à la Chambre du Domaine, le défaut d'enregistrement à la Chambre des Comptes et en celle du Domaine ; la prétention de l'héritier est condamnée ; mais, sur une demande en cassation au rapport de M. le Contrôleur Général, arrêt intervient par lequel on jugea l'enregistrement des lettres qui avait été fait au Parlement suffisant » (39). Cet exemple qui semble même exclure les formalités à la Chambre des Comptes et du Trésor, est une exception.

Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les arrêts donnent pour principe la nécessité de l'enregistrement à la Chambre des Comptes et son inutilité au Parlement.

(39) Lefèvre de la Planche, *ibid.* Arrêt du conseil royal, Janvier 1734. Cet exemple semble estimer suffisant l'enregistrement au Parlement. Mais le commentateur du procès ajoute : « Il semble que la Chambre du Domaine ne peut suivre aujourd'hui une autre jurisprudence et que la nullité ne peut être opposée à de telles lettres que lorsqu'il n'y a ni enregistrement au Parlement ni à la Chambre des Comptes, ni en la Chambre du Domaine... Décider une telle question par de tels exemples, c'est juger le droit par le fait ».

Il faut donc voir dans l'enregistrement au Parlement une formalité accessoire et facultative. C'est une sûreté, un usage « pour faciliter l'exécution des lettres » (40). Traditionnellement peut-être, l'enregistrement au Parlement concernait plutôt la capacité de succéder que les lettres conféraient à l'étranger (41). Cette capacité s'en trouvait plus assurée, fortifiée. L'enregistrement à la Chambre des Comptes ne concernait que l'intérêt du Roi, l'état du solliciteur. Quoi qu'il en soit, l'intervention du Parlement ne fut jamais nécessaire et obligatoire. (42)

(40) Pothier, T.IX, 1^{re} partie, Titre II, Sect.III, p.27.

(41) Lefèvre de la Planche, *ibid.* Pothier : *ibid.*

(42) Cependant, les seules formalités accomplies à la Chambre des Comptes et à la Chambre du Trésor parurent quelquefois insuffisantes. Voici ce qu'écrit à ce sujet Lefèvre de la Planche (*ibid.*) : « Il y a cependant des avis pour que les lettres de naturalité qui contiendront des clauses particulières soient présentées à toutes les Cours que l'exécution de ces clauses peut concerner ; par exemple, celles qui contiendront capacité de posséder des offices et bénéfices, au Parlement ; celles qui contiendront reconnaissance de noblesse, à la Cour des Aides ; et cela est certainement plus exact. Mais inférerait-on de l'omission la nullité des lettres ? Il n'y a point de loi précise qui prononce cette nullité, et elle n'est point dans les principes... ». Nous venons de voir que la doctrine parlait quelquefois d'enregistrement à la Cour des Aides (Pothier, *ibid.*). Cette juridiction d'exception, devenue cour souveraine au xvi^e siècle, connaissait notamment des poursuites contre les débiteurs du roi. Il y avait des Chambres des Aides en province, mais les unes étaient rattachées à la Chambre des Comptes de Paris, les autres au Parlement. Elles vérifiaient les lettres d'anoblissement, mais les lettres de naturalité n'y furent jamais obligatoirement portées.

CHAPITRE III

CHARGES FINANCIÈRES

§ 1. — L'EXPÉDITION EN CHANCELLERIE

Les lettres de naturalité sont des lettres patentes, des lettres du grand sceau, c'est-à-dire expédiées en la grande Chancellerie de France (1). Elles sont scellées par les secrétaires du roi en présence du garde des Sceaux (2). L'intervention de la Chancellerie dans les actes royaux remonte très haut. Hincmar rapporte que, sous Clovis, le chancelier Aurélien portait l'anneau et le sceau du Prince (3). Au

(1) Sur les caractères des lettres patentes ou du grand sceau, v. Guyot, T.X, p.482 v° Lettres patentes ; Ragueau et Laurière v^{is} lettres de nat. et aubains ; Morel (Chancellerie) p. 119.

Certaines lettres patentes pouvaient être du petit sceau quand elles étaient expédiées par les petites chancelleries, ou chancelleries établies depuis le xiv^e siècle auprès des cours et des juridictions royales et qui étaient considérées comme un démembrement de la chancellerie de France. V. Pothier, T.I, ch.II, § II, p.10 ; Guyot, op.cit. p.482 ; Giry (Dipl.), T.II, p.777. Du grand ou du petit sceau, toutes ces lettres émanées du roi étaient des lettres royaux.

(3) Tessereau, T.I, p.1 ; cf. Morel, p.201, qui explique la magnificence du cortège du sceau par le fait que le sceau était destiné à authentifier toutes les décisions du roi et tous les actes du gouvernement et à leur donner force exécutoire. Voir dans ce sens un rapport présenté au Roi par Monsieur de Lusson, Contrôleur, Biblioth. Maz. Ms. 2628 f°53. « C'est

moment où le droit de naturaliser se concentra entre les mains du roi, il était naturel que l'exercice s'en fit par l'intermédiaire du chancelier qui garde chez lui toutes les marques de la majesté royale. (4)

Le visa de chancellerie avait pour but de constater que l'acte était passé à l'audience du Sceau. Cette signature, qui n'était à l'origine qu'une mesure d'ordre intérieur de la chancellerie, s'est transformée peu à peu en un contre-seing ministériel indispensable à la validité des actes royaux. (5)

L'expédition des lettres en Chancellerie s'accomplissait moyennant le paiement des droits de sceaux. Ces droits varièrent au cours des siècles, suivant les circonstances, suivant les besoins du moment. Louis XIV en particulier augmenta et fixa les tarifs, d'abord par les édits de Janvier et Mai 1656,

ce sceau qui donne l'estre, le maintien et la force à toutes actions ». L'équivalent normal du grand sceau fut au ^{xiv}^e siècle le sceau du Châtelet de Paris.

(4) Toutes les lettres de bourgeoisie étaient signées par le Garde des sceaux, Chancelier de France. Avec l'avènement des Valois, le premier officier de la Chancellerie recouvre le titre de Chancelier qu'il avait perdu depuis un siècle. V. Morel, *op.cit.* p.118. Une déclaration du 20 Mai 1723 consacre ce principe coutumier.

(5) Giry, *dipl.*, p.772 ; Coquille, T.I, p.316 : « Depuis Hugues Capet, les Rois ont fait apposer les sceaux de leurs armes et fait signer leurs lettres par les officiers de la couronne, qui, en ce temps, étaient le Connétable, le Grand Chambellan, le Bouteiller et le Grand Maître d'Hôtel de France ». Cette pratique dura jusqu'à Saint-Louis. V. Le diplôme de Louis VI de 1175 signé par le Dappiferum, le Buticularium, les Camerarii, les Constabularii. Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, T.XXXIV, 1^{re} partie, formulaire des lettres du ^{xii}^e, ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, n° 1, p. 13 et 14, publiés par Langlois. « Depuis, vient en usage que lesdits officiers ne signaient plus, mais seulement un secrétaire avec le sêel royal. » Coquille, *ibid.*

puis par celui d'Avril 1672 (6). Il semble que par la suite aucun changement notable ne fut apporté à ces taxes.

La corporation des notaires devait également recevoir une part d'argent sur l'émolument du sceau (7). Au ^{xiv}^e siècle, sur chaque charte rédigée de sa main, le notaire avait droit à cinq sols parisis ; si la lettre était rédigée par un scribe, ces cinq sols revenaient au commun des notaires (Morel, p.405). Cet émolument fut fixé par un édit de 1570 et par l'article XCVI de l'ordonnance de Blois à 10 livres 4 sols parisis (Coquille, T.I, p.494).

Il existait une autre formalité financière, plus rare. Elle se produisait obligatoirement lorsque l'enregistrement des lettres n'était pas poursuivi dans l'année même où elles avaient été scellées. Il s'agit de la surannation. Ferrière (^v^e surannation) écrit : « Les lettres de surannation sont des lettres de chan-

(6) Tessereau, T.I, IV, p.703. Tarifs des droits de sceaux et les taxes des lettres qui se scellent en la Grande Chancellerie de France à la suite de l'édit du Roi, d'Avril 1672 : Naturalité à contre-sceau : à 1 impétrant, 74 livres 9 sols ; à 2 impétrants, 135 livres 8 sols ; à 3 impétrants, 197 livres 10 sols ; à 4 impétrants, 257 livres 5 sols. Naturalité sans contre-sceau : à 1 impétrant, 73 livres 15 sols ; à 2 impétrants, 134 livres ; à 3 impétrants, 195 livres 8 sols ; à 4 impétrants, 254 livres 9 sols.

(7) En effet, ces lettres étaient rédigées par des notaires dont c'était une des tâches principales. Sous Philippe le Bel et ses 3 fils, la signature du notaire n'est pas absolument constante : on la trouve toujours à partir de Philippe VI de Valois. Morel, op.cit., p.122. V. Coquille, T.I, p.316 : « Mais es lettres qu'on appelle de Charte, outre ladite signature du secrétaire, le Chancelier écrit aussi de sa main ce mot : Contentor, l'edit Audencier et Receveur de la finance que le Roy prend pour le séel, même es lettres de Charte ».

cellerie, qu'on obtient pour faire valider d'autres lettres de vieille date, à cause que la force du sceau ne dure qu'un an, pour les choses qui ne sont pas jugées ou exécutées ». Lorsque des lettres royaux étaient atteintes, lors de leur délivrance et pour une cause quelconque, de la prescription annale, il n'était pas nécessaire de reprendre toute la procédure et de demander des nouvelles lettres patentes. Il suffisait de solliciter de la chancellerie des lettres du petit sceau portant mandement aux gens des Comptes de mettre à exécution la décision royale, nonobstant la prescription. (8)

(8) V. A.N. O¹227 f^o173. Surannation sur naturalité pour le nommé Gorm : « Louis, etc... à nos amez et feaux les gens tenant notre chambre des Comptes à Paris etc... Salut. Le sieur Christophe Gorm natif de la ville [de] Dusseldorf, pays de Bergues en Allemagne nous a très humblement fait exposer que par nos lettres patentes données à Fontainebleau au mois d'Octobre 1740 et avons adressées, Nous luy avons accordé le titre et les privilèges de notre vray et naturel sujet et regnicole, mais que depuis le sceau desdites lettres il n'auroit pû faire procéder à l'enregistrement d'icelles par le défaut de témoins en pareil cas requis pour déposer dans son information, en sorte que lesdites lettres se trouvent aujourd'hui surannées. Il nous a fait supplier de luy accorder nos lettres à ce nécessaire. A ces causes désirant favorablement traiter l'exposant, nous vous mandons et enjoignons par ses présentes signées de notre main que l'exposant venant à se présenter devant vous en vertu desdites lettres de naturalité cy attachées sous le contre-séel de notre chancellerie, vous ayez à procéder à l'enregistrement d'icelles en manière accoutumée, encores qu'elles se trouvent surannées, en ce que ne voulons luy nuire ny préjudicier et dont nous l'avons autant que de besoin relevé et relevons par ces dites présentes nonobstant toutes choses à ce contraire. Car tel est notre plaisir. Donné à... le... jour du mois de... l'an de grâce 1741 et de notre règne le 27^e ». Ces lettres de surannation étaient mises en attache au vidimus des lettres surannées. V. aussi A. N. O¹220 année 1706 ; O¹221 f^o 68, f^o 282 ; O¹228 f^o331 ; O¹235 f^o372 ; O¹236 f^o193 (etc...).

§ 2. — LA CONFIRMATION

Les naturalisés étaient soumis à de nombreuses taxes, parfois très lourdes. Ces taxes varièrent selon les besoins du trésor royal, car elles étaient arbitraires (9). En vertu de motifs plus ou moins plausibles,

(9) En effet, le fisc royal tirait de grandes ressources des naturalisés. Ces derniers restaient soumis à des charges parfois très lourdes à raison de leur naissance en pays étranger. Déjà, les lettres de bourgeoisie mentionnaient que le nouveau bourgeois devrait payer les taxes auxquelles était soumise sa profession « *Solvendo pedagia et consueta denaria* ». Mais, en plus de ces taxes ordinaires, on fit plus tard appel à des impôts extraordinaires. Les raisons invoquées pour lever ces impôts furent avant tout « la nécessité et l'entretien de la guerre », puis également le « commerce fait en France ». Les aubains, mais aussi les naturalisés sont soumis à ces impôts. Aucune explication juridique n'est possible. Il faut y voir des nécessités fiscales. (V. Bardet, arrêt du 21 Décembre 1686, p. 699 ; Choppin, Dom. I, XII, 6 ; Merlin v^o Aubaine ; B.N. Coll. de Camps, vol. 124 f^o 70 : « Il a plu au Roy d'ordonner que les estrangers qui sont venus s'establir en France, et leurs descendants l'ayderont pour l'entretien de la guerre, des sommes à quoy ils seront taxés... » 19 Avril 1659 ; v. aussi ordonnance de Janvier 1563, additionnelle à l'Ordonnance d'Orléans, au § 38, Is. T.XIV p. 169 ; ordonnance de Blois 1379, § 357, Is. T.XIV, p. 460). Au début, la taxe exigée pour la délivrance des lettres était abusivement réclamée plusieurs fois. Par édit du mois de Septembre 1587, Henri III ordonne à tous les marchands, banquiers et courtiers étrangers résidant au Royaume de prendre, moyennant finances, des lettres de provision tenant lieu de lettres de naturalité : « Ils seront tenus chacun d'eux prenant lesdites lettres payer, pour une fois seulement, les sommes que chacun d'eux seront taxez en nostre conseil... à peine d'amende arbitraire... » De plus, l'édit soumet à la même réglementation les naturalisés en annulant les lettres précédemment accordées : « Voulons estre comprins en ladite taxe tous ceux desdits estrangers qui font ledit traffic de marchandise, banque et courtage, encore qu'ils aient pris lettre de naturalité ». Is. T.XIV, p. 610. La raison de cette taxe est

les rois instituèrent de nouvelles charges, formes d'impôts déguisés, dont la lettre de naturalité était la base. C'est ainsi que Louis XIV, après ses premières guerres, victorieuses, mais ruineuses, oblige les naturalisés à payer une nouvelle taxe, par une déclaration du 22 Juillet 1697 (10). Il s'agit de la confirmation des lettres de naturalité.

Le roi invoque, pour motiver la perception de cette charge, les droits de chevage et de formariage qui n'ont jamais été expressément abolis (11). L'ordonnance soumet à la taxe « tous les étrangers... de quelque qualité et condition qu'ils soient, soit qu'ils aient obtenu lettres de naturalité ou de déclaration, soit qu'ils n'en aient point obtenu ou chacun, de leurs premiers descendants, successeurs, héritiers ou donataires de leurs biens... » (12)

la détresse financière du royaume. La date même de l'édit est celle de la bataille de Coutras. Pour le XVIII^e siècle, v. édits du 26 Janvier 1639, de Janvier 1646, de Mai 1656, du 30 Janvier 1697.

(10) Ex. A.N. K174, n°84, Jacques Piron, du pays de Bergues, obtient ses lettres en Septembre 1701 « au moyen de 300 livres par lui payées en exécution de la déclaration du 22 Juillet 1697 et la somme de 30 livres pour les 2 sols pour livre de ladite somme de 300 livres à laquelle il a été taxé ».

(11) Merlin v° Aubaine : « On est fort surpris de voir énoncer dans cette déclaration les droits de chevage et de for-mariage comme s'ils eussent encore subsisté. »

(12) Is. T.XXI, p.296. Pour ceux qui doivent la confirmation, v. A.N. Q³ : « Propriétaires ou possesseurs d'aucuns domaines, biens-fonds, moulins, bacs, passage, droits, travers et autres droits et revenus, tous les officiers de justice, police et finances et autres pourvus d'offices, de quelque nature qu'ils soient, par les communautés des villes et des bourgs pour leurs octrois et deniers communs, par les propriétaires des forges et fourneaux, foires et marchés, péages, moulins, îles et îlots et domaines engagés ou aliénés de Sa Majesté, par les marchands et négociants, maître de quelque art et

Le fisc régularise ces perceptions. Il faut voir comment apparaît la confirmation des lettres. Au moment de l'accession d'un nouveau roi au trône, les naturalisés devaient, en signe de joyeux avènement, faire confirmer leurs lettres. Naturellement, une nouvelle finance était perçue. Or, la naturalisation est, sous l'Ancien Régime, un contrat passé entre le roi et le solliciteur, une faveur ou une grâce, essentiellement personnelle et précaire. Comme pour le naturalisé, la lettre est personnelle à l'égard du roi. Bien que le principe monarchique, à base d'hérédité, soude sans discontinuité la lignée capétienne, les faveurs accordées par un roi ne sont pas nécessairement et d'une façon sous-entendue octroyées par son successeur. Il faut acheter de nouveau la faveur du souverain. On ne demandera pas de nouvelles lettres, on fera simplement confirmer les anciennes. Ce droit royal de confirmation est en même temps un hommage dû par tout sujet à son souverain. (13)

Il apparaît particulièrement lourd. Les naturalisés paient le droit de confirmation selon les sommes qui sont arrêtées sur des rôles au conseil royal des Finances. Les impétrants sont groupés par généralités, par provinces ou par diocèses. Les sommes sont extrêmement variables et s'échelonnent en général entre 100 et 2.000 livres (14). Elles sont basées

métier que ce soit, hôtelier et cabaretier et par ceux des particuliers de son royaume qui ont obtenu lettres de noblesse, etc... »

(13) Mathorez, T.I, p.140 ; Ferrière v^o Confirmation ; A.N. K170 liasse 1, n^o2 et n^o33.

(14) Ex. A.N. Q³92 n^o18, Province du Hainaut, art.458 : 100livres ; art.460 : 200 livres ; généralité de Tours, art.1078 ; 450 livres ; Province de Hainaut, art.458 : 500 livres ; art. 459 : 600 livres ; Q³91, généralité de Rouen, n^o2370 à 2375 : 2.000 livres ; n^o 51, diocèse de Mende, n^o1036 à 1041 : 2.000 livres. Q³90 n^o44 ; n^o47, généralité d'Auch, 546, 547, 548,

sur la fortune du naturalisé grâce à l'information qui a été faite lors de la délivrance des lettres. Parfois d'ailleurs, la confirmation avait lieu à une date très éloignée de l'avènement du monarque (15). Elle prenait figure d'une des taxes auxquelles étaient soumis les naturalisés.

§ 3. — L'INSINUATION

Aux exigences précédentes vient, au XVIII^e siècle, s'ajouter l'insinuation. Elle est imposée par l'édit royal de Décembre 1703. Il s'agit de l'insinuation laïque qui, nous dit Ferrière, « est un enregistrement de tous les actes dont le public a intérêt à avoir connaissance » (16). Les lettres doivent être insinuées au domicile des impétrants. (17)

549, 550 ; n°49, généralité de Montpellier 801 ; il est curieux de constater que la confirmation des lettres de légitimation se fait moyennant une somme sensiblement égale à celle qui est exigée pour les lettres de naturalité. Le prix de la confirmation des lettres de noblesse est beaucoup plus élevé.

(15) Ainsi A.N. Q³91 n°3 : lettres datant de 1713, confirmées en 1737 seulement ; Q³92, généralité de Montpellier, art. 2864 : les héritiers de la demoiselle Claire de Berty, fille de Philippe de Berty, naturalisé en 1663, font confirmer leurs lettres en 1757 ; cf. généralité de Riom, art.1669, etc...

(16) Déjà François I^{er} avait décidé qu'il serait tenu dans chaque baillage ou sénéchaussée un registre particulier sur lequel serait obligatoirement transcrit tout acte de disposition entre vifs à titre gratuit. Cette insinuation faite au Châtelet de Paris, en vertu de l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539 donnait lieu à la perception d'un droit et assurait à toute donation une publicité sérieuse. Cf. Bourjon, T.I, Titre VII, ch.II, Sect.I, 3, p.91.

(17) Art. 17 de l'édit de Déc. 1703 : cf. Warnkönig und Stein Französische Staats, T.II, p.182 : « Vom Ortsrichter insinuiren ».

L'édit semble faire de cette formalité une nouvelle condition substantielle de l'effet des lettres : « Voulons... que jusqu'à l'insinuation lesdites lettres ne puissent avoir aucun effet en justice ni autrement » (18). Mais en fait l'insinuation n'est qu'un impôt déguisé et la royauté ne vit dans cette formalité qu'un moyen d'alimenter le trésor royal. Les édits successifs augmentent les tarifs à mesure que croît la détresse du Royaume. Le règlement de 1703 fixait à 50 livres par lettres le droit d'insinuation. Une déclaration du 27 Septembre 1707 renouvelle cette disposition « Nous avons fait défenses à tous Juges de faire jouir les Impétrans dénommez dans lesdites Lettres, qu'il ne leur soit apparu de l'insinuation qui en aura été faite et du paiement du droit d'insinuation par chacun des Impétrans... » (19). Désormais, chaque naturalisé doit payer le tarif fixé. S'il arrive qu'une lettre mentionne plusieurs personnes, l'avantage fiscal est certain. Un nouveau tarif des droits suit la déclaration du 20 Mars 1708. Il fixe à 100 livres le droit d'insinuation. Une ordonnance du 3 Avril suivant prescrit également qu'il « seroit payé autant de droits d'insinuation qu'il y

(18) Is. T. XX, p. 438 ; Delbez, p. 120, affirme que ce n'est qu'en 1721 et non en 1703 que les « lettres royaux » durent être insinuées.

(19) Cette déclaration avait été précédée par un édit d'Octobre 1705 portant que les lettres de naturalité « ...seront insinuées et les droits payés avant qu'elles puissent être enregistrées et entérinées, sur peine de nullité des enregistrements et entérinements, des procédures faites pour y pourvoir et de 300 livres d'amende contre les procureurs qui auront occupé ». Guyot (v^o lettres d'anoblissement). Cependant il s'écoulait quelquefois un temps assez long entre la délivrance et l'insinuation, ex. A.N. P2592, année 1742 f^o31 v^o, lettres octroyées en 1741 et insinuées en 1742.

auroit d'impétrans dénommez dans lesdites Lettres ». (20)

La doctrine et la jurisprudence contemporaines ont, elles aussi, une attitude révélatrice à l'égard de l'insinuation. Les auteurs sont unanimes pour y voir seulement une « formalité bursale » dont l'omission donnait lieu à une amende envers le fermier du roi, mais n'entraînait pas nullité des lettres de naturalité. Lefèvre de la Planche, dans sa dignité de jurisconsulte, prétend que cette formalité lui a échappé « parce que ce n'est pas du droit, mais le fisc qui y conduit ». Les arrêts sont dans le même sens. Le sieur Boullanger, trésorier général du sceau, mourut à Paris, le 13 Juin 1740 et institua un certain Borio, Italien naturalisé, son légataire universel. Borio avait omis de faire insinuer ses lettres de naturalité. Les héritiers de Boullanger invoquèrent ce prétexte pour prétendre que Borio n'était pas devenu Français et pour former une demande en nullité de legs. Mais un arrêt du 18 Mars 1747 ordonna néanmoins l'exécution du testament de Boullanger. (21)

Telle apparaît l'insinuation, née de préoccupations fiscales, impôt déguisé, et non condition substantielle des lettres de naturalité.

(20) Ce prix d'insinuation est maintenu à 100 livres par le tarif du 29 Sept. 1722. V. aussi décision du conseil du 7 Sept. 1727 (Guyot v^o lettres de naturalité).

(21) Bardet, T.I, Li.III, ch.LXXII, p.291 ; Denisart n^o19 ; v. aussi arrêt de règlement du 30 Sept. 1721 (Guyot v^o lettres de noblesse).

TROISIÈME PARTIE

LES EFFETS DES LETTRES DE NATURALITÉ

CHAPITRE PREMIER

L'AUBAINE

Merlin nous donne une claire définition du droit d'aubaine : « On appelle aubaine le droit en vertu duquel le souverain recueille la succession d'un étranger qui meurt dans ses états sans être naturalisé » (1). Ce droit n'est point nouveau et c'est son histoire, avant tout son évolution, qu'il s'agit brièvement de retracer.

Son origine, discutée par les auteurs, ne nous intéresse guère (2). Il est une autre question pour

(1) Merlin v^o Aubaine, T.I, p.523 ; cf. Domat, II,2,504 ; le droit d'aubaine, si répandu en Europe, n'était pas reconnu en Espagne, comme on peut l'induire des Codes ; V. Fuero real, ley 2, título 24, libro 4, mandant que les pèlerins, spécialement ceux qui se rendent à Saint-Jacques de Compostelle, n'y soient pas soumis ; V. Código de las Partidas, ley del título 24, libro III ; (Torres Campos Clunet 1891, p.108).

(2) Certains ont voulu la faire remonter au droit romain, dérivant d'une institution athénienne ; V. Bodin, Traité de la République Li.I, ch.VI ; Lefèvre de la Planché, T.II, Li.VI, ch.I, p.3 et 4 ; v. aussi Domat, T.I, p.504, Préface XIII : « ce qui est fondé non seulement sur le droit romain, mais sur l'ordre naturel qui distingue la société des hommes en divers Etats, Royaumes ou Républiques » ; cf. Pilet, p.91 et ssq. — D'autres ont interrogé les lois barbares et notamment celle des Lombards (Li.III, Ti.XV, édit de Rhotaris) ; V. Mabillon, Ann. Ord. Bened., T.I, p.699 ; Louët et Brodeau, T.I, p.53, lettre A, n^o11 : « La source et l'origine de nostre droit d'Aubaine est tirée des Testaments qui contiennent le partage que le roi Charlemagne et Loüis le Débonnaire, firent de leurs Empire et Royaume entre leurs en-

nous plus importante. Lorsque la fière maxime de Beaumanoir « Cascuns barons est souverain dans sa baronnie » bigarrait la Gaule féodale, le droit d'aubaine appartenait à chaque seigneur dans sa terre (3). Notre tâche est d'expliquer comment ce droit est devenu « royal, souverain et annexé à la Couronne, non séparable, communicable ny cessible à aucun Seigneur du Royaume, fût-il pair de France, Duc, Marquis, Comte ou Baron ». (4)

C'est une longue et tenace lutte qui aura pour enjeu l'appartenance exclusive du droit d'aubaine.

Dès que les Capétiens, ces rassembleurs de la terre française, purent faire valoir par la force leurs prétentions à l'unité sous leur égide, ils tâchèrent de réduire, puis de supprimer et de monopoliser à leur profit les droits souverains des seigneurs. Ils firent progressivement du droit d'aubaine un privilège inhérent à la Couronne. Ce fut un aspect de cette longue lutte, entreprise contre la féodalité, qui commence avec Louis VI et ne se termine qu'au xvi^e siècle.

fans, par lesquels ils le réservent réciproquement aux successions l'un de l'autre, et veulent que les sujets d'eux tous, succèdent aussi respectivement en leurs Etats... » Nous préférons voir dans le droit d'aubaine un produit né de la féodalité, comme une dépendance du servage (v. Sapey, p.16 à 35). En effet, dans le droit romain ou dans le droit barbare, on ne peut découvrir que des dispositions éparses sur la succession des étrangers. (Une théorie curieuse veut voir la naissance du droit d'aubaine dans une loi d'Edouard III, roi d'Angleterre ; Le Bret ; Gaschon, etc...).

(3) V. charte de Philippe le Hardi d'Août 1280, citée par Louët et Brodeau, T.I, p.53, lettre A. n°9 : « Habebit omnimodam justiciam altam et bassam videlicet sanguinem, furtum... espave, aubeine, hasbaneum... »

(4) Loysel. Divers opuscules tirés des Mémoires de M. A. Loysel, au Livre d'observations meslées après la p.72, p.8 des feuilles ajoutées.

Cependant, jusqu'à Louis VII, le pouvoir royal semble être en recul continu devant la féodalité triomphante. Louis IX lui-même est encore un roi féodal. Néanmoins, les Etablissements de Saint Louis sont les premiers monuments qui transforment théoriquement le droit d'aubaine en un droit régalien : « Se aucuns aubains ou bastard müert sans hoirs ou sans lignaige, li Roy est hoirs » (5). En fait, la lutte va continuer, malgré le caractère décisif de ce texte (6). Les officiers du roi élèvent des prétentions. La lutte déborde le terrain juridique où les légistes ressuscitent au profit du roi seul des lois romaines, oubliées jusqu'alors. C'est la lutte matérielle, la lutte par les armes qui va décider de l'issue finale. Si le roi est assez puissant pour se réserver le droit d'aubaine, les seigneurs s'inclinent. Grâce à l'énergie des uns, à la sainteté des autres, « il y a manifestement quelque chose de changé... L'idée royale a regagné un tel terrain qu'elle ne peut plus être compromise par l'incapacité de celui qui la représente. Vienne un prince énergique, habile et persévérant et sa cause

(5) Li.II, ch. 31, éd. Viollet, T. II, p. 428. Le seigneur n'est admis à l'hérédité que lorsque l'aubain décèdera proprement sur ses terres : « ...ou li siers sous qui il est, se il müert el cuer del chastel ». Quand l'aubain décédait sans laisser 4 deniers au baron, tous les meubles étaient acquis à ce dernier ; cf. Wuitry, T.I, p.296. D'autre part, les Et. déclarent que l'aubain ne peut faire autre seigneur que le roi. (V. Beugnot, essai sur les institutions de Saint-Louis, p.334). Perrecciot, T.II, p.73, en déduit : « De là est venu l'usage si notoire en France que le droit d'aubaine n'appartient qu'au roi ».

(6) Pendant longtemps encore, de puissants seigneurs tels que les comtes de Vermandois, les comtes de Champagne, jouiront du droit d'aubaine (Brussel, T.II, Li.III, ch.XVI, p.944).

sera définitivement gagnée » (7). Ce fut Philippe le Bel, un grand roi. Nul doute qu'il ne fit des tentatives pour étendre jusqu'au monopole la prérogative royale du droit d'aubaine. Les seigneurs résistèrent (8). Le roi fut obligé de réagir lui-même en 1301 contre les excès de zèle de ses collecteurs (9) ; dans sa fameuse ordonnance sur les bourgeoisies, il reconnaît et consacre les droits des seigneurs (10). Cependant, par degrés et avec une prudente lenteur, les ordonnances royales, tout au long du *xiv*^e siècle, proclament l'exclusivité de l'aubaine au profit du roi (11). Quelques coutumes

(7) Halphen et Sagnac, T.VI, p.186 ; cf. Giraud, T.I, p.1.

(8) V. Luchaire, *Inst. Fr.* p.595. En Champagne en particulier, les mécontentements furent très vifs. Ils éclatèrent dans la réaction de 1315.

(9) O.L. T.I, p.3308. L'ordonnance porte que les collecteurs du roi n'exploiteront pas les biens des aubains, qu'auparavant il n'ait été constaté par une requête que le roi « est en bonne possession de percevoir et d'avoir les biens des aubains décédant dans les dites terres », Sapey, p. 41. V. aussi Brussel, T.II, Li.III, ch.XVI, p.950.

(10) Is. T.II, p.759, § 24. « Item volumus quod ordinatio burgensie per nos et nostrum consilium facta, diu est, super burgenses custodiatur et firmiter teneatur ; et si contingeret quod emergeret quæstio, quod si gentes nostræ requirant aliquem tanquam burgensem nostrum, quem aliquis prelati, aut baro, aut quivis alius nobis subjectus, dicerent esse hominem, aut justiciabilem suum aut quid in eorum jurisdictione commisisset, negantes ipsum esse burgensem nostrum, recredientia fiat de illo per illum qui eum tenet, si ita sit quod in casu recredientie teneatur... ».

(11) Cependant l'édit du 5 Décembre 1315 supprime le droit d'aubaine. Il reproduisait une constitution de Frédéric II du *xiii*^e siècle, l'authentique « omnes peregrini » (*Code Li.VI, Ti.59, Communia de successionibus*, 10). S'il faut en croire Heineccius (*Elem. juris germ.* p.428), ces dispositions furent observées en Allemagne et en Italie. Mais d'après d'autres auteurs (Ricard, *Donat*, part.I, ch.III, sect.IV, Gaschon, *Pilet*, p.123 et ssq.), l'authentique n'eut pas une portée bien générale. Honorius III confirme cette suppres-

la réservent encore au seigneur haut-justicier. Mais les légistes prétendent que « le roi n'est pas soumis aux coutumes » (12). Lors de leur rédaction, les discussions continuent encore (13). Dumoulin, bien entendu, se prononce en faveur du seigneur haut-justicier. Sur l'article 188 de l'ancienne coutume du Bourbonnais, il écrit : « *Et sic non est jus reservatum regi nisi in locis ubi fiscales usurpant* », et sur l'article 48 de la coutume du Maine : « Ce sont les droits anciens des nobles d'avoir généralement tout droit de confiscation en leurs terres où ils ont haute justice... Combien que depuis aucuns fiscaux Royaux questuaires cherchans toutes nouvelles inventions pour augmenter le fisc du roi, et diminuer les droits des inférieurs, et mesmement de l'état de noblesse, qui est le principe, original fondement et défense de la Couronne. Et d'entrée se sont efforcez leur oster les aubains... Il vaudroit beaucoup mieux réintégrer et maintenir les droits

sion ; v. Pradier-Fodéré, T. III, p. 631, n° 1642. Elle n'eut qu'une durée éphémère. L'ordonnance du 3 Septembre 1386 proclame pour la Champagne ce qui était déjà le droit commun de la France. (V. à ce sujet, Brussel, p.249, citant l'art. 58 de l'ancien coutumier de Champagne).

(12) Arrêt du 22 Janvier 1422 ; Papon, arrêts not. Li.V, Ti.II, arrêt I, p.154.

(13) Biens au seigneur haut-justicier : Laon, art.10 ; Châlons, art.14 ; Dunois, art.16 ; Chabris, art.26 ; Selles, art.6, ch.3 ; Valencay, art.5 ; Sens, art.10 ; Auxerre, art.13 ; Lorris, art.471 ; Marche, art.328 ; Anjou, art.41 ; Maine, art.48 ; Saint-Aignan, art.20 ; Anc. cout. Hainaut, ch.86 ; Anc.cout. Bourbonnais, art.188. Biens au roi : Nouv.cout. Melun, art.5 ; Valois, art.3 ; Chauni, art.43 ; Ponthieu, art.19 ; Poitou, art.198 ; Amiens, art.253 ; Amboise, art.1 ; Montrichard, art. unique ; Anc.cout. Péronne (Nouveau Coutumier général, Paris, Brunet, 1734, 4 vol. in-f°, T.II, p.603) ; Vermandois, art.4 ; Reims, art.335 ; Loudunois, ch.30, art.1 ; Tours, art.320 ; Maine, art.356 ; Anjou, art.344 ; Bretagne, art.481 ; Vitry, art.141 et 142 ; Artois, art.50.

anciens des Etats de France sans lesquels la couronne ne peut fleurir ne durer ». (14)

En dépit de ces controverses, le xvi^e siècle voit l'aboutissement de tant d'efforts. La monarchie française, à l'époque de la Renaissance, connaît la période d'épanouissement, après celle de la lutte. Les rois qui possédaient déjà le pouvoir exclusif de naturaliser se servent de ce droit pour accaparer l'aubaine à leur profit. Désormais, le droit d'aubaine devient un droit domanial et inaliénable, un attribut de la couronne (15), et cela, sans discussions possibles. Loysel peut écrire : « Les rois de France octroyans aux Seigneurs du Royaume le Droit de Justice se sont réservés spécialement les droits d'aubaine et autres cas Royaux... Les seigneurs voisins du Royaume de France ont de tout temps pris et prennent encores pour ce jourd'huy le droit d'aubeine en leurs terres sur les originaires du Royaume de France, de mesme a-t-il esté et est raisonnable que le Roy prenne le dit droit en son Royaume » (16). Les auteurs du xviii^e siècle

(14) Bourdot de Richebourg, T.I, p.469. V. aussi notes de Dumoulin, sur l'art.41 de la cout. d'Anjou ; art.5 de la N.C. de Melun ; ch.86 de l'A.C. de Hainaut ; art.20 de la cout. de St-Aignan ; art.188 de l'A.C. de Bourbonnais. En 1506, un procès, rapporté par Loüet (T.I, p.51) a lieu à ce sujet entre le roi et un seigneur haut-justicier. Le procureur royal obtient gain de cause. Mais l'aubaine lui est accordée par provision seulement et avec cette restriction : « *Salva super hoc nobis questione proprietatis* ».

(15) V. Cambolas, Li.V, ch.XLIX, n°1, p.557, arrêt de la 2^e chambre des Enquêtes du 9 Mars 1628 : un aubain, nommé Jean Colonel, est mort. Pol Dax, seigneur de Leuc, prétend à l'aubaine en tant que haut-justicier. Il est débouté de sa demande au profit du procureur général du Roy ; Maynard, T.II, Li.VIII, ch.XLVIII, p.257 ; T.II, Li.X, 1^{er} arrêt, p.518 et ssq. T.I, Li.VI, ch.78, n°3, p.550.

(16) Loysel, op. cit. ; cf. Ferrière v° Naturaliser : « Ce droit est inséparable de la Couronne, sans qu'il puisse ap-

présentent le droit d'aubaine comme ayant toujours appartenu au roi et ayant été usurpé pendant un temps par la féodalité. En réalité, écrit avec juste raison Mme Folain-Le Bras « ce vieux droit seigneurial a été conservé grâce à son incorporation aux droits domaniaux qui lui permet de survivre au régime féodal » (Thèse, p. 82).

Tous les étrangers nobles et roturiers sont soumis au droit d'aubaine car les légistes régissent les nationaux par le droit civil et les autres par le droit des gens.

En pratique cependant, le droit d'aubaine rapporte peu à la couronne, surtout dans les derniers siècles de l'Ancien Régime. En effet, le roi y apporte volontairement de nombreuses exceptions. Il en fait généralement don à ses officiers (17). Ce don est entériné au Trésor.

partenir à quelque seigneur que ce soit. Les aubains ne sont dans le Royaume que par la permission du roi qui veut bien les y souffrir : c'est pourquoi il est juste que les droits et avantages qui peuvent revenir en conséquence de la demeure qu'ils font en France, appartiennent à Sa Majesté ; cf. Choppin, Li.I, Ti.XI, p.97, n°1 ; Bacquet, IV^e partie, ch. XXVII, n°2 ; Cambolas, Li.V, ch.XLIX, n°2, p.558 ; Ferrière, Cout. T.II, Ti.VIII, art.167, p.1112, n°5.

(17) V. A.N. KK.628 p.105 et ssq. très nombreux brevets de « dons d'aubeyne ». Ces dons sont valables même quand ils sont obtenus avant la déclaration et l'adjudication (Ferrière, Cout. T.II, Ti.VIII, art.183, p.1432, n°3) ; Journal des Audiences, T.II, Li.VII, ch.XXV, p.673, arrêt du 22 Août 1668 ; Blondeau et Guéret, T.II, p.699, arrêt du 20 Juillet 1686. Quelquefois le donataire n'est pas un officier royal : cf. Journal des Audiences, T.III, Li.IX, ch.XV, p.701, arrêt du 31 Mai 1683 où l'aubaine a été accordée à Daquin, premier médecin du roi ; op.cit. : T.III, Li.XI, ch.IX, p.975, arrêt du 19 Mars 1685 par lequel l'aubaine a été octroyée à Jacques Le Brun, valet de pied de la duchesse d'Orléans. Il peut arriver que la veuve du défunt, désirant appréhender la succes-

Si le droit d'aubaine est en général reconnu, il souffre diverses exceptions. Certains lieux en sont exemptés : des provinces comme le Languedoc (18), la Guyenne et la Provence ; des villes comme Calais, Metz, Longwy, Dunkerque, Reims, Tournai (19). Certaines personnes n'y sont pas soumises : des étudiants (20), des ambassadeurs (21), des commerçants, des voyageurs. On a discuté pour les princes des maisons souveraines. (22)

Ces exceptions se multiplient de plus en plus tout au cours du XVIII^e siècle. Le droit d'aubaine

sion, prétende que son mari n'était pas étranger. Dans ce cas, la jurisprudence estime que c'est le donataire du roi qui doit fournir la preuve que le *de cuius* n'était pas regnicoile ; cf. arrêt du 31 Mai 1683 (Journal des Audiences, T.III, Li.IX, ch.XV, p.701) : le donataire n'ayant pu prouver le caractère d'aubain du *de cuius*, la veuve fut maintenue en la possession des biens du défunt, sur les conclusions de l'avocat général de Lamoignon. Le donataire du roi doit même « articuler l'endroit » de la naissance du *de cuius* (Loüet et Brodeau, T.I, p.54, 1^{re} colonne, lettre A, arrêt du 19 Mars 1685). V. aussi Basnage, T.I, art.148, p.247 et ssq. ; Journal des Audiences, T.IV, Li.XII, ch.II, p.664, arrêt du 7 Mai 1697.

(18) V. Boniface, T. II, p. 59 ; La Roche Flavin, Li. IV, Ti.V, arrêt 5 ; Maynard, T.I, Li.IV, ch.57, n^o6, p.550 ; T.II, Li.X, arrêt 1, n^{os} 7 et 8, p.518 ; Papon, Not.3, p.469.

(19) V. cependant A.N. K172, n^o191 ; Cambolas, Li.V, ch. XLIX, n^o2, p.557.

(20) Néanmoins, Ferrière, Cout. T. IV, Li. XV, art. 318, p.737, n^o8, écrit que « les suppôts de l'Université sont soumis à l'aubaine ».

(21) Pour toutes ces exceptions, v. Lefèvre de la Planche, T.II, Li.VI, ch.III, p.33 à 36, ch.IV p.37 à 39, ch.V p.50 à 86, ch.VI p.87. En 1753, le roi renouvelle cependant les lettres d'incolat au marquis de Saint-Gunain, ambassadeur du roi de Sardaigne (Denisart, v^o aubaine).

(22) Le fait que des lettres de naturalité leur aient été octroyées prouve qu'ils étaient soumis à l'aubaine ; ex. René, duc de Lorraine (1506) ; Médicis (1519) ; duc de Mantoue (1539) ; Antoine, duc de Lorraine (1539) ; Guillaume, duc de Juliers (1540) ; Henri III, roi de Pologne ; Philippe V, roi d'Espagne.

était basé d'une part sur la grande idée de conservation des richesses dans le royaume. La doctrine économiste lui préfère des théories plus libérales ; les auteurs insistent sur son inutilité (23). Il reposait d'autre part sur l'idée de représailles. Mais les dernières années de l'Ancien Régime voient, de plus en plus fréquents, les traités d'exemption réciproque du droit d'aubaine. (24)

Il fut définitivement aboli par la Constituante (décret du 6 Août 1790).

(23) Déjà qualifié de « haineux » par Boutiller, le droit d'aubaine est appelé « insensé » par Montesquieu (Esp. des Lois, Li. XXI, ch. 27).

(24) Ces traités n'entraînaient nullement la naturalisation. Ils sont extrêmement nombreux. V. A.N. P2597, Année 1765, f° 12 v° : entre les sujets du roi de France et ceux du margrave de Baden-Dourlach ; f° 14 v° : margrave de Baden-Baden ; Année 1768 f° 37 : Bavière ; f° 40 : Trèves ; f° 42 v° : Hesse-Darmstadt ; f° 44 v° : Hesse-Cassel ; f° 47 v° : Strasbourg ; f° 46 : Francfort ; P2598 Année 1769 f° 2 : Liège ; f° 19 : Spire ; f° 21 : Cologne ; B.N. Coll. Clairambault v° Aubaine n° 1053 f° 35 : 22 villes impériales ; (année 1770) ; A.N. P2599, Année 1773 f° 330 ; P2600 Année 1775 f° 27 v° ; f° 50 ; f° 55 ; P2601 f° 1 etc...

CHAPITRE II

L'ÉCHEC A L'AUBAINE

« Combien que l'estranger puisse tester, et par testament disposer de tous les biens qu'il a au Royaume de France » (Bacquet, II, 81). Tel est le principal effet des lettres de naturalité auquel l'unanimité des auteurs donne la première place. C'est le grand, le vrai privilège que les lettres confèrent (1). L'aubain ne pouvait disposer par testa-

(1) Traditionnellement, les auteurs groupent les effets des lettres de naturalité sous trois rubriques principales : ces lettres permettent au naturalisé de disposer de ses biens par testament, de rendre ses parents regnicoles ou naturalisés capables de lui succéder ; enfin, elles l'habilitent lui-même à appréhender une succession. (Basnage, T.I, p.248 ; Bacquet, ch. XXIV, p.72 ; Ferrière ; Bonne p.46 ; Sapey, etc...). Les deux premiers effets, reprise d'une distinction du Digeste, ne sont que les deux faces d'une même question. Le troisième n'en est pas un à proprement parler, bien qu'on ait discuté. En effet, un arrêt du Parlement de Grenoble du 11 Juillet 1622 a jugé qu'un aubain pouvait être institué héritier, car « *habebat testamenti factionem passivam* » (Basset, T.II, Li.VIII, Ti.I, ch.VI, p.437). Cependant, cette règle n'est peut-être pas très observée, puisque Lefèvre de la Planche se demande si l'étranger est capable d'appréhender une succession avant l'enregistrement de ses lettres de naturalité : « S'il n'a pas laissé écouler un temps considérable, il est évident que sa capacité remonte au jour de la date de ses lettres... »

Les lettres de naturalité semblent également permettre au naturalisé de disposer entre vifs ; en fait, ce n'est pas un privilège qu'elles confèrent. L'aubain peut disposer entre vifs, « pourveu que ce ne soit en fraude du fisque ». Papon, arr.

ment. « Espaves ne peuvent faire testament que de cinq sols », dit l'Ancienne Coutume de Péronne (2). Certains auteurs ajoutent : « Pour cause de mort, modérément pour leurs exèques » (3). Remédiant à cette incapacité, la lettre de naturalité permet au concessionnaire de « disposer de tous les biens qu'il a ou pourra acquérir en France par testament, ordonnance de dernière volonté, donations entre vifs ou autrement ainsi que de droit lui sera permis ». (4)

SECTION I. — *Le droit de tester*

Ce privilège est si entier, si large même que, sur ce point, la situation du naturalisé est supérieure à celle du regnicole.

En effet, d'après la coutume de la situation des biens, il était prohibé de donner entre vifs ou par

not. p.155. Arrêt du 24 Nov. 1544. En effet, les donations sont actes du droit des gens dont les étrangers sont capables. V. Digeste XXXV, II *Ad legem Falcidiam*, I *in princ.* ; Digeste, XXVIII, V. *De hæredibus instituendis*, 6, § 2, *Solemus...* ; Papon, Not.3, p.464 ; Arrêt du Parlement de Bretagne du 26 Mars 1620, Loüet et Brodeau, T.I, p.53, lettre A, 1^{re} col. ; arrêt du 20 Décembre 1667, Basnage, T.I, p.249, art.248. C'est ce qui a donné naissance à l'adage : « L'aubain vit comme libre et meurt comme esclave ». V. Pradier-Fodéré, T.III, p.628, n°1641.

(2) Nouveau Coutumier général, Paris, Brunet, 1734, 4 vol. in-f°, T.II, p.603.

(3) Coquille, T.II, p.122, cf. Laon, art.8 et 9 ; Reims, art.340 et 341.

(4) Phrase extraite de la lettre accordée à Joseph Boupkiewicz, Polonais, en Mars 1733, A.N. KK627 f°1 ; cf. K172, n°49.

testament ses héritages propres, sinon du quint ou de moitié, ou bien à vie seulement (5). Le retrait féodal, le retrait lignager, des entraves plus ou moins puissantes enchaînaient la volonté du testateur ou en paralysaient l'effet. Le but de ces coutumes diverses était la conservation des biens dans les familles et une transmission dans un ordre invariable. (6)

Le naturalisé, lui, pouvait disposer de tous ses biens (7). Il n'a pas en principe de famille française, par conséquent point de transmission nécessaire, point d'application de la règle « *paterna, paternis* », point de distinction entre les acquêts et les propres. Un arrêt du 8 Juin 1576 confirme cette situation privilégiée : Auguste de Champagne, étranger naturalisé, dispose de ses biens au profit de son fils adoptif, Français régnicole, demeurant à Tours. Après le décès de Champagne, le procureur du Roi en la Chambre du Trésor prétend la donation nulle comme étant « *omnium bonorum* ». Il

(5) V. Dionysius Pontanus *in consuetudine Blesensibus*, art. 20 ; Bacquet, *op.cit.* p.72 sur la coutume de Touraine.

(6) Bacquet, *ibid.* « Parce que la Coutume prohibant ou restreignant la disposition des héritages propres ou acquets, a esté introduite en faveur des héritages de sang... »

(7) V. Bardet, T.I, Li.III, ch.LXXII, p.292, 1^{re} col. Demangeat, p.166 ; Sapey, p.122 et 123 ; Bickart, etc... Il pouvait cependant arriver un cas exceptionnel : le naturalisé mourait *ab intestat*, laissant des hoirs régnicoles. Traditionnellement, seuls, les immeubles du *de cujus* étaient appréhendés par ses héritiers. Les meubles retournaient au roi. V. Basnage, T.I, p.250 ; Bonne, p.46.

(8) Louët et Brodeau, T.I, ch.XXXVII, Lettre D, p.460 ; V. dans le même sens la sentence de la Chambre du Trésor, rendue le 20 Juillet 1686, Blondeau et Guéret, T. II, p. 999 et ssq.

(9) Daguesseau, 32^e plaid. ; Lefèvre de la Planche, *ibid.* ; Argou, T.I, ch.X, p.82.

prétend qu'il faut au moins la réduire « *ad legitimum modum* », c'est-à-dire au tiers, suivant la Coutume de Touraine (art.234). Mais on objecte que la coutume ne parle que des vrais héritiers, que l'étranger ne peut avoir de famille. L'arrêt qui intervient déclare la donation bonne et valable et déboute le procureur du Roi. (8)

§ I. — « PROVISIO HEREDES IMPETRANTIS SINT
REGNICOLAE. »

Choppin, parlant des lettres de naturalité, écrit : « Les Rois de France ne font point de difficultés d'en octroyer à ceux qui demandent d'en être pourvus, mais il faut que la clause et condition qui y est ordinairement insérée y soit exprimée : « *pourvu que les héritiers de l'impétrant soient regnicoles* ». » (Dom. Li.I, Ti.XI, n°32). A partir du xvi^e siècle, cette phrase est insérée, presque sans exception, dans toutes les lettres. N'y serait-elle point, par suite d'une négligence ou d'une omission volontaire, qu'elle devrait être entendue (9). D'ailleurs, « à la vérification de telles lettres, Messieurs des Comptes ont accoustumé mettre cette clause ordinaire ». (10)

La clause « *Provisio sint...* » apparaît donc comme une caractéristique des lettres de naturalité (11).

(10) Bacquet, Aub. p.75 ; Dupuy, Mémoire du droit d'aubaine, p.657.

(11) Exceptionnellement, nous avons rencontré deux exemples de lettres où cette clause est mise en échec. V. A.N. K174, n°17, naturalité au duc de Richmond et à sa mère en 1685 dont les héritiers pourront appréhender la succession « encore qu'ils ne soient nos regnicoles » ; V. aussi A.N. P2600 ; cf. P2600, f°73.

Elle soumet leurs effets à la condition qu'elle édicte. Elle leur donne une physionomie originale. Elle se révèle d'une force particulière. On a discuté sur l'étendue exacte de chaque mot. A notre tour, nous devons essayer d'en définir la portée.

A) « *Regnicolae* ».

Pour fixer le sens de « *regnicola* », plusieurs explications ont été proposées. La première en date est la plus communément admise. Elle consiste à dire que le régnicole est celui qui demeure en France. C'est le sens étymologique. (12)

Mais Poullain du Parc, à la fin du XVIII^e siècle, prend ce terme dans une autre acception : « Le régnicole est celui qui est né en France ou dans les colonies qui dépendent de la monarchie française » (T.II, Li.I, ch.XV, p.19).

Demeure ou naissance en France ; un de ces deux éléments va-t-il l'emporter sur l'autre ?

En pratique, une troisième solution s'impose, suivie par la jurisprudence et une partie de la doctrine, qui donne au mot « *regnicola* » un sens moins étroit et plus fort. Elle ne rejette pas les deux acceptions proposées, mais les soude au contraire l'une à l'autre. Bacquet l'exprime en écrivant : « le-quel mot de régnicole, il faut entendre *quod heredes sint regnigenae et regnicolae, id est, nati in*

(12) Argou, *ibid.* *Regnicola* (*regnum colo*) est employé dans la littérature latine avec le sens d'habitant du royaume des cieux (Aug. Faust. 20,7) : *Colere*, c'est cultiver, soigner, et par suite, habiter, vivre. *Colere urbem* : habiter Rome (Cicéron, Fam. 2, 12, 2). Cf. *incola* : celui qui demeure dans un lieu ; *incolae nostri* : nos compatriotes (Cicéron Nat. 2, 140 : Fin, 5,3 ; C.M. 78).

regno et manentes in regno » (13). Ce renforcement du sens de « *regnicola* » est le produit d'une évolution nécessaire. Déjà, Papon, commentant la clause « *proviso sint...* », écrivait : « si faut-il oultre cela : *quod sint indigenae et nati in regno* » (14). Insuffisant d'après son sens étymologique, le mot « *regnicola* » doit avoir ici deux antennes qui se complètent, un sens particulièrement large.

Cette conception est affirmée par de nombreuses décisions jurisprudentielles. Papon rapporte un arrêt du Parlement de Paris particulièrement typique. Un étranger, nommé Ramelot, était mort, laissant pour successeur Guillemette Ramelot, sa sœur germaine. Cette dernière était née à Namur, mais demeurait en France. Pour plus de sûreté, elle s'était d'ailleurs fait naturaliser depuis la mort de son frère. Or, la succession fraternelle lui fut disputée par un cousin du *de cujus*, Robert de Torcy. Ce dernier était né et demeurait en France. Ce fut lui qui recueillit la succession à l'encontre de la propre sœur du défunt. (15)

(13) Bâquet, op.cit., p.75 ; cf. Denisart v^o Aubaine écrivant qu'Argou se trompe en soutenant qu'il suffit que les enfants soient regnicoles, mais qu'il faudrait dire regnigènes. Nous estimons que le mot regnigène est également insuffisant car il ne fait apparaître que l'autre face de la question. Γένος signifie la naissance et par suite le temps, le lieu ou la condition de la naissance ; γένει πολίτης dans Démosthène (628,8) veut dire citoyen par la naissance. V. Sapey, p.118 et ssq. ; Demangeat, p.166.

(14) Arr. Not. p.242 ; cf. Dupuy, op.cit. p.657.

(15) Arr. Not. p.154 et ssq. ; cf. Bâquet (ibid.). Les héritiers, bien que demeurant en France, mais nés hors de France, ne peuvent succéder car « *peregrini sunt et alienigenae ideoque haereditatum incapaces* ». V. Cout. de Sens, ch.91.

B) « *Heredes* ».

Pour certains auteurs, le mot « *heredes*, » désigne seulement « ceux qui de droit sont les plus proches à succéder ». On entend par là les héritiers du premier degré ou du moins ceux de la première transmission. Si donc les plus proches parents du naturalisé n'étaient pas regnicoles, la succession ne leur appartenait pas.

Mais cette acception apparaît à la majorité de la doctrine « plus subtile qu'équitable ». Comme celle de « *regnicola* », l'interprétation de « *heredes* » doit encore être étendue. Bacquet, reprenant le Digeste, nous en donne la signification « *Cum heredis appellatio, non solum ad proximum haeredem, sed ad ulteriores referatur; et heredis appellatione omnes successores significantur* ». Les « *heredes* » sont donc tous les parents susceptibles de succéder. En conséquence, la succession du naturalisé sera toujours appréhendée par le plus proche parent regnicole. Les cas de déshérence seront bien plus restreints. Cette solution est conforme à la coutume générale. « Le mort saisit le vif, son hoir le plus proche habile à lui succéder ».

Les « *heredes* » sont en premier lieu les enfants du naturalisé. Il s'agit, bien entendu, des enfants légitimes « issus de bon et loyal mariage » (16), car « bâtards ne succèdent point ». Sous l'influence du droit canonique, les bâtards sont rejetés hors de la famille (17). Il peut s'agir aussi d'enfants adop-

(16) Ainsi s'expriment les lettres de bourgeoisie ; ex. typique P.J. n° 6.

(17) V. notamment Regnault, p. 73.

tifs auxquels on reconnaît également la « *capacitas hereditatis* ». L'arrêt de principe, déjà cité, est celui du 8 Juin 1576 par lequel la succession d'un naturalisé nommé Champagnon fut adjugée à son fils adoptif contre le procureur du roi (Loüet et Brodeau, T.I, p.460).

Puis, les « *heredes* » sont tous les autres parents regnicoles de l'étranger qui passent avant les parents naturalisés, quoique plus éloignés en degrés. (18)

Un cas plus spécial peut se présenter. Le naturalisé meurt, ne laissant que sa veuve. Cette dernière peut appréhender la succession, à condition d'être regnicole. Ainsi, par arrêt du 9 Août 1613, le Parlement de Paris, infirmant la sentence du Trésor du 29 Mars 1612, fit mainlevée à Antoinette Joly, veuve d'un Piémontais naturalisé, de tous les biens appartenant au défunt et qui avaient été saisis par le substitut du Procureur général du Roi. (19)

§ 2. — « LES ENFANTS RÉGNICOLES VALENT A L'AUBAIN
DES LETTRES DE NATURALITÉ. »

Il arrivait souvent qu'un aubain, retiré en France, ait fondé une famille entièrement française. Dans ce cas, il était admis que, lors du décès du père, les enfants pouvaient appréhender la succession paternelle. Encore fallait-il que les enfants fus-

(18) Loüet et Brodeau, T.I, p.52 ; Coquille, T.II, p.122 ; Giraud, p.10. « Les parents regnicoles étaient considérés comme ayant sur leur succession un droit acquis... ». Demangeat, p. 163 et ssq. ; Clotet, p.95 ; Bickart, p.18 et ssq.

(19) Loüet et Brodeau, T.II, p.700, lettre V, n°3 ; l'édit *unde vir et uxor* a lieu entre naturalisés, arrêt du 9 Août 1613.

sent légitimes, nés au Royaume et y fissent leur demeure « réelle ». Cet usage permet à Choppin d'écrire : « ...Toutefois, nos rois usent avec une très grande modestie et retenue du droit d'aubaine, et nommément en ce qu'ils ne font point d'empêchement aux enfants d'appréhender la succession de leur père étranger » (Li.I, Ti.XI, n° 34, p.122). Ce principe est confirmé par la doctrine et la jurisprudence. (20)

La situation pouvait être moins simple. L'étranger avait eu des enfants dans son pays d'origine. Il lui en naissait d'autres en France. Dans ce cas, il n'existait aucune différence entre les frères nés à l'étranger et les frères regnicoles. « Comme la raison veut que la condition des enfants soit égale... ceux-ci valent lettres de naturalité aux autres » (21). Là encore, le droit d'aubaine était mis en échec, et malgré l'absence de lettres de naturalité.

SECTION II. — *Le naturalisé meurt sans héritier*

Il arrivait que l'étranger naturalisé meure sans hoirs regnicoles, sans héritier, et même qu'il n'ait pas usé du droit de tester que lui conféraient les

(20) V. Nouvelle Coutume de Péronne, art.7 (Bourdote de Richebourg, T.II, p.627) ; Rebuffe, p.383, n°3, explique cette règle par le fait que, souvent, la mère est regnicole : « *Nam licet pater sit exterus tamen filii sunt regnicolæ, et privilegio matris filii succedent patribus... Nam partus sequitur ventrem* » ; Papon, Not. 3, Li.VI, p.465 ; Merlin v° Aubaine ; Pothier, T.I, Sect.I, § 1 ; Bonne, p.48 ; Loüet et Brodeau, T.I, Lettre A, p.51, n°3, n°16 ; arrêt du 6 Mai 1606, T.I, p.52, n°4.

(21) Le Brun, Succ. Li.III, ch.X, Sect.III, p.227, col. 1 ; cf. Sapey, p.126.

lettres de naturalité. Cette situation délicate n'était pas très fréquente, mais sa solution ouvrait le champ à des controverses passionnées. (22)

Deux compétiteurs se présentent pour appréhender la succession : d'une part, le Roi ; d'autre part, le seigneur haut-justicier dans la terre duquel le naturalisé est décédé. Le Roi invoque le droit d'aubaine ; le haut-justicier la deshérence, la vacance des biens. Le droit d'aubaine est inhérent à la couronne. Le droit commun de deshérence permet au seigneur de prétendre aux biens laissés par le *de cuius*. Lequel des deux compétiteurs finira par triompher ?

Au début, la jurisprudence est hésitante et donne des arrêts en sens contraire. On cite traditionnellement le célèbre arrêt du chapitre de Cléry du 27 Mai 1569 : Un des chanoines du chapitre de l'église Notre-Dame de Cléry-sur-Loire était un étranger naturalisé. Ce chanoine mourut sans laisser d'héritier légitime. Le Parlement adjugea sa succession non au procureur royal, mais au Chapitre de l'église Notre-Dame (23). Mais cet arrêt n'est pas un exemple probant, car le chapitre de Cléry avait obtenu la jouissance du droit d'aubaine par une concession gracieuse de Louis XI. (24)

Il est un autre arrêt qui nous semble plus ty-

(22) W. Bacquet, T.II, ch.XXXV, p.106 ; Choppin, Aub., Li.I, Ti.XII, p.127.

(23) Bacquet, *ibid.*, Choppin, *De sacra Politia forensis*, Ti.I, art.25 ; Ti.VI, art.17 ; Charondas, Li.II, ch.VIII, p.216 ; il faut rapprocher de cet arrêt celui du seigneur d'Aulnay, du 10 Janvier 1575.

(24) Choppin, Dom. Li.I, Ti.XI, n^{os} 4 et 5 ; Henrion de Pansey. Dissert. féod. v^o Aubaine ; cf. Coquille, T.II, p.364, arrêt du 22 Mars 1526, par lequel le supérieur succède aux dépouilles de ses religieux.

pique : le 8 Janvier 1575, il fut jugé que la succession d'un Italien naturalisé, Favien Clementine, établi dans le Nivernais, serait dévolue à son seigneur Charles de Guerlay contre le Procureur Général du Roi (Coquille, T.II, p.366). En revanche, voici l'arrêt du 19 Mars 1580, « jugé es Généraux », confirmatif d'une sentence du Bailli de Touraine, qui donne une solution contraire : Jean Brissaud, étranger naturalisé, habitant la Touraine, meurt sans héritier. Le bailli de Touraine adjuge à Thibaut Tonnoye, fermier pour le roi du domaine de Touraine, les biens du *de cujus* à l'encontre de trois hauts-justiciers, les seigneurs de Maillé, de Tournelle et de Mortigny qui se disputaient l'appréhension de la succession. (25)

C'est cette dernière solution qui finit par triompher. Par la suite, de même que le roi avait pu, grâce à de longs et tenaces efforts, se réserver exclusivement le pouvoir de naturaliser et le droit d'aubaine, de même il réussit à s'approprier le droit d'appréhender la succession des naturalisés qui mouraient sans famille régnicole. Toute la doctrine est unanime sur ce point à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle. (26)

(25) Papon, Arr. Not. p.241 ; cf. Bacquet, T.II, p.108 ; Henrion de Pansey, *ibid.*, arrêt du 23 Juillet 1565 et du 16 Juillet 1681 ; Bardet, T.I, Li.III, ch.LXXII, p.292, citant un arrêt dans le même sens du 8 Août 1748, au sujet de la succession de l'abbé Lubisewki, Polonais naturalisé.

(26) Loyseau, Des Seigneuries, ch. XII, § 109, p. 190 : « Portant je tien qu'il est très iuste d'exclurre le haut-justicier de la succession de l'estranger, ores même que naturalisé, mourant sans parens regnicoles, tant a raison de la condition apposée de styl commun, es lettres de naturalité « *pourceu qu'il ait héritiers regnicoles* » qui défaut en ces cas, que pour ce que la naturalisation de l'estranger ne profite pas à ses parents estrangers, qui n'estans naturalisez eux-

Le principal argument invoqué pour étayer la thèse royale est le caractère personnel de la naturalité.

En effet, cette grâce ne peut être accordée par le roi à l'étranger avec l'intention qu'un jour la succession de ce dernier pourrait revenir au seigneur haut-justicier (27). « Le roi ne traite point pour d'autres que pour lui et non pour une tierce personne » (Basnage, T.I, p.250). Le seigneur haut-justicier répliquait alors que le roi, accordant des lettres de naturalité, « ne pouvait espérer aucun droit aux biens de l'étranger d'autant que l'étranger pouvait donner entre-vifs, et donner tout son bien et à plus forte raison le vendre » (28). Les légistes royaux répondaient par des arguments tirés du droit romain, (29)

On invoquait notamment le fameux adage : « *Beneficium non reflectitur in praejudicium con-*

mesmes sont tousjours exclus de succeder... », cf. Guénois, 1^{re} partie, Ti.VI, p.47, note 12 ; Le Bret, Li.II, ch.XI, p.67 ; Basnage, art.148 de la Cout. de Normandie ; T.I, p.250 ; Laurière sur Loysel, Li.I, Ti.I, art.52. Lacombe v^o Aubaine ; Lefèvre de la Planche, T.II, p.183 ; Guyot v^o Lettres de naturalité.

(27) Henrion de Pansey v^o Aubaine ; Choppin Dom. Li.I, Ti.XII, p.127, n.5 : « Le droit et privilège de naturalité a été donné seulement pour et en faveur de celui qui l'a demandé, non point tant à cette intention et dessein, pour faire que le seigneur inférieur fut préféré au roi, aux biens de l'étranger qui serait décédé sans héritiers ».

(28) Choppin, *ibid.* : « D'ailleurs, après que l'état de l'échange a été assuré et confirmé par les lettres du Prince, il faut régler les biens dudit étranger et les mettre aux mêmes rang et qualité que ceux des autres Français naturels, soit pour en disposer, soit pour les posséder. »

(29) A Rome, celui qui émancipait un enfant retenait quelque possession sur les biens de cet enfant. Il se réservait par là même le droit de lui succéder s'il n'avait pas d'héritier.

cedentis » ; il ne serait pas raisonnable de rétorquer le bienfait du Prince au préjudice de son auteur. (30)

Derrière les discussions juridiques se cachent encore des questions de force. Dès que le roi eut le pouvoir matériel de se réserver la succession des étrangers naturalisés mourant sans famille regnicoles, doctrine et jurisprudence furent unanimes en sa faveur.

(30) Daguesseau, 32^e plaidoyer ; Choppin, *ibid.*

CHAPITRE III

LES BÉNÉFICES ET LES OFFICES

Les lettres de naturalité, parmi les privilèges qu'elles confèrent, permettent à l'étranger de tenir des offices et de posséder des bénéfices en France, sous réserve de certaines conditions. Cette question fut, de tout temps, particulièrement controversée. Il est intéressant d'en retracer l'évolution. L'idée dominante est que pratique et doctrine coïncidèrent bien peu.

SECTION I. — *Les bénéfices*

« Nul, de quelque qualité qu'il soit, ne peut tenir aucun bénéfice, soit en tiltre ou à ferme en ce Royaume, s'il n'en est natif, ou s'il n'a lettres de naturalité ». Ainsi s'exprime Pithou, dans les « Libertez de l'Eglise Gallicane » (p. 6).

§ I. — LES ORDONNANCES

A l'origine cependant, les naturalisés, considérés comme étrangers, étaient rigoureusement exclus de la collation des bénéfices. Ainsi en décidait l'or-

donnance célèbre du 10 Mars 1431 (1) : « Nul ne sera reçu aux bénéfices ecclésiastiques, s'il n'est naturel François ». Par là même, les naturalisés se trouvaient exclus. Cette disposition s'inspirait de la constitution des empereurs Arcadius et Honorius : « *In ecclesiis, quae in possessionibus (ut fieri adsolet) diversorum, vicis etiam vel quibuslibet locis sunt constitutae, clerici non ex alia possessione, vel vico ; sed ex eo ubi ecclesiam esse constiterit, ordinentur : ut propriae capitationis onus ac sarcinam recognoscant. Ita ut pro magnitudine, vel celebritate uniuscujusque vici, ecclesiis certus, iudicio episcopi, clericorum numerus ordinetur* » (Code I, 3 De episcop. et cler. 2 ; a. 398).

Mais cette exclusion sévère fut, dès le début, pour les étrangers comme pour les naturalisés, uniquement théorique (2). Charles VIII fait un vérita-

(1) O.L. T.XIII, p.177, 178, 179. Cette ordonnance ne fait que se référer aux principes des prédécesseurs de Charles VII. Une trace en subsiste dans la loi organique de 1801, exigeant que les prêtres soient Français de naissance. D'après Papon (Not.3, Li.VI, p.451, 452, 453) voici les 4 principaux arguments invoqués contre les prêtres étrangers :

1° « La diversité des langages du pasteur et des brebis à luy commises qui ne peuvent estre entendus de l'un par l'autre » (Cf. Blondeau et Guéret, T.II, p.800).

2° « Il faut présupposer que les églises... ont esté fondées, dotées, meublées et dressées d'édifices, ventes, profits, ornemens et toutes autres choses par ceux de la nation et rien par estrangers, qui n'y ont contribué ni employé de leur aucune chose ». (V. Code, XI, De metall. et met. 7).

3° Le prêtre étranger risque de ne pas être « fidèle » et d'être peu aimé de ses ouailles.

4° L'étranger pourvu d'un bénéfice en France peut « s'il demeure en pais estranger, transporter hors du Royaume les deniers procédant des fruits du bénéfice qu'il tiendra et dont ledit Royaume est énérvé et affoibli et la nation estrange fortifiée et enrichie ».

(2) Papon encore écrit (op.cit. p.451) : « ...Au contraire sont veues les principales dignités et églises es mains desdits

ble trafic de lettres de naturalité, sans doute pour alimenter le trésor royal, vidé par les guerres d'Italie. Nombre de ces lettres sont « baillées... pour tenir bénéfice ». Louis XII les révoque, excluant à nouveau les étrangers de la collation des bénéfices (3). François I^{er}, qui naturalise de nombreux ecclésiastiques (4), reprend les dispositions de son pré-

étrangers ». Nous n'en voulons pour exemple que, parmi tant d'autres, les lettres de naturalité accordées à un étranger pour posséder un bénéfice en Mars 1493 (O.L. T.XX, p.435). La même prohibition avait lieu dans les grands fiefs. V. Dom Lobineau, T.I, Li.XXII, p.846 : « Les étrangers étaient incapables de posséder des bénéfices en Bretagne. Les Papes avaient confirmé ce privilège par plusieurs bulles ». Mais là encore « ils y donnèrent atteinte dans la suite. La reine Anne, toute attachée qu'elle estoit au Saint-Siège ne pouvoit souffrir cette contravention ». Cependant Pithou (Comment. sur les Libertez de l'Eglise, art. 39, p.136) estime que la pratique française a dû observer cette ordonnance et en donne trois raisons principales :

a) des prêtres étrangers risqueraient d'ignorer nos us et coutumes ;

b) ils pourraient « insinuer » au peuple français des mœurs étrangères ;

c) ils n'auraient certainement pas d'affection pour leurs ouailles.

Malgré ces raisons, nous restons de l'avis de Papon. Le clergé en France fourmillait de prêtres étrangers, naturalisés ou non. (Sauf peut-être dans de rares diocèses où une coutume bien enracinée voulait que le prêtre fût non seulement né Français, mais de la province même. Ex. Lyon et Cahors. V. Pithou, op.cit., p.452).

(3) Is. T.XI, p.404. Dispositions nouvelles sur la naturalité des étrangers. Le roi a été averti que des lettres de naturalité avaient été « ...baillées et octroyées... » par son prédécesseur « par importunité ou autrement à plusieurs et diverses personnes estrangères... pour tenir bénéfices en nostre dit Royaume ; attendu que telles lettres et octroi sont grandement préjudiciables à nos ordonnances sur ce faites... révoquons, cassons et annulons... » (V. Henrion de Pansey, Aut. judic., p.96, 172, 175, 529).

(4) V. Catalogue des actes de François I^{er}, T.VII, p.613, 614, n°27.627 à 27.631 et A.N. J960, plaquette I, n°11, les ecclésiastiques naturalisés. Choppin, Li.I, Ti.XI, n°1.

décèsseur dans l'ordonnance du 14 Décembre 1535 : sont dans l'impossibilité de posséder des bénéfices les étrangers « non ayant nos lettres de naturalité dérogatives expressément à nos présentes ordonnances » (5). Pour la première fois l'idée apparaît, d'une façon sous-entendue et *a contrario*, que les naturalisés peuvent être admis à la collation des bénéfices. Henri II et ses successeurs naturalisent de nombreux ecclésiastiques (6). Si la jurisprudence continue à se montrer sévère (7), la situation de l'ecclésiastique naturalisé se rapproche de plus en plus légalement de celle du regnicole. L'ordonnance générale d'Orléans de 1560 nous le prouve : « Ne pourront les prélats... ne bailler à ferme le temporel de leur bénéfice aux étrangers qui ne seront naturalisez, habituez et mariez en ce royaume, à peine de saisie dudit temporel qui sera distribué aux pauvres des lieux » (8). Le fossé se creuse entre les étrangers et les regnicoles, mais les naturalisés sont désormais admis à la collation des bénéfices.

On va tâcher seulement d'apporter quelques restrictions à cette règle. C'est l'objet que se propose

(5) Is. T.XII, p.447, Art.92 de l'ordonnance sur l'administration de la justice en Provence. V. Dejamme, Clunet, 1862, p.116.

(6) V. A.N. Inventaire 444, T.II, p.456, 473, 505, etc...

(7) Par ex. la célèbre affaire de l'évêché de Bayeux. Arrêt du 19 Mars 1548 : un certain Trivulce, Milanais, parent du Cardinal, avait été nommé, à la requête de ce dernier, collateur de l'évêché de Bayeux. Il lui fut opposé son origine étrangère et que selon l'ordonnance de 1431, il ne pouvait tenir bénéfice en France. Il fut débouté en faveur d'un certain Rémond, fils du premier président à la cour de Rouen. Papon, Arr. not. Li.II, Ti.III, arrêt XIV, p.73.

(8) Is. T.XIV, p.69, art.17 ; cf. ordonnance de Moulins, art. 76 ; Pithou, p.137 et ssq.

un édit de Septembre 1554, confirmant la règle, mais exigeant que les vicaires des naturalisés soient Français (9). Puis les restrictions s'aggravent avec la fameuse ordonnance de Blois de 1579 (art. 4). D'une part, l'ordonnance renouvelle la prohibition de 1554 ; d'autre part, — et c'est la grande innovation — les naturalisés ne pourront être pourvus d'archevêchés, d'évêchés ni d'abbayes de chef d'ordre : « N'entendons que ci-après aucun puisse estre pourvû d'archevêchez, d'évêchez, ni d'abbayes de chef d'ordre, soit par mort, résignation ou autrement qu'il ne soit originaire François, nonobstant quelque dispense ou clause dérogoire qu'il puisse obtenir de Nous, à laquelle ne voulons qu'on ait aucun égard : et quant à ceux des nations estrangères qui ont été ci-devant pourvûs de bénéfices en ce royaume, ne pourront avoir vicaires ni fermiers en leurs dits bénéfices, autres que naturels François à peine de saisie de leur temporel et de pertes des fruits qui seront distribuez aux pauvres des lieux ». (10)

(9) Cet édit fut confirmé en 1556 et 1681. V. Sâpey, p.75. V. réactions populaires aux Etats Généraux de Blois de 1576 : le tiers supplie le roi de n'accorder des lettres de naturalité aux étrangers... seulement pour les successions et non pour tenir bénéfices ». (Picot, T.II, p.538 ; Ragueau et Laurière v^o Lettres de nat.).

(10) Is. T.XIV, p.383. V.aussi art. 48 et 61 de la même ordonnance. Au sujet de l'expression « à laquelle ne voulons qu'on ait aucun égard », Guy Coquille écrit : « On demande si le Roy se peut lui-même brider en sa puissance et se lier les mains ; mais je croy puisque cette Loy est faite, comme en Estats, que le Roy ne peut y déroger ». Ord. Néron, T.I, p.512 (cf. Boutaric, p.8) ; à propos des mots « originaires François », Duret note : « Les anciennes règles de chancellerie contenoient cette résolution : que l'originaire soit préféré à l'étranger, le Diocésain à celui qui est hors du Diocèse ; mais par cet article, il est indistinctement défendu d'ad-

Le motif de la prohibition est beaucoup plus politique que juridique : confier à des étrangers des dignités aussi éminentes dans l'ordre religieux et par conséquent des places aussi importantes dans le gouvernement apparaît particulièrement grave et même dangereux (11). « Cette incapacité est plus politique qu'ecclésiastique », écrit Boutaric (12), glosant cette célèbre ordonnance. En voici la preuve : les lettres de naturalité avec permission de tenir bénéfices, que l'étranger obtient pendant le procès qu'on pourrait intenter contre lui, ont un effet rétroactif au préjudice du tiers impétrant. (13)

mettre aux Bénéfices les étrangers », *ibid.* Sur « vicaires ni fermiers autres que François », le même auteur écrit : « l'édit d'Orléans estoit un peu couché diversement et il semble que celui-cy le veuille restreindre. Le premier vouloit que les Prélats ne pussent donner à ferme le temporel de leurs Bénéfices, aux étrangers qui ne seront pas naturalisez, habitez et mariez en ce Royaume, à peine de saisie de leur temporel. Celui-cy ne veut point de naturalisez, mais parle uniquement des naturels », *ib.*, cf. pour le xviii^e siècle : arrêt du 17 Déc. 1629, Bardet, T.I, Li.III, ch.LXXII, p.289 et ssq. ; déclaration du 12 Février 1681.

(11) Déjà, chez les Grecs, le naturalisé ne pouvait être grand prêtre. Mais il devait être citoyen depuis 3 générations « ἐκ τριγόνιας » (Schoemann, p.192 et 200 ; *eg. att.* 1, 2, Ti.4, cité par Weiss, p.90). Pothier, T.IX, 1^{re} partie, Ti.II, Sect.II, p.20 et 21 : « On a regardé ces places si importantes dans l'ordre de la religion et dans celui du gouvernement qu'on a cru ne devoir les confier qu'à des Français originaires ». Domat, T.I, 2^e partie, préface 13. De telles charges « demandent une fidélité et une affection au prince qu'on ne présume pas dans un étranger ». Cependant, en sens contraire, on a invoqué l'universalité de l'église romaine. « L'église catholique ne souffre point de distinction entre les Fidèles, ses enfants ; aucun d'eux ne lui est étranger ». Arrêt du 18 Déc. 1661, Journal du Palais, T.II, p.800.

(12) Ord. Blois, p. 8. V. aussi Lefèvre de la Planche, Li.VI, ch.X, p.185.

(13) Vaillant, notes sur Louët *ad reg. de infirmis resig.* n.44 : « Sufficit, litteras quas vocant de naturalitate obtinere

La portée de la disposition a été discutée. Certains auteurs estimaient que les étrangers étaient seulement exclus des trois bénéfices éminents. D'autres, comme Boutaric, se prononçaient dans le sens de la sévérité et dans l'esprit des ordonnances antérieures, à savoir l'impossibilité aux étrangers de tenir bénéfice (14). Si les édits et prohibitions ne sont pas suivis, ajoute cet auteur, c'est que le roi ne s'ôte pas la liberté de nommer des étrangers à des bénéfices car « il est toujours le maître » et peut déroger aux ordonnances.

En effet, cette disposition, comme les autres, ne fut guère respectée. « Il est vrai qu'on voit plusieurs exemples de dispenses accordées aux étrangers pour posséder des bénéfices, même du nombre de ceux que l'ordonnance de Blois leur interdit... On voit que plusieurs bénéfices sont remplis par des étrangers, même par des Cardinaux demeurant en pays étrangers » (15). Le résultat pratique reste le même. Malgré diverses prohibitions renouvelées au cours du xvii^e siècle, des lettres de naturalité sont délivrées à des étrangers pour leur permettre de tenir bénéfices en France.

pendente lite, et modo sint ante litis decisionem in Curia computorum registrata, proviso conualescit, quia impedimentum politicum et non canonicum, et ideo rex illud potest tollere ».

(14) Op.cit. p.8 : « L'ordonnance de Blois ajoute à celle de Charles VII... en ce qu'elle veut que les étrangers ne puissent, même avec dispense du roi, posséder en France des archevêchés, des évêchés et abbayes chefs d'ordre... ». Cf. Bacquet, 2^e partie, ch.XV.

(15) Lefèvre de la Planche, Li.VI, ch.XV, p.185. Cependant, arrêt du 24 Juillet 1721, qui reconnaît en principe que l'ordonnance de Blois n'exclut pas les étrangers du mandat des évêques français (affaire de l'évêque irlandais Waterford, grand vicaire de l'archevêque de Sens ; Boutaric, *ibid.*).

§ 2. — PARTICULARITÉS DES LETTRES

Papon distingue deux sortes de lettres de naturalité : « Celle qui est pour habiliter l'étranger à tenir bénéfices spirituels... » et « celle qui est de soy retirer, résider et habiter au Royaume, païs, terres et seigneuries de l'obéissance du Roy... » (16). Sans aller jusque-là, nous devons cependant admettre que les lettres de naturalité conçues dans la forme ordinaire ne suffiraient pas à rendre l'étranger capable de posséder bénéfices. Les lettres qui se proposent ce but doivent être assorties de caractéristiques spéciales.

Il faut d'abord une habilitation particulière. C'est une clause, obligatoirement expresse, mentionnée dans le corps et en marge de la lettre : « Avec congé de tenir bénéfice » (17). L'indication en livres de la valeur du bénéfice suit en général cette phrase.

A ce sujet, il semble qu'une limitation soit souvent apportée. La Chambre des Comptes, dit-on, n'entérine les lettres que si elles n'excèdent pas mille écus de revenus (18). En effet, les lettres sont, pour

(16) Not. 3, p.459. Cf. Pothier, T.IX, 1^{re} partie. Ti.II, Sect.II, p.20 ; Lesage de la Haye, p.119 ; Beaune, p.44. Denisart v^o Etranger.

(17) Perard Castel, T.I, Question IV, p.21 ; Pothier, *ibid.* ; Barrilliet, Rev. prat. Dr. fr. XV, 1863, p.536.

(18) Pithou, *op.cit.* p.137. Néron, T.I, p.512, v^o Originaire François, note de Guy Coquille sur l'ordonnance de 1579. V. A.N. Inventaire 444, T.III, p.1284 ; T. IV, p. 1298, 1301, 1302, 1356, 1367, 1372, 1375, 1400, 1402, 1403, 1404, 1458, 1460, etc... K173 n^o94 ; O¹227 f^o21 ; K175 n^o1 ; K174 n^o97.

la plupart, accordées avec permission de tenir bénéfice entre mille et deux mille livres de revenu. Mais quelques-unes, sans doute à cause de la qualité de l'impétrant, permettent un chiffre plus élevé. Louis Charles Borromée, prince de Salm, clerc tonsuré, natif de Brabant, peut posséder jusqu'à six mille livres de revenus annuels (19). Rares sont celles qui donnent congé de tenir bénéfice « à quelque somme qu'il puisse monter ». (20)

Les lettres ne sont enregistrées que si l'ecclésiastique a pris trois engagements.

En vertu de l'édit de 1554, renouvelé par l'ordonnance de Blois, l'impétrant promet de ne prendre pour vicaires ou pour fermiers que des Français naturels. Cette clause est en général indiquée expressément dans la lettre (Papon, *op. cit.*, p.472).

En outre, le naturalisé s'engage à soumettre les différends qui pourraient naître au sujet de ces bénéfices à la justice du roi de France et non à la cour de Rome (Ferrière, v° Lettre de nat.).

Enfin, l'ecclésiastique promet de ne se laisser jamais pourvoir d'un bénéfice sans l'agrément du roi, même s'il s'agit d'un bénéfice vacant *in Curia*. Le nouveau naturalisé doit fournir au chancelier de France un brevet pontifical dans lequel le pape reconnaît la nécessité de la permission royale. Il appartient au roi seul d'octroyer une dispense de tenir bénéfice par lettres de naturalité (21). A plus forte

(19) A.N. O¹227 f^o169, cf. A.N. Invent. 444, T.II, p.505 : 4.000 livres tournois ; K173 n^o84 ; K173 n^o101 : 3.000 livres.

(20) A.N. O¹218 f^o118 r^o et v^o au Cardinal Antoine Barberini, neveu du pape Urbain VIII « en considération de l'affection que le Saint-Père a toujours eu pour la France ». Le Cardinal pourra tenir tous les bénéfices qu'il désirera. Nov. 1652. cf. A.N. Invent. 444, T.IV, p.1367.

(21) Papon, *op.cit.*, p.450 : « Le Pape Sixte, de son pro-

raison, c'est au roi et non au pape à délivrer de telles lettres.

Ces lettres doivent être interprétées restrictivement. Ainsi en décide la jurisprudence. Le prêtre naturalisé « jouira » mais ne pourra disposer des fruits de son bénéfice. Sinon, ce serait « dépasser l'effet des lettres ». Un arrêt du 28 Décembre 1691 montre l'interprétation restrictive de ces lettres dans tous les domaines. Le prêtre Charles Risqui, Italien, avait été naturalisé en 1685, à la requête du cardinal Barberini, pour être nommé bénéficiaire du prieuré régulier de Saint-Laurent-du-Mothay, près d'Angers. Les lettres de naturalité lui avaient été accordées à condition de résider en France et de recevoir dans les six mois un bref du pape, de *non vacando in Curia*, à peine de nullité. Charles Risqui n'observa ni l'une ni l'autre de ces conditions. Il mourut à Rome. Un prêtre du diocèse de Toulon, Louis Giran, impétra le bénéfice vacant en Cour de Rome. Les provisions lui furent expédiées sous forme gracieuse. Il prit possession de son bénéfice ; ce qui fut confirmé par le Parlement de Paris, le 16 Janvier 1687. Malgré cela, le bénéfice restait vacant *in Curia*, si bien qu'un autre Italien, maître Bernardi, en avait été également pourvu en Cour de Rome. Mais, dans le procès qui s'ensuivit, le grand conseil décida que les clauses des lettres de naturalité

pre motif, dépêcha une bulle de provision au roi d'Espagne qu'en son Royaume étranger ne pourrait tenir bénéfice sans sa permission » ; p.287 : « Le Prince en temporel peut légitimer seulement et non pour le spirituel... Ne sera pas ainsi les lettres de naturalité ottroyées à un étranger et non regnicole qui sans cela ne peut tenir bénéfices en France ; car ainsi habilité par le roi est du tout capable, sans rien obtenir de cela du Pape. »

devaient être observées à la lettre, qu'elles étaient « de droit étroit », et que les lettres accordées au prédécesseur de maître Bernardi étaient nulles. Le grand conseil maintint Giran contre Bernardi dans la collation de son bénéfice (Journal du Palais, T.II, p. 798 et ssq.).

A part ces dispositions spéciales, les lettres de naturalité accordées avec congé de tenir bénéfice sont en tous points conformes aux lettres de naturalité ordinaires. Elles sont également délivrées avec dispense d'incolat (22), quand il s'agit d'un haut personnage ou avec remise de la finance (23). Elles font quelquefois mention des services rendus, tel ce Serge Gamerio, prêtre maronite, natif du Mont Liban, depuis dix ans en France, qui a rendu des services au pays par suite de sa connaissance « des langues syriaque, valaque, arabe, turque, italienne... etc., et qui a converti beaucoup de païens » (A. N. K.173 n°84).

SECTION II. — *Les offices et les emplois publics*

La même évolution et les mêmes tendances se présentent en ce qui concerne l'octroi des offices ou des charges publiques aux naturalisés. Ces emplois demandent « une fidélité et une affection au Prin-

(22) A.N. O¹218 f^o118 r^o et v^o ; K174 n°91 ; K175 n°31, etc...

(23) V. notamment catalogue des actes de François I^{er}, T.VII, p. 613, 614, n°27.627 à 27.631 et A.N. J960 n°11.

te... qui ne se présument pas dans un étranger ». (24)

Comme pour les bénéfices, les premières ordonnances excluent de certaines charges à la fois les étrangers et les naturalisés. Un édit du 28 Janvier 1347, reprenant une ordonnance de Novembre 1323 (25), révoque tous les receveurs étrangers des deniers royaux : « Nous avons ordené et ordenons que aucun Ythalien dores-en-avant, ne homme né hors de nostre Royaulme, ne sera receveur d'aucunes de noz receptes ; et dès maintenant se aucun en y a, nous lez en ostonz et déboutons du tout » (26). Cette décision avait été prise à la suite de malversations dont s'étaient rendus coupables les agents du fisc royal. De nouvelles dispositions, tout au long des siècles, renouvellent cette prohibition, prouvant par là même qu'elle n'était pas suivie. Le 12 Août 1718, interdiction est faite aux naturalisés de participer à l'administration des deniers royaux. C'est cependant l'époque du triomphe de Law.

Certaines autres fonctions publiques furent interdites, en principe, aux naturalisés. L'ordonnance

(24) Domat, Lois civ. II^e partie, Succ. Préface n^o 13 : « Au cœur de l'étranger haut eslevé, il y a toujours soupçon de quelque poison caché ». De tout temps les naturalisés furent l'objet de certaines incapacités. Déjà dans le droit germanique, lors de l'assimilation du warganeus au rachimbours, le droit de porter les armes, celui de participer aux assemblées politiques des guerriers et aux votes publics n'appartenaient à l'étranger que si on lui en avait fait une concession spéciale : « *Arma sumere non ante cuique moris est quam civitas suffecturum probaverit* ». Tacite, *De moribus Germ.*, ch. XIII.

(25) Edit d'Angers, art. 30 : « Que nuls receveurs du Roy soient Ultramontains ne de Lombardie ». Is. T. III, p. 313.

(26) Is. T. IV, p. 540, § 4. Cf. Ordonnances de 1319, § 22 ; de Charles V en 1366 ; Bacquet, ch. XV, p. 889.

de Blois de 1579 décide que « Nul ne sera pourvû de capitaineries es places fortes de nostre Royaume, qu'il ne soit naturel François » (27). Une déclaration du 18 Avril 1651 porte « qu'aucuns estrangers, même naturalisés et que les Cardinaux, même François, n'entreront point au Conseil du Roi ». Cet arrêt du Parlement de Paris avait été enregistré en haine de Mazarin, pendant la Fronde. (28)

En ce qui concerne les offices, la jurisprudence et la doctrine sont unanimes pour en exclure les étrangers (29). Mais en pratique, les lettres de naturalité permirent aux naturalisés de posséder des offices, de l'aveu même de quelques auteurs. Charles VIII, qui avait tant prodigué la naturalité à seule fin d'expédients fiscaux, avait octroyé des lettres pour tenir offices. C'était contraire au vœu de ses propres ordonnances : en effet, une disposition de 1493 porte que dans le cas de vacation d'un office en la Cour du Parlement, il y serait pourvu de bons et notables personnages du Royaume. Conformément à cette ordonnance, étendant encore dans un but spécial les dispositions prohibitives, Charles VIII, lors de l'établissement d'un échiquier à Rouen, or-

(27) Is. T.XIV, p.442, art.276 ; cf. édit de Loudun de 1616, art.8.

(28) Is. T.XVII, p.243. V. Soloman, p.CXIII ; Lefèvre de la Planche, p.187, atténue la rigueur de cet arrêt : « C'est un avis donné au Prince et dont l'exécution est livrée à sa prudence ».

(29) Cependant, un édit de Philippe le Bel, de 1304, défendait « de ne pourvoir d'offices autres qu'estrangers » (V. commentaire de Papon, p.454 et ssq.). Cette disposition semble, à première vue, en contradiction avec celles qui l'ont suivie. Nous l'expliquons en conjecturant que l'étranger était vraisemblablement encore l'étranger à la seigneurie, à la province.

donne que les présidents et les conseillers soient pris parmi les hommes du pays (30). Malgré cela, les naturalisés étaient si nombreux que Louis XII, par mesure générale du 13 Juin 1499, avait révoqué les lettres de naturalité octroyées par son prédécesseur pour tenir offices (31). Toutes ces dispositions furent peu suivies. Plus tard, les Etats Généraux de Blois de 1576 reflètent les mécontentements populaires. La reine Catherine de Médicis prodiguait les offices et les titres à ses Florentins, naturalisés ou non. Le Tiers supplie le roi de ne point accorder aux étrangers des lettres de naturalité à seule fin de tenir des offices (Picot, p.538).

Et cependant, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les naturalisés purent posséder des offices, comme les regnicoles. Une partie de la doctrine avait fini par l'admettre. Déjà, Rebuffe écrivait : « *Item concedi solent istae litterae ad officia regni, ut exterius ea consequi possit : videlicet ut consiliarius vel iudex esse possit, vel ut consuli seu scabini, vel alio fungatur officio* » (32). Et plus tard, Ferrière affirme que par ces lettres « l'étranger... a le droit de posséder des offices en ce royaume ». (33)

(30) Floquet, article sur « La Charte aux Normands » dans Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, T.IV, 1^{er} livre.

(31) Is. T.XI, p.404. Le roi a été averti que des lettres « ont été... baillées... pour tenir offices en nostre Royaume ; attendu que telles lettres et octrois sont grandement préjudiciables à nos ordonnances sur ce faites... révoquons, cassons et annulons... ». V. Henrion de Pansey, Autorité judiciaire, p.96 ; p.172 ; p.175 ; p.529 ; survivance de cette prohibition dans l'ordonnance du 4 Juin 1814 qui se réfère à un édit de Charles VI de 1386, resté introuvable. V. aussi Pothier, T.I, ch.II, § II ; édits de 1681 et 1683 (Denisart, v^o étrangers).

(32) Rebuffe, p.385, n^o 8 ; V. aussi p.384 n^{os} 1 et 2 ; p. 385, n^{os} 4 et 5, n^o 14 ; p.386 n^o 15.

(33) Ferrière v^o Lettres de naturalité. Cependant, en sens contraire, Lefèvre de la Planche écrit (p.186) : « Comme il

Malgré les affirmations de certains auteurs, nous pensons que les lettres de naturalité n'avaient pas besoin de mentionner expressément le droit pour le concessionnaire de tenir des offices. (34)

Les plus hautes dignités de l'Etat furent quelquefois tenues en France par des naturalisés ou même par des étrangers (35). Le futur chancelier de Birague, originaire de Milan, fut envoyé en ambassade vers François I^{er} en 1526. Le roi le retint auprès de lui et le pourvut d'une charge de conseiller. Mais il ne fut naturalisé qu'en Septembre 1565 par Charles IX. Il devint Chancelier et garde des Sceaux après la mort de Michel de l'Hôpital (Dictionnaire de la noblesse, T.II, p.525, v^o Birague). Au xviii^e siècle, un étranger naturalisé de Chambéry, M. de Châteauneuf de Castagnières, devint ambassadeur

est vrai de dire que l'étranger naturalisé, quoique devenu sujet du roi n'en est pas moins étranger, on en peut conclure qu'il est exclu des offices par la même raison de politique qui l'a fait exclure des bénéfices ». V. aussi Bâquet, p.46.

(34) Rebuffe, *ibid.*, parle de « *clausula ponenda* ». Nous n'avons pas rencontré ces sortes de mentions, semblables à celles qui habilient l'étranger à tenir des bénéfices. Cependant il y avait des permissions de posséder des offices, accordées à des étrangers auxquels n'était pas octroyée la naturalité. Ferrière, Cout. T.IV, Ti.XV, art.318, p.736, n^o7 ; Loysel, Inst. Cout. T.II, p.248.

(35) Les exemples de Mazarin et de Concini suffisent à le rappeler. Les législations antiques s'étaient montrées plus sévères. Athènes n'admettait pas que le naturalisé pût devenir archonte. Les Romains avaient proclamé : « *patriis auspiciis, non alienigenis, rempublicam administrari oportere* ». Le droit anglais ne permit pas au naturalisé de siéger au Parlement. Brissaud, T.II, p.1756. V. aussi Lémonon (Clunet, 1907, p.80), et Duclos (Revue du Droit Public, 1938, n^o1, p.21).

à Constantinople, au Portugal et en Hollande, conseiller d'Etat et prévôt des marchands. (36)

La question a été posée de savoir si les grands emplois pouvaient tenir lieu de naturalisation. La majorité de la doctrine répond par la négative. Cependant, Lefèvre de la Planche établit une distinction : certaines charges, comme le métier militaire, peuvent employer l'étranger sans pour cela le naturaliser ; d'autres, comme les offices ou celles dont la fonction dans l'ordre public est importante, devraient remplacer les lettres et en faire « la plus éclatante des naturalisations » (37). Pratique et doctrine coïncident bien peu.

Telle est l'évolution parallèle de la question des offices et des bénéfices conférés par naturalisation, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

(36) Lefèvre de la Planche, p. 189 et ssq. On pourrait également citer le cas de M. de Sartine, Espagnol naturalisé, devenu ministre de Louis XVI. Ferrière, Guyot (v° Lettres de naturalité) citent, parmi les effets de ces lettres, la capacité pour les étrangers « d'aspirer à tous les honneurs civils » ; cf. Barrilliet, *Revue pr. de Dr. Fr.* T. XV, Année 1863, p. 536.

(37) Lefèvre de la Planche (*ibid.*) ; cf. de Heu *Cout. Amiens.* Art. 53, n. 23 et 24.

CONCLUSION

L'analyse technique des lettres de naturalité et de leurs principaux effets risquerait de masquer l'esprit qu'elles manifestent. Il convient, au terme de cette étude, de résumer les résultats des recherches entreprises.

Une première impression s'impose. La physionomie définitive des lettres s'élabore anciennement ; elle est fixée dès le ^{xiv}^e siècle. C'est à peine si leur diplomatique variera pendant les cinq derniers siècles de l'Ancien Régime.

Leur origine, peut-être obscure, sans doute mal précisée dans l'esprit des contemporains, moins bien comprise encore des auteurs du temps royal, se place dans le cadre féodal. La naturalité vient de la bourgeoisie ; elle trouve sa naissance dans l'ensemble des liens personnels qui sont à la base de l'organisation publique du moyen âge.

Il ne s'agit pas d'une assimilation à une collectivité ; moins encore d'une soumission à un pouvoir de commandement. La naturalité n'est d'abord qu'une fidélité.

Mais l'institution va subir l'évolution de l'organisation politique. L'effacement des liens personnels devant l'idée de puissance ressuscitée par la domination royale donne aux lettres de naturalité une nouvelle physionomie. A la notion de relation entre un seigneur et un assujetti succède l'idée de grâce royale par laquelle le souverain daigne admettre un individu au nombre de ses sujets.

Ce n'est plus une prestation ni un hommage, mais un octroi. Le souverain concède la naturalité.

Cette faveur, par exception collective (1), est essentiellement personnelle (2). Son but, mercantile dans les lettres de bourgeoisie, est de faire échec au droit d'aubaine (3). Elle n'efface cependant pas entièrement la tache de pérégrinité de l'étranger,

(1) Une évolution très caractéristique de la collectivité à l'individualité de la naturalisation peut être constatée. A Rome, ce ne fut guère que sous l'Empire que la *civitatis donatio* devint individuelle. C'est en vertu de la loi *Apuleia* (653 U.C.) que Marius avait le droit de conférer la cité à trois personnes de chacune des colonies qu'il fonderait (Cicéron, *Pro Balbo* 21). En France, les naturalisations collectives s'adressaient à des colonies étrangères établies sur le territoire ou à des nations dont on voulait attirer les marchands par l'appât de privilèges. Elles étaient accordées quelquefois par lettres. Les plus fameux exemples furent les Suisses naturalisés par Louis XI en 1481 en récompense de leurs bons services (A.N. K170, liasse 1, n°2), les archers écossais de la garde du roi en 1547 (Is. XIII, 35), les habitants de Venise en 1560. Mais ces lettres collectives n'empêchaient pas l'octroi de lettres individuelles (V. par ex. A.N. K172, n°207 : naturalité accordée en 1595 à Paul de Fortia, seigneur de Pile, Vénitien). Désirant une nouvelle approbation royale, le concessionnaire sollicita la naturalité pour lui-même.

(2) Seul, le naturalisé jouit des privilèges que la lettre confère. S'il veut en faire profiter sa famille, il doit mentionner expressément les noms de sa femme, de ses enfants. En principe, les enfants déjà nés gardent leur ancienne nationalité. Mais le *jus soli*, à la seconde génération, joue automatiquement.

En même temps, l'impétrant, bien souvent, gallicise son nom, sans attendre la conséquence naturelle de plusieurs générations. La famille Law de Lauresteune devient la famille de Lauriston.

(3) C'est ce qui fait comprendre l'âge, bien souvent avancé, des étrangers au moment de leur naturalisation. Tel ce naturel de Candie qui, âgé de 80 ans, réclame, en Juin 1738, la naturalité française « pour conserver à une nièce qu'il a, le peu d'effets mobiliers qu'il laissera lors de son décès » (A.N. O¹226 f°315).

puisque le naturalisé reste soumis aux taxes levées sur les aubains.

Par cette évolution, par ces caractères ressort la faiblesse de la théorie qui veut rattacher la naturalisation moderne à la naturalité royale. Que la naturalisation soit un contrat, d'aucuns l'ont prétendu. Même en admettant cette analyse justement repoussée aujourd'hui, il n'en reste pas moins que l'écroulement de l'Ancien Régime a été consommé du jour où la Nation a remplacé le Roy. Communauté nationale groupant des traditions communes et des intérêts concordants, cette idée n'a jamais été saisie avant 1789. Le Royaume est l'ensemble des âmes groupées autour d'une personne et communiant dans une même ferveur envers celle-ci.

La naturalité est politique ; elle est surtout mystique. Grâce à elle, la fidélité envers le seigneur est devenue l'une des forces qui contribuèrent à la grandeur française, la loyauté envers la Couronne.

Vu : *Le Doyen*,
Ch. RIPERT.

Vu : *Le Président de Thèse*,
P. PETOT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1

Lettre de Bourgeoisie à Jean du Bocage, Italien. Avril 1312 (1)

Littera pro Johane de Boscagio quod ipse non tanquam Lombardus sed ut ceteri burgenses regni Franciæ tractetur et de cetero reputetur.

Ph. Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis presentibus et futuris quod nos dilecti et fidelis nostri Guichardi de Bello Joco militis precibus inclinati, volumus et presentium tenore concedimus quod Johannes dictus de Boscagio qui de ultramontanis partibus oriundus per magnum temporis spacium ex fidedignorum relatione didicimus in terra ipsius militis cujus insistit obsequiis moram traxit legitimas mercaturas exercuit et honeste se gerit et hactenus gessit absque qualibet usuraria pravitate ex nunc in antea quamdiu absque usura legitimas exercuerit mercaturas non ut lombardus sed ut ceteri burgenses et mercatores regni nostri tractetur et pro burgense de cetero reputetur. Quod ut ratum etc... Actum Vienne anno domini m° ecc° duodecimo mense aprili.

Per dominum comitem Valesii

Maillardus.

A.N. JJ 46 n°219 f°122 v°

(1) La chronologie des pièces justificatives est indiquée d'après le nouveau style.

N° 2

Lettre de Bourgeoisie à Ottobon de Barga, Avril 1322

Gratia facta Ottobono de Rupella quod gaudeat de privilegio eiusdem ville et quod de cetero non reputetur Ytalicus.

Karolus, dei gratia Francorum et Navarre rex. Universis presentes litteras inspecturis Salutem. Notum facimus quod nos dilectum nostrum magistrum Ottobonum de Barga burgensem de Rupella quem nobis constat ratione multorum fideignorum in dicta villa cum inde oriunda matrimonium contraxisse et ea plures liberos procreasse et hereditates acquisivisse et fuisse ibidem per longa tempora laudabiliter conversatum et velle in nostro regno usque ad extreme sue exitum commorari et nostris predecessoribus fuisse fidelem et nobis esse credimus in futurum volumus gratia prosequi et favore et ideo ex speciali gratia volumus et mandamus quod deinceps dictus magister Ottobonus, sui liberi et familia non ut Ytalicus sed perinde tractetur et ab omnibus habeatur ac si ipse et sui progenitores in Rupella originem contraxissent et quod gaudeat omni privilegio libertate qua alii originarii burgenses de Rupella gaudent et quod constitutione permaneat in futurum presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius anno domini m° ccc° vicesimo secundo mense aprili.

Per dominum regem ad relationem domini.

J. de Cerchemont.

Thesaurarii laudunensis

Fellis.

A.N. JJ 61 n° 64.

Lettre de Bourgeoisie à Friscus Ricomani, maître ès lois
Février 1324

Qualiter dominus rex vult quod magister Friscus Ricomani reputetur de cetero regnicola et amplius non molestetur ut Ytalicus.

Karolus dei gratia Franciæ et Navarræ rex. Notum facimus universis præsentibus et futuris nos vidisse infrascriptas litteras in hæc verba. Philippus dei gratia Franciæ et Navarræ rex. Universis præsentibus litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod accedens ad nostram præsentiam, dilectus noster magister Friscus Ricomani legum profesor advocatus noster in senescallia Carcassone et Biteris, asserens se in regno nostro et senescallia nostra Carcassone et Biteris per viginti quatuor annos et amplius incolatum suum continue tenuisse et tenere velle quamdiu favente domino vitam duxerit in humanis et ibidem cum uxore liberis et nepotibus suis laudabiliter conversatum fuisse ac etiam se et eius liberos et nepotes dicte senescallie cives et municipales esse et diu est fuisse civium et municipium senescallie eiusdem honoribus privilegiis franchisiis et libertatibus perfruendo onera etiam et munera quæ et prout ceteri cives et municipales dicte senescallie subeunt nisi quatenus ex privilegio sibi ratione professionis sue a jure concessio idem magister Friscus excusare se poterat subeundo nobis humiliter supplicavit quod eidem gracie concedere dignaremur quod deinceps ipse et sui tanquam regnicole ac cives et municipales nostri et non ut Ytalici quantum ad omnia reputari debeant et haberi. Nos igitur eundem magistrum Friscum attento laudabili testimonio quod nobis de ipso tam per litteras quam per relacionem dilectorum et fidelium nostrorum P. prioris de caritate et collegarum eius ad partes

senescallie predictae pro reformatione patriae novissime transmissorum et aliorum et fidedignorum plurimum perhibetur suorum obsequiorum gratitudine prosequi volentes favore et gratia speciali eidem et suis quos regnicolarum nostrorum franquisiis libertatibus et immunitatibus perfrui volumus et gaudere gracie duximus concedendum quod deinceps non ut Ytalici, sed ut cives et regnicole nostri quantum ad omnia reputentur ac reputari debeant et haberi nec deinceps pretextu cujusque ordinationis statuti seu mandati nostri seu predecessorum nostrorum contra Ytalicos factorum seu faciendorum de ipsis magistro Frisco et suis expressam non facientium mentionem gravari debeant vel aliquatenus molestari dantes senescallie carcassone et ceteris justiciis regni nostri ac superintendentibus Ytalicorum negociis deputatis a nobis presentibus et futuris et eorum et locatenentibus eorumdem. Ne prefatum magistrum Friscum et suos seu eorum aliquantum premissorum occasione deinceps molestant vel molestare presumant. Si que contra eos vel eorum aliquantum pro premissis vel premissorum occasione facta vel attemptata sint revocantes et ad statum pristinum reducentes. Actum Parisius XXIII die maii anno domini m^o ccc^o XVIII^o. Nos vero omnia et singula in predictis litteris contenta rata habentes et grata ea volumus laudamus approbamus et auctoritate nostra regia tenore presentium confirmamus nostro tamen et alieno in omnibus jure salvo. Quod ut ratum et stabile permaneat instrumentum nostram presentibus litteris fecimus apponi sigillum datum Tholose anno domini m^o ccc^o XXIII^o mense februarii.

Per vos

P. Jul.

Facta est collatio non scripsit.

Al.N. JJ 62 n^o 29.

*Lettre de Bourgeoisie à Jacques Barthélémy, de Florence,
et à sa sœur, Janvier 1325*

Gratia facta Bertholomeo Jacobi de Florentia et Cebilie
ejus sorori quod sint burgenses Biterenses et quod
ubicumque ei placuerit vadant et possint morari et
mercari.

Karolus, dei gratia Franciæ et Navarræ rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos ad supplicationem dilecti nostri Bartholomei Jacobi de Florentia oriundi qui per viginti annos et amplius in regno nostro Franciæ et pro majori parte in senescallia Carcassonis continuam residentiam asserit se fecisse et tam receptam circa nostram dictæ senescallie quam in officio clavarie nostræ Biteris quod nunc tenet, longo tempore fideliter vacasse. Attendentes laudabile testimonium quod de ipso tam per dilectum et fidelem nostrum Petrum Remigii thesaurarium nostrum quam per dilectos nostros consules Biterris perhibetur ipsum Bartholomeum et Cebiliam ejus sororem in burgenses nostros ville Biterris et regnorum nostrorum ex certa scientia et de speciali gratia ex causa recepimus per presentes. Concedentes eisdem et volentes quod in dicta villa Biterris et ubicumque in regnis nostris eis placuerit exceptis terris et locis rebellium nostrarum morari conservari ire redire incedere mercaturas aliosque contractus licitos exercere valeant ut burgenses nostri, ac si nati fuissent infra regna nostra prædicta et quod tanquam burgenses nostri et de regnis nostris oriundi in omnibus juribus et negotiis suis manuteneantur defendantur et conserventur burgensiumque nostrorum graciis privilegiis et libertatibus ac si oriundi essent de dictis regnis nostris de cetero pacifice gaudeant et utantur et quod ut Italici amodo in quibusvis casibus non tractentur aut quomodolibet habeantur. Dante tenore presentium in mandatis omnibus et

singulis justiciariis et subditis nostris quot ipsos Bertholomeum et Cebiliam burgenses nostros in personis seu bonis ipsorum contra presentis gracie nostrae tenorem non molestant seu molestari vel inquietari quoquomodo permittant. Non obstantibus ordinationibus quibuscumque nostra seu predecessorum nostrorum tempore factis aut etiam faciendis nisi de presentibus expressam facerent mentionem. Quod ut ratum et firmum perpetuo perseveret praesentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Clayriacum. Anno domini millesimo trecentesimo vicesimo quarto mense Januarii.

Per dominum regem presente marescallo et
Petro Remigii.

Jacobus de Vertus.

A.N. JJ 62 n°81 f°48 v°.

N° 5

*Lettre de Bourgeoisie à Chuquin de Advocatis, à sa sœur
et à ses compagnons, de Lucques. Janvier 1328*

Salva gardia concessa Chuquino de Advocatis et eius germanis et sociis de Lucca et quod reputentur burgenses regni.

Karolus dei gratia Francorum et Navarre rex. Notum facimus universis presentibus et futuris quod nos ad preces dilecti nostri Guidi valleti nostri dilectum nostrum Chuquinum de Advocatis et eius germanos et socios de Lucca in nostros et regni nostri burgenses necnon easdem cum familia rebus et bonis suis ubilibet infra regnum nostrum consistentibus in nostra speciali gardia ex certa sciencia de speciali gratia et ex causa recepimus per presentes statuentes volentes et concedentes eisdem quod in universo regno nostro ubicumque eis placuerit, exceptis terris et locis rebellium nostrorum ire redire incedere mercaturas aliosque contractus quoseumque licitos valeant exercere solvendo pedagia et de-

vicia consuetà quodque morari possint in Montepessulano et domicilium suum facere et tenere ibidem non obstante conventionē et prohibitionē contraria per nos seu predecessores nostros super hæc contra Ytalicos facta. Quodque etiā in dicto loco de Montepessulano possint contrahere et quoscunque contractus licitos exercere sicut ceteri nostri burgenses dicti loci et tanquam burgenses nostri in omnibus defendantur et in suis juribus et negotiis manuteneantur et debite preserventur burgensiumque nostrorum gratiis privilegiis et libertatibus de cetero pacifice gaudeant et utantur universis et singulis qui sociariis regni nostri et subditis nostris presentibus mandantes ut dictos burgenses nostros eorum ve familiam in personis et bonis mercaturis aut rebus suis aliis contra presentis nostre tenorem gracie non molestant in posterum nec molestari nec inquietari quoquomodo permittant. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Salvo tamen in aliis jure nostro et quolibet in omnibus alieno. Actum apud Luperam anno domini m^o ccc^o vicesimo septimo mense Januarii.

Per dominum regem ad relationem domini.

Thome de Marfont

J. de Templo.

A.N. JJ 64 n^o737 f^o434 r^o.

N^o 6

Habilitation pour Ambreton Grimal. Janvier 1341

Ph. etc... Savoir faisons à tous presens et à venir que nous considerans les bons et agréables services que nostre amé Ambreton Grimal, cousin de nostre amé et féal Charles de Grimal chevalier nous a fais et fait de jour en jour en nostre guerre avons fait et faisons par la teneur de ces lettres ledit Ambreton Grimal avec ses enfans nez et à nestre de loyal mariage nos bourgeois de la ville de Paris, de Montpelliier et de tout nostre Royaume non contestant qu'il et ses diits

enfants soient nez hors de nostre royaume et li avons octroïé et octroions qu'il et ses dits enfans come nos bourgeois de Paris, de Montpellier et de nostre royaume puissent en ladite ville de Paris et ailleurs en quelconque part lieu ou ville qu'il leur plaira de nostre royaume habitier et demourer faire leur résidence commercer et marcheander tant pour euls come par leurs gens facteurs ou procureurs paisiblement en paient tels droits et devoirs come paient et ont accoustumé à paier nos autres bourgeois de Paris ou des villes de nostre royaume là où ils feront leur résidence et qu'ils jouissent et puissent et doyent jouir de toutes et teles franchises, privilèges, libertez et coustumes come ioissent et ont accoustumé à ioir nos autres bourgeois de Paris et de nostre dit royaume aussi come s'ils fussent nez en la ville de Paris ou ailleurs en nostre royaume. Et voulons et octroyons que de ci en avant en tels cas quels qu'ils soient il et ses dits enfans nez et à nestre soient tenus et réputez come nos bourgeois et nez de nostre royaume et non pas comme Ytaliens ou Oultremontains ou nez hors de nostre dit royaume et qu'ils ne soient tenus paier pour leurs biens, denrées ou marchandise les denier et maille pour livres ou aucunes impositions redevances servitudes ou constances que les Ytaliens paient et ont accoustumé à paier en nostre dit Royaume fors que ainsi come nez bourgeois et nez de nostre royaume paient et ont accoustumé à paier et que pour aucune marque donnée ou à donner par nous ou par nostre court contre les Genevois ou aucun Ytaliens ou Oultremontains ou autres gens hors de nostre royaume ledit Ambreton ses enfans ses gens ou facteurs pour livrer et en son nom ne puissent ne doivent estre pris arrestez ou molestez en corps ne en biens les queles choses nous leur avons octroyées et octroyons de grâce especial, de certaine science pour cause et de nostre autorité et plain pouvoir royal non contrestant quelconques ordenances par nous ou par nos predecesseurs faites et à faire qui a ceste nostre presente grâce soient ou puissent estre en aucune manière contraires ou prejudiciables mandons et comandons à tous nos justiciables et subgez que ledit Ambreton ses enfans leurs procureurs ou facteurs ne molestent ou travaillent en aucune manière contre la teneur de nostre presente grâce. Et pour ce que ce soit

ferme chose et estable à touz jours mais nous avons fait mettre nostre séeel en ces présentes lettres. Sauf nostre droit en autres choses et l'autruy en toutes. Donné au bois de Vincennes l'an de grâce mil ccc et quarante ou mois de Janvier.

Par le roi a vostre relacion
Franco

Sine financia de precepto
regis gentibus compotorum

A.N. JJ 73 n°64 f°48 v°.

N° 7

Lettre de Naturalité à Jean Hadeyne, Ecossais. Janvier 1497

Loys duc d'Orléans de Millan et de Valoys, conte de Bloys de Paris et de Beaumont seigneur d'Ast et de Coucy Salut. Sçavoir faisons a tous presens et a venir. Nous avons receue humble supplication de nostre bien amé Jehan Hadeyne, natif du Royaulme d'Ecosse contenant que longtemps a il s'en vint en ce Royaulme ou il a pour certain temps demeurer en aucuns lieux d'icelui et tousiours servy Mgr le Roy en ses ordonnances et depuis il s'en vint demeurer en nostre duché d'Orléans ou il a intention d'y demeurer le reste de ses jours et puis aucun temps en ça il se y est marié et habitué et acquis certains biens et a encore intention y en acquerir et pour ce qu'il n'est pas natif du dit Royaulme il doubte que après son trépas au moyen des ordonnances sur ce faites l'en vouldist prendre ses dits biens et les prétendre nous appartenir par droit d'aubaine et en soustrair (e) ses femme et enfants ou autres héritiers qu'il pourroit avoir à l'eure de son trespas s'il n'avoit obtenoit de nous nos lettres de naturalité et congé de rester. En nous humblement requérant d'icelles. Pourquoy nous ces choses considerées que nous voulons ledit suppliant a deffault de ce tomber en inconvenient mais luy subvenir et favorablement le traicter en faveur des bons services qu'il a faiz a mondit Seigneur le Roy et a nous fait par chacun jours et esperons que plus face ci après a

icelui pour ces causes et en inclinant liberallement a sa requeste avons octroyé et octroyons voulons et nous plaist de grace speciale par ces présentes qu'il puisse et lui loise acquérir en nostre dit duché d'Orléans et autres nos terres et seigneuries tous telz biens meubles et immeubles qu'il y pourra licitement acquérir d'iceulx ensemble de ceulx qu'il y a ja acquis ordonner et disposer par testament ordonnance de dernière volonté, donation faicte entre vifs ou autrement ainsi que bon lui semblera et que ses héritiers qu'il a a présent et pourra avoir le temps advenir luy puissent succéder prendre et apprehender tous et chacuns les biens meubles et immeubles de sa succession tout ainsi et par la forme et manière que s'il estoit originellement né et extraict du dit Royaulme, sans ce que pour raison de ce lui ou ses dits héritiers soient tenuz payer a nous ou aux nostres aucune finance laquelle finance a quelque point qu'elle peut monter en faveur et consideration que dessus nous leur avons donnée et quictée donnons et quictons par ces dictes présentes. Si donnons en mandement par ces dictes présentes a nos amez et feaux conseillers les gens de noz comptes au gouvernement de nostre dict duché d'Orléans et a tous nos autres justiciers officiers et subgetz ou a leurs lieutenants et a chacun d'eulx si comme a luy appartiendra que de nos presentes grace congé et licence ils souffrent et laissent ledit Jehan Hadeyne ses dits heritiers successeurs et ayans cause qu'il a et pourra avoir le temps advenir joir et user plainement et paisiblement sans pour ce leur donner ne souffrir estre faict mis ou donner ores ne pour le temps advenir aucun ennuy destourbres ou empeschement. Car nostre plaisir est tel. Nonobstant qu'ilz conques statuz ordonnances mandemens ou defences a ce contraire. Et afin que ce soit chose ferme et estable a tousiours nous avons signé ces presentes de nostre main et a icelles fait mettre nostre scel. Donné a Lyon au mois de Janvier l'an de grâce mil quatre cens quatre vingts et seze. Ainsi signe Loys par Monseigneur le duc et contresigné Cotereau.

Collatio facta est cum litteris originalibus septima die mensis martii anno domini m^occcc^o nonagesimo sexto.

A.N. KK 897 Cartulaire du Comté de Blois.

*Lettre de Naturalité pour Laurent de Medicis, duc d'Urbain
et sa fille Catherine de Medicis. Mars 1520*

François, par la grâce de Dieu roy de France. Sçavoir faisons à tous presents et à venir comme a nostre prière et requete, nostre très cher et amé cousin Laurent de Medicis, duc d'Urbain, soit venu en nostre Royaume et ait pris alliance par mariage avec feu nostre très chère et amée cousine Magdeleine de Boulogne duquel est issue nostre très chère et amée cousine Catherine de Medicis, mineure d'ans, leur héritière en tous les biens demeurés de leur decez assistant en nostre Royaume que dehors. Et pour ce nostre dit cousin le duc d'Urbain et sa fille ont esté nais hors de nostre Royaume et que nos officiers et autres pourroient prétendre iceux biens nous appartenir par droit d'aubaine ou autrement au moyen des ordonnances royaux sur ce faites. Nous pour a ce obvier et oster toute difficulté et empeschement qu'on leur pourroit sur ce faire et donner, avons de nostre propre mouvement, certaine science, grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale déclaré et déclarons par ces présentes que nous avons toujours tenu et réputé tenons et réputons feu nostre dit cousin le duc d'Urbain et nostre dite cousine sa fille nos sujets alliez et confederez capables et habiles de succeder a toutes personnes et aussi qu'on leur succède tant par disposition testamentaire qu'autrement, sans que sous couleur que feu nostre dit cousin le duc d'Urbain et sa fille ayent esté nez hors de nostre dit Royaume comme dit ci-dessus. Nous ne nos successeurs puissions quereller ne prétendre aucun droit et biens et successions écheues a nostre dite cousine Catherine de Medicis par le trepas de nostre dit feu cousin et cousine les duc et duchesse d'Urbain ses père et mère ne aux successions que cy apres luy pourroient escheoir et advenir de quelque ligne directe ou collaterale ou autrement en quelque manière que ce soit. Mais d'abondant de nostre plus ample grâce, tous tels droits que nous pourrions prétendre es-dits

biens et successions a cause du dit aubeinage ou autrement lui avons cédé, remis, donné, cédons et remettons, donnons par cesdites présentes et en outre a nostre dite cousine avons octroyé et permis faculté et pouvoir d'acquérir en cetuy nostre dit Royaume tous tels biens meubles et immeubles qu'il lui plaira, pareillement de succéder a tous biens et heritages qu'en nostre dit Royaume pais et seigneuries luy pourroient a bon droit et a juste titre parvenir et appartenir et d'iceux ensemble de ceux qui sont ja acquis ordonner et disposer par testament et ordonnance de dernière volonté comme de sa propre chose et heritage et que ses héritiers ou autres a qui elle en pourra disposer luy puissent succéder, prendre et apprehender la succession saisine et jouissance de ses dits biens, ensemble jouir de tous tels autres droits prerogatives preeminences comme si elle estoit née originaire de nostre dit Royaume sans aucune finance ou indemnité et laquelle en tant que besoin seroit à quelque valeur et estimation qu'elle se puisse monter nous luy avons quitté donné et remis quittons donnons et remettons par ces présentes signées de nostre main. Si donnons en mandement à nos amez et féaux les gens de nos Comptes et Trésoriers à Paris et à tous nos justiciers et officiers ou à leurs lieutenants que de nos présentes grace, déclaration, permission et de tout l'effet contenu en ces dites présentes ils fassent, souffrent et laissent nostre dite cousine jouir et user pleinement et paisiblement sans luy faire, mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun arrest, destourbier, ou empeschement au contraire lequel si fait mis ou donné luy estoit l'ostent et réparent ou fassent oster réparer et mettre incontinent et sans delay au premier estat. Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques statuts ordonnances et que décharge ne soit levée de la dite finance selon l'ordre de nos finances et quelconques ordonnances, restrictions, mandemens, inhibition et deffences a ce contraires et afin que ce soit chose ferme et stable a toujours, nous avons fait mettre nostre scel a ces dictes présentes sauf en autre chose nostre droit et l'autry en toutes. Donné à Saint-Germain en Laye au mois de May l'an de grâce mil cinq cent dix neuf et de nostre règne le cinquième, signé François et sur le reply, par le roy, Robertet et scellé de cire verte.

Par arrest du 6^e Aoust 1519 elles furent vérifiées à la chambre des Comptes à la charge qui suit :

Proviso quod heredes impetrantis sint regnicolæ c'est a dire nez au Royaume et demeurant en iceluy.

A.N. O¹218 f^o3 r^o et v^o.

N^o 9

Lettre de Naturalité à Jacques Aignellet, Savoyard
Juillet 1525¹

Loyse, mère du Roy, duchesse d'Angoulmoys, d'Anjou et de Nemours, comtesse du Maine. Savoir faisons que nous avons de nostre cher et bien amé Jacques Aignellet, chevalcheur ordinaire d'escuyrye du Roy nostre très cher seigneur et filz, tenant la poste à St.Saphorin de Lay (2) [la supplique] contenant que ja pieça il s'en vint du pays de Savoye dont il est natif en ce Royaume ou il s'est marié et habitué et ya quelsque biens en intention et ferme propos de demourer en iceluy et y finier le reste de ses jours, toutesfois il doute que les officiers du Roy nostre dit Seigneur et filz ou autres après son trepas soubz ombre des ordonnances faites sur le fait des estrangiers de ce dit Royaume voulsissent prétendre ses dits biens appartenir au dit seigneur par droit d'aubeyne et d'iceux soustraire ses femme enfans et héritiers s'il n'estoit par nous habillité et dispencé à ceste fin. Nous humblement requérant sur ce luy octroyer nos lettres et impartir la grâce du Roy nostre dit seigneur et filz. Pour ce est-il que nous ce considéré qui desirons favorablement traicter ledit suppliant en faveur et recognoissance des bons et agréables services qu'il a faiz à nostre dit seigneur et filz et que esperons qu'il fera cy après a iceluy pour ces causes et à ce

(2) Saint-Symphorien-de-Lay (Loire).

nous mouvans avons en vertu du pouvoir et regence a nous donné et octroyé octroyons voullons et nous plaist de grâce espéciale par ces présentes qu'il puisse tenir et posséder en nostre dit Royaume tous et chacun les biens tant meubles que immeubles qu'il ya ja acquis ou pourra cy après avoir et acquerir et d'iceux tester et disposer par testament et ordonnance de dernière voullanté, donacion faicte entre vifz et autrement en faire à son plaisir et que sa dite femme enfans et héritiers qu'il a à present et pourra avoir cy après luy puissent succeder prendre et apprehender les biens de sa dite succession dons et legs tout ainsi que s'il estoit originaire de ce dit Royaume dont en vertu de nostre dit pouvoir et régence nous l'avons relevé habillité et dispensé relevons habilitons et dispensons par ces dites presentes sans ce que les officiers du Roy nostre dit seigneur et filz après son trespas luy puissent ne à ses hoirs successeurs et ayans cause mettre ou donner en la joyssance des dits biens aucun destourbier ou empeschement en payant pour une foys finance modérée. Si donnons etc... à nos très chers et bien amez les gens des Comptes du Roy nostre dit seigneur et filz à Paris, au seneschal de Lyon ou à son lieutenant et à tous etc... Que de nos présens grâce, habilitation, congé, permission et octroy ilz facent, seuffrent et laissent ledit Jacques Aignellet et ses dits hoirs successeurs et ayans cause joyr et user plainement et paisiblement et s'aucun empeschement leur estoit sur ce faict, mis ou donné le mettent ou facent mettre incontinent et sans delay a plaine délivrance. Car tel etc... Et affin etc... Sauf etc... Donné à Lyon au moys de Juillet l'an de grâce mil V° XXV. Signé par Madame Régente en France.

Visa contentor.

Cresiet.

A.N. JJ 437 n°289 f°56 r°.

Lettre de Naturalité à Jean Law, Ecossais. Mai 1716

Louis... etc... Nostre cher et bien amé le S^r Jean Law de Lauresteune, natif d'Ecosse Nous a fait remonter qu'il est venu s'establir en nostre bonne ville de Paris a dessein d'y finir ses jours comme un de nos vrais et naturels sujets et regnicoles pour nous rendre ses services avec tout le zèle la fidelité et l'application dont il sera capable et nous a pour cet effet supplié de luy accorder nos lettres a ce nécessaires. A ces causes et pour autres bonnes considérations, voulant favorablement traiter le dit S^r Law de Lauresteune, de l'avis de nostre très cher et très amé oncle le duc d'Orléans Regent, de nostre très cher et très amé cousin le duc de Bourbon etc... et de nostre grâce spéciale pleine puissance et autorité royale nous l'avons reconnu censé tenu et réputé et par ces presentes signées de nostre main, reconnaissons, censons, tenons et reputons pour nostre vray et naturel sujet et regnicole, voulons et nous plaist que comme tel il puisse et qu'il luy soit loisible de s'establir et demeurer en telle ville et lieu de nostre Royaume, pays, terres et seigneuries de nostre obeissance que bon luy semblera qu'il jouisse des privilèges, franchises et libertez dont jouissent nos vrayes et originaires sujets et regnicoles, qu'il puisse succeder, avoir tenir et posseder tous les biens meubles et immeubles qu'il a acquis et qu'il pourra acquerir ou qui luy seront donnez, leguez et delaissez en quelque sorte et manière que ce puisse estre, d'iceux jouir et donner et disposer par testament, ordonnance de dernière volonté, donation entre vifs ou autrement ainsi que de droit lui sera permis et qu'après son deceds ses enfants nez et a naistre de loyal mariage, héritiers ou autres en faveur desquels il aura disposé de ses biens, puissent luy succeder, pourvu qu'ils soient nos regnicoles, tous et ainsi que si ledit S^r Law estoit originaire de nostre Royaume sans que au moyen des ordonnances et réglemens d'iceluy, il luy soit fait aucun

trouble et empeschement ny que nous puissions pretendre d'avant ou après son deceds lesdits biens nous appartenir par droit d'aubaine ou autrement en quelque sorte ou manière que ce soit, l'ayant quant a ce dispensé et habilité, dispensons et habilitons par ces presentes, à la charge de finir ses jours dans nostre Royaume dont il ne pourra sortir sans nostre permission expresse et de ne s'entremettre pour aucun estranger à peine de nullité de ces présentes. Si donnons en mandements a nos amez et féaux conseillers les gens tenans nostre chambre des Comptes à Paris, Présidents, Tresoriers généraux de France de nos Finances et à tous autres nos officiers qu'il appartiendra que ces presentes ayant à faire registrer et du contenu en ycelles jouir le dit sieur Law, ses enfants, héritiers, successeurs ou ayant cause pleinement paisiblement et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empeschement et nonobstant toutes choses a ce contraires, auxquelles nous avons derogé et derogeons par ces presentes pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence. Car tel est nostre bon plaisir, et afin que ce soit chose ferme et stable a toujours, nous avons fait mettre nostre scel a ces présentes données à Paris au mois de May l'an de grâce 1716 et de nostre règne le premier.

INDEX

A

AIGNELLET (Jacques), p. 177, P.J.,
n° 9.
ALCALA (Loys d'), p.48, n.30.
ALCUIN, p.35, n.6.
ALLEMANDS, p.41 ; p.52.
ALTAMIRANO (don Fernando), p.75.
Amboise (cout. d'), p.125, n.13.
Amiens (cout. d'), p. 125, n.13 ;
p.160, n.37.
ANDRELINI (M^e Fauste), p.46, n.23.
Angers (édit d'), p.156, n.25.
ANGLAIS, p.10, n.4 ; p.54.
ANHALT (princesse d'), p.76 ; p.89.
Anjou, p. 62 ; (cout. d'), p. 125,
n.13 ; p.126, n.14.
ANNE (de Bretagne), p.147, n.2.
ANTOINE (duc de Lorraine), p.128,
n.22.
Arbois, p.26, n.32.
ARC (Jeanne d'), p.37, n.7.
ARNOUL (dit Aux-Brebis), p.38.
ARNOULFI (conseiller du roi), p.90,
n.8.
ARTOIS (comte J. d'), p.21, n.9.
Artois (cout. d'), p.125, n.13.
Asti, p.24 ; p.26, n.35 ; p.28.
Athènes (naturalisation à), p. 60,
n.8 ; p.70, n.2 ; p.70, n.3 ; p.84,
n.37 ; p.150, n.11 ; p.159, n.35.
Auch, p.115, n.14.
AULNAY (seigneur d'), p.140, n.23.
AUTRICHIENS, p.55, n.48.
AURÉLIEN (chancelier), p.109.

Auxerre, p.125, n.13.
AVIGNONNAIS, p.41.
AZEVEDO, p.49, n.32.

B

BADEN-BADEN (margrave de), p.129,
n.24.
BADEN-DOURLACH (margrave de),
p.129, n.24.
BALDWIN (Samuel), p.78, n.23.
BARBERINI (cardinal), p.153, n.20 ;
p.154.
BARGA (Otto von de), p. 166, P.J.,
n° 2.
BARTHÉLÉMY (Jacques), p.169, P.J.,
n° 4.
Bavière, p.53, n.42.
Bayeux (évêché de), p.148, n.7.
Béarn, p. 42.
Bergues, p.114, n.10.
BERNARDI, p.154 ; p.155.
Berry (cout. de), p.23, n.15.
BÉRULLE (cardinal de), p.47, n.23.
BERWICK (maréchal de), p.54 ; p.80.
BÉTHUNES (Catherine de), p. 77,
n.20
Béziers, p.27, n.43.
BIRAGUE (chancelier de), p. 159 ;
(Charles de), p.47, n.23.
Blois (comte de), p.21, n.7.
Blois (états généraux de), p. 158 ;
(ordonnance de), p.149 ; p.151 ;
p.157.
BOCAGE (Jean du), p.165, P.J., n°1.

BORIO, p.118.
 BORROMÉE (prince de Salm), p.153.
 BOUILLON (duc de), p.44.
 BOULLANGER, p.118.
 BOUPKIEWICZ (J.), p.132, n.4.
 Bourbonnais (cout. de), p. 125 ;
 p.126, n.14.
 Bourges (charte de), p.20, n.3.
 BOURGOGNE (ducs de), p.23, n.16 ;
 p.30, n.52.
 Bourgogne, p.26, n.32 ; p.62.
 BRABANÇONS, p.53.
 Brandebourg-Anspach, p.52, n.41.
 Bray (charte de), p.20, n.5.
 BRESSANS, p.41.
 Bretagne (cout. de), p.125, n.13.
 BRISSAUD (J.), p.141.
 Bruyères (charte de), p.20, n.5.
 BULKELEY (Anne), p.80, n.26.

C

Cahors, p.147, n.2.
 CAHORSINS, p.25.
 Calais, p.128.
 CALVI, p.47, n.23.
 Candie, p.162, n.1.
 CAPÉTIENS, p.122.
 CARIGNAN (prince de), p.51, n.38 ;
 (princesse de), p.76, n.16.
 CASSINI (Jean-Dominique), p.52.
 Castille (marchands de), p.95, n.21.
 CAZADOURE (Chammas), p.72, n.5.
 CELLINI, p.47, n.23.
 Chabris (cout. de), p.125, n.13.
 Châlons (cout. de), p.125, n.13.
 CHAMPAGNE (A. de), p.133.
 CHAMPAGNE (comtes de), p.123, n.6.
 Champagne, p. 124, n.8 ; p. 125,
 n.11 ; (folres de), p.30.
 CHAMPAGNON, p.138.
 CHARLES (V), p. 38 ; p. 61 ; p. 94 ;
 (VI), p. 61 ; (VII), p. 146, n. 1 ;
 (VIII), p.146 ; p.157 ; (IX), p.159.

Châteaumeillant (charte de), p.22,
 n.10.
 CHATEAUNEUF DE CASTAGNIÈRES (am-
 bassadeur), p.159.
 Chaumont (charte de), p.20, n.5.
 Chauni (châtellenie de), p.33, n.2 ;
 p.125, n.13.
 CHAUVEUIL (P. de), p.14, n.14.
 Chieri, p.26, n.35 ; p.29, n.49.
 Chine, p.82.
 CHUQUIN DE ADVOCATIS (Lucquois),
 p.170, P.J., n° 5.
 CHURCHILL (Arabella), p.80.
 CLÉMENTINE (F.), p.141.
 Cléry-sur-Loire, p.140.
 COLBERT, p.49.
 Cologne, p.129, n.24.
 COLONEL (J.), p.126, n.15.
 CONCINI, p.159, n.35.
 CONRAD (I.), p.81, n.31.
 Constantinople, p.55, n.48 ; p.82,
 n.33.
 CONTI (princesse de), p.47, n.26.
 COPE (J.), p.39 ; p.75, n.15.
 COURTENAI (P. de), p.30, n.52.
 CZARTORISKI (prince), p.55, n.45.

D

DACOSTA (J.J.), p.81.
 DANOIS, p.55.
 Dantzig, p.81.
 DAQUIN (médecin du roi), p. 127,
 n.17.
 DARCY (P.) p.51, n.37.
 DARS (G.), p.71, n.3.
 DAX (seigneur de Leuc), p. 126,
 n.15.
 DESTOUCHES (académicien), p. 54.
 DU GUESCLIN, p.36, n.7.
 Dunkerque, p.128.
 Dunois (cout. de), p.125, n.13.

E

ECOSSAIS, p.36, n.6.
EDOUARD III (d'Angleterre), p.122, n.2.
EGYPTIENS, p.41.
Espagne (aubaine en), p.121, n.1.
ESPAGNOLS, p.10, n.3 ; p.48 et 49.
ESSOMERIC, p.44.
ESTE, p.47, n.23.

F

FÉLIX (dit Ahoye), p.82.
Ferrare, p.47.
FERRER (archevêq. d'Arles), p.105, n.37.
FITZ-JAMES (J.), p.80, n.26.
FLAMANDS, p.41 ; p.53.
FLANDIO, p. 99 et 100.
Flandre, p.41.
Florence, p.24 ; p.47.
FLORENTINS, p.46.
FOIX (Gaston de), p.71, n.3 ; p.88, n.2.
Fontenoy, p.53.
Forcalquier, p.14.
FORTIA (P. de), p.162, n.1.
Francfort, p.129, n.24.
Franche-Comté, p.41 ; p.42 ; p.75, n.15 ; p.98, n.25.
FRANÇOIS (1^{er}), p.147 ; p.159 ; (ducs de Bretagne), p.62, n.11 ; (II), p.61 ; p.62, n.11.

G

GABORY, p.91.
GALIFFET (C. de), p.52, n.39.
GALIGAI, p.46.
GALLI, p.71, n.3.
GAMBETTA (Marie-Anne), p.47, n.25.
GARNIER DE TOUL, p.39, n.13.
Gênes, p.24 ; p.47.

GÉNOIS, p.40 ; p.71, n.3 ; p.74, n.12.
GILLY (J. de), p.98, n.25.
GIRAN (L.), p.154 et 155.
GONZAGUE, p.47, n.23 ; p.70 ; p.74.
GONZALLET (de), p.48, n.32.
GORM, p.112, n.8.
GRAMACHO (E.), p.52, n.40.
Grasse, p.95, n.21.
GRIMAL (Ambreton), p.171, P.J. n°6.
GRIMALS (de), p.71, n.3.
GUERLAY (Ch. de), p.141.
GUISE (François, duc de), p. 42, n.17.
Guyenne, p.128.

H

HADÉYNE (J.), p. 62 ; p. 173, P. J., n° 7.
HAINAUT, p.115, n.14 ; (cout. du), p.125, n.13 ; p.126, n.14.
HAMAL (comtesse d'), p.53, n.43.
HANNEBAULT (M.), p.72, n.5.
HARLAY (président), p.106.
HEISS (J.), p.87, n.1.
HENRI (II), p. 52 ; p. 81, n.32 ; p. 148 ; (III), p. 43 ; p. 101 ; p.113, n.9 ; p.128, n.22 ; (IV), p.46.
HENRIQUEZ (M.), p.48 ; p.71, n.3.
Hesse-Cassel, p.129, n.24.
Hesse-Darmstadt, p.129, n.24.
HOFFMANN, p.80, n.28.
HOHENLOHE-BARTENSTEIN (prince de), p.65.
HOHENZOLLERN (comtesse de), p.53, n.42.
HOLBACH (T. de), p.103, n.32.
HOLLANDAIS, p.49 et 50.
HONGROIS, p.41 ; p.55, n.48.
HONORIUS III, p.124, n.11.
HUGUES III, p.30, n.52.

I

IRLANDAIS, p. 50 et 51 ; p. 76, n. 15.
ISEMBOURG (d'), p. 77, n. 20.
Isle Savary (cout. de l'), p. 34, n. 3.
ISWINSKI, p. 54.
ITALIENS, p. 24 ; p. 25 ; p. 26 ; p. 41 ;
p. 45 ; p. 46 ; p. 47.

J

JABLANOWSKY (comte), p. 55.
JACQUES II, p. 54 ; p. 80.
JEAN V (de Bretagne), p. 62, n. 11.
JOHNSTON (Dorothée), p. 54.
JOLY (Al.), p. 138.
JULIERS (Guillaume, duc de), p. 128,
n. 22.

K

KINGSTON (duchesse de), p. 77, n. 21.

L

La Chapelle-en-Gâtinais, p. 20, n. 3.
LA HAYE (L. de), p. 53, n. 43.
LAMPE (J.), p. 81.
Landau, p. 80, n. 28.
Languedoc, p. 46 ; p. 128.
Laon (cout. de), p. 20, n. 5 ; p. 34 ;
p. 125, n. 13 ; p. 132, n. 3.
LAURISTON, p. 162, n. 1.
LAW, p. 80 ; p. 82, n. 34 ; p. 100 ;
p. 156 ; p. 162, n. 1 ; p. 179, P.J.,
n° 10.
LE BRUN (J.), p. 127, n. 17.
LECZINSKA (Marie), p. 54.
LENONCOURT (R. de), p. 42, n. 17 ;
p. 105.
Liège, p. 53, n. 43 ; p. 91 ; p. 129,
n. 24.
Livourne, p. 81.
LOMBARDS, p. 24 ; p. 25 ; p. 26 ; p. 29 ;
p. 45 ; p. 121, n. 2.
Longwy, p. 128.

LORRAINE (René, duc de), p. 128,
n. 22.

LORRAINS, p. 41 ; p. 42, n. 17.
Lorris (charte de), p. 20, n. 3 ; (cout.
de), p. 125, n. 13.
Loudunois (cout. de), p. 125, n. 13.
Louhans (charte de), p. 25, n. 27.
LOUIS (VI), p. 122 ; (VII), p. 123 ;
(IX ou Saint Louis), p. 37 ; p. 110,
n. 5 ; p. 123 ; (XI), p. 140 ; p. 162,
n. 1 ; (XII), p. 147 ; p. 158 ; (XIV),
p. 110 ; p. 114.
LOWENDAL (maréchal de), p. 55.
LUBISEWIKI (abbé), p. 141, n. 25.
Lucques, p. 24.
LUCQUOIS, p. 29 ; p. 30, n. 50.
Lyon, p. 147, n. 2.

M

MAC DONOUGH, p. 50, n. 35.
MAC-MAHON (M.), p. 51.
MAILLÉ (de), p. 141.
Maine (cout. du), p. 125, n. 13.
Maizières (cout. de), p. 34, n. 3.
MANASSÈS (évêq. de Langres), p. 30,
n. 52.
MANCINI (famille), p. 47, n. 26.
Mantes, p. 20, n. 5.
Marche (cout. de), p. 125, n. 13.
Marseille, p. 29.
MAUCOUX (A.), p. 80, n. 29.
MAZARIN, p. 47 ; p. 82, n. 34 ; p. 157 ;
p. 159, n. 35.
MÉDICIS (Catherine de), p. 46 ; p. 91,
n. 11 ; p. 158 ; p. 175, P.J., n° 8.
Melun (cout. de), p. 125, n. 13 ;
p. 126, n. 14.
Mende, p. 115, n. 14.
MÉRODE (princes de), p. 49.
Mésopotamie, p. 72, n. 5.
Metz, p. 62 ; p. 128.
Milan, p. 90, n. 8.
MIRON DE SABIONNE, p. 50, n. 34.

Mons, p.53, n.43.
Montbéliard, p.80, n.29.
MONTFERRAT (marquis de), p.42 ;
 p.91, n.11.
MORTIGNY (de), p.141.
Montpellier, p.116, n.14 ; p. 116,
 n.15.
Montrichard (cout.de), p.125, n.13.
MORA (Don Joseph de), p.49, n.32.
MORPHY (R.), p.50, n.36.
MORTAIGNE (comte de), p.103.
Munster (traité de), p.62.

N

Narbonne, p.25, n.30.
NASSAU (Charlotte de), p.44 ; (prin-
 ce de), p.71, n.3 ; p.77, n.21.
NAVARRAIS, p.41.
Nîmes, p.25, n.25 ; p.29 ; p.75.
Normandie, p.62.
NOSTITZ (comte de), p.72 et 73.
Novare (évêque de), p. 46, n. 23 ;
 p.105, n.37.

O

OVERKAMPF (Frédéric et Philippe),
 p.52, n.41.
ORLÉANS (duchesse d') p.127, n.17 ;
 (Louis d'), p. 62 ; (Louise d'),
 p.43.
Orléans (charte d'), p.20, n.3 ; (or-
 donnance d'), p. 148.
ORIENTAUX, p.55.
ORNANO, p.70.
OTHON (III), p.28 ; (IV), p.30.

P

Palatinat, p.80, n.28.
Paris, p.25 ; (bourgeois de), p.22,
 n.13 ; p.27, n.43 ; p.39.
Péronne (cout. de), p.125, n.13 ;
 p.132 ; p.139, n. 20.

Pérouse, p.48, n.28.
PEZARO (abbé de), p.77, n.20.
PICAMILLI (J.), p.28, n.44 ; p.40.
PIEMONTAIS, p.41.
PIRON (J.), p.114, n.10.
PHILIPPE (-Auguste), p. 20, n. 3 ;
 p.21, n.7 ; p.33, n.2 ; p.37, n.8 ;
 (d'Anjou, roi d'Espagne), p.43 ;
 p. 51 ; p. 128, n.22 ; (Le Bel),
 p.37 ; p.58 ; p.60 ; p.111, n.7 ;
 p.124 ; p.157, n.29 ; (Le Hardi),
 p. 23 ; p.25, n.25 ; p.25, n.31 ;
 p.89, n.5 ; p.122, n.3 ; (Le Long),
 p.63, n.13 ; p.97.
PLATEN (comtesse de), p.53, n.42.
Poitou (cout. du), p.125, n.13.
POLONAIS, p.41.
Ponthieu (cout. du), p.125, n.13.
PORTSMOUTH (duchesse de), p. 54,
 n.44.
PORTUGUAIS, p.52.
POTOCKI (prince), p.54, n.46.
Provence, p.13 ; p.14 ; p.25 ; p.46 ;
 p.62, p.128.

Q

QUALTERIO (L. et J. de), p.77, n.20.
QUARTO (A. de), p.19, n.1.

R

Raguse, p.55, n.48.
RAMELOT, p.136.
RANTZAU (maréchal de), p.55.
Reims, p.128 ; (cout. de), p. 125,
 n.13 ; p.132, n.3.
RÉMOND, p.148, n.7.
RENERII (Belthold et Etienne), p.31,
 n.56.
RICHL (J.), p.80, n.27.
RICHMOND (Lennox, duc de), p. 54,
 n.44 ; p.77 ; p.134, n.11.

RICOMANI (Friscus), p. 28, n. 46 ;
 p. 167, P.I., n° 3.
Riom, p. 116, n. 15.
RISQUI (Ch.), p. 154.
ROBERT (roi de Jérusalem), p. 71,
 n. 3 ; p. 88, n. 2.
Rome (naturalisation à), p. 59, n. 8 ;
 p. 70, n. 2 ; p. 83, n. 35 ; p. 159,
 n. 35 ; p. 162, n. 1 ; (succession à)
 p. 121, n. 2 ; p. 142, n. 29.
Rouen, p. 73, n. 8 ; p. 14, n. 36 ;
 p. 115, n. 14 ; (échiquier de),
 p. 157.
Roye (charte de), p. 20, n. 5.
RUGGIERI, p. 48, n. 27.

S

Saint-Aignan (cout. de), p. 125,
 n. 13 ; p. 126, n. 14.
Saint-Cyran (cout. de), p. 34, n. 3.
SAINT-GUNAIN (marquis de), p. 128,
 n. 21.
Saint-Laurent-du-Mothay, p. 154.
Saint-Médard (cartulaire de), p. 30,
 n. 52.
Saint-Quentin (charte de), p. 20,
 n. 5.
SAINT-ROMAN (comte de), p. 65.
Saint-Valéry-s^r-Somme (charte de),
 p. 21, n. 9.
SALINS (Dimanche de), p. 26, n. 32.
SAPIEKA (maréchal), p. 77, n. 20.
SARTINE (de), p. 49 ; p. 71, n. 3 ;
 p. 103, n. 32 ; p. 160, n. 36.
SAVOIE (duc de), p. 51 ; p. 106 ;
 (Louise de), p. 47, n. 23 ; p. 63,
 n. 13.

SAVOYARDS, p. 41 ; p. 51.
SAXE (maréchal de), p. 53 ; p. 80.
SAXE-GOTHA (duc de), p. 80.
SCARAMPI (Al.), p. 19, n. 1.
SCHOMBERG (de), p. 53, n. 42 ; p. 74,
 n. 10.

Selles (cout. de), p. 125, n. 13.
Sens (cout. de), p. 23, n. 18 ; p. 125,
 n. 13.
SHEE (M.), p. 50, n. 35.
SIEGFRIED (G.), p. 53, n. 42 ; p. 89,
 n. 26.
Sienna, p. 26, n. 35 ; p. 47.
Smyrne, p. 55, n. 48.
SOLAR (C.), p. 81, n. 32.
Sparte (naturalisation à), p. 88,
 n. 35.
Spire, p. 129, n. 24.
Strasbourg, p. 129, n. 24.
STUART, p. 70.
SUÉDOIS, p. 55.
SUISSSES, p. 41 ; p. 162, n. 1.

T

TOMANSKY (C.), p. 54, n. 46.
TONNOYE (T.), p. 141.
TORGY (R. de), p. 136.
TOSCANE (grand-duc de), p. 43.
TOSCANS, p. 25 n. 30 ; p. 26, n. 35.
Toulouse, p. 21, n. 9.
Touraine (cout. de), p. 134.
Tournai, p. 53, n. 43 ; p. 128.
TOURNELLE (de), p. 141.
Tours, p. 115, n. 14 ; (cout. de),
 p. 125, n. 13.
TRASIGNY (Jehan de), p. 91.
Trèves, p. 53, n. 42 ; p. 129, n. 24.
TRIVULGE, p. 47, n. 28 ; p. 70.
Troyes (arrêt des Grands Jours de),
 p. 21, n. 7.
TURENNE, p. 44.

U

URBAIN VIII, p. 153, n. 20.

V

Valencay (cout. de), p. 125, n. 13.
Valois (cout. de), p. 125, n. 13.
VÉNITIENS, p. 41 ; p. 162, n. 1.

VENT (G.), p.71, n.3.

VERMANDOIS (comtes de), p. 123,
n.6.

Vermandois (cout. de), p.125, n.13.

Vérone, p.47.

VILLEROY (maréchal de), p.53, n.42.

VINTIMILLE, p.47, n.23 ; p.98, n.25.

Vitry (cout. de), p.42, n.17 ; p.125,
n.13.

W

WATERFORD (évêque), p.151, n.15.

WITTENBERG, p.77.

Worms, p.80, n.27.

Z

ZEHMEN (F. de), p.80.

SOURCES MANUSCRITES

I. — *Archives Nationales* :

AD XV¹15 ; J.960.
JJ.46 ; JJ.61 et 62 ; JJ.64 ; JJ.68 ; JJ.71 à
76 ; JJ.78 ; JJ.81 et 82 ; JJ.90 ; JJ.100 ;
JJ.130 ; JJ.180 ; JJ.189 et 190 ; JJ.195 et
196 ; JJ.201 ; JJ.237 ; JJ.266 ; JJ.290 à 300.
K.42 ; K.168 ; K.170 ; K.172 à 175.
KK.627 et 628 ; KK.897.
M.612.
O¹218 à 238.
P. 2592 à 2601 ; P. 2690 ; P. 2693 ; P. 2695 ;
P. 2700 ; P. 2713 et 2714.
PP.151.
Q³90 à 92.
V.543.

Inventaire 444 ; Inventaire de Stein : ordonnances enregistrées au Parlement de Paris jusqu'à la mort de Louis XII.

II. — *Bibliothèque Nationale* :

Collection Baluze Ms.95 ; 187.
Collection de Camps Ms.124.
Collection Clairambault Ms.354 ; 490 ; 1053.
Collection Joly de Fleury Ms. 2527.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET RECUEILS D'ACTES

AUGEARD. — *Arrests notables des différents tribunaux du Royaume*. 2 vol. Paris 1756.

BARDET. — *Recueil d'arrests du Parlement de Paris*. 1 vol. Avignon 1773.

BEUGNOT. — *Olim*. 4 vol. Paris 1839-1848.

BLONDEAU et GUÉRÉT. — *Recueil des Principales Décisions de tous les Parlements et Cours Souveraines de France*. 2 vol. Paris 1755.

BOURDOT DE RICHEBOURG. — *Nouveau Coutumier général*. 4 vol. Paris 1724.

DE CAMBOLAS. — *Décisions notables sur diverses questions du Droit jugées par plusieurs arrêts de la Cour du Parlement de Tolose*. 1 vol. Toulouse 1659.

DU CANGE. — *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ latinitatis*. 10 vol. Niort 1883-86.

DENISART. — *Collection de Décisions Nouvelles*. 8 vol. Paris 1771.

FERRIÈRE. — *Dictionnaire de Droit et de Pratique*. 2 vol. Toulouse 1779.

DU FRESNE. — *Journal des principales audiences du Parlement*. 6 vol. Paris 1757.

(1) Outre les ouvrages relevés dans cette bibliographie, on trouvera mentionnés, au cours de la thèse, ceux qui n'ont été cités qu'une fois ou qui ne présentent qu'un intérêt secondaire.

- GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale.* 17 vol. Paris 1785.
- ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises.* 29 vol. Paris 1824-1833.
- DE LA CHENAYE-DESBOIS. — *Dictionnaire de la noblesse.* 13 vol. Paris 1776-1783.
- E. DE LAURIÈRE, etc... — *Ordonnances des Rois de France de la 3^e race.* 21 vol. et 3 vol. de tables, Paris 1723-1849.
- LOÛET et BRÔDEAU. — *Recueil de plusieurs arrêts du Parlement de Paris.* 2 vol. Paris 1693.
- MAYNARD. — *Notables et singulières questions de droit écrit jugées au Parlement de Toulouse.* 2 vol. Toulouse 1751.
- MERLIN. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.* 18 vol. Paris 1827.
- NÉRON. — *Les édits et ordonnances des très chrestiens roys François 1^{er}, Henry II, François II, Charles IX, Henry III, Henry IV, Louis XIII et Louis XIV.* 1 vol. Paris 1666.
- PAPON. — *Recueil d'arrêts notables des Cours souveraines de France.* 1 vol. in-4°, Paris 1607.
- RAGUEAU et LAURIÈRE. — *Glossaire du Droit français.* 1 vol. Niort 1882.
- RYMER. — *Fœdera, Conventiones, Litterae et cujuscumque generis acta publica.* 4 vol. Londres 1704-1735.
- TEULET. — *Layettes du Trésor des Chartes.* 4 vol. Paris 1852-1875.

II. — AUTEURS ANCIENS

- ARGOU. — *Institutions au droit françois.* 2 vol. Paris 1771.
- BACQUET. — *Œuvres.* 2 vol. Lyon 1744 (T.II).
- BASNAGE. — *Œuvres.* 2 vol. Rouen 1778.
- BOURJON. — *Le droit commun de la France et la Coutume de Paris.* 2 vol. Paris 1760.

- DE BOUTARIC. — *Explication de l'ordonnance de Blois.* 1 vol. Toulouse 1747.
- BOUVOT. — *La Coutume de Bourgogne.* 1 vol. Genève 1632.
- BRUSSEL. — *Nouvel examen de l'usage des fiefs en France.* 2 vol. Paris 1739.
- CHARONDAS. — *Pandectes françaises.* 1 vol. Paris 1637.
- CHOPPIN. — *Traité du Domaine.* 1 vol. Paris 1662.
- COQUILLE. — *Œuvres.* 2 vol. Bordeaux 1703.
- DAGUESSEAU. — *Œuvres complètes.* 16 vol. Paris 1819 (32° plaidoyer).
- DOMAT. — *Les lois civiles dans leur ordre naturel.* 2 vol. Paris 1777.
- DUPUY. — *Les traités touchant les droits du Roy.* 1 vol. Rouen 1670.
- C DE FERRIÈRE. — *Corps et compilation de tous les commentateurs anciens et modernes sur la Coutume de Paris.* 4 vol. Paris 1714.
- GUÉNOIS. — *Conférence des Coutumes.* 1 vol. Paris 1596.
- HENRION DE PANSEY. — *Dissertations féodales.* 2 vol. Paris 1789.
- LE BRET. — *Traité de la souveraineté.* 1 vol. Paris 1689.
- LE BRUN. — *Traité des successions.* 2 vol. Paris 1775.
- LE CHANTEUR. — *Dissertation historique et critique sur la Chambre des Comptes.* 1 vol. Paris 1765.
- LEFÈVRE DE LA PLANCHE. — *Œuvres.* 3 vol. Paris 1765 (T.II).
- DOM LOBINEAU. — *Histoire de la Bretagne.* 2 vol. Paris 1707 (T.I.).
- LOYSEAU. — *Des Seigneuries.* 1 vol. Genève 1636.
- LOYSEL. — *Divers opuscules tirés des mémoires de M. A. Loisel.* 1 vol. Paris 1652.
- PAPON. — *Secrets du 3^e et dernier notaire.* 1 vol. Lyon 1578.
- PÉRARD CASTEL. — *Traité des Matières Bénéficiales.* 2 vol. Paris 1689.

- PITHOU. — *Commentaires sur les traités des libertez de l'Eglise Gallicane*. 1 vol. Paris 1652.
- POCQUET DE LIVONNIÈRE. — *Règles de Droit François*. 1 vol. Paris 1737.
- POTHIER. — *Œuvres*. 11 vol. 1845-62. Paris (T.I et T.IX), éd. Bugnet.
- POULLAIN DU PARC. — *Principes du Droit français suivant les maximes de Bretagne*. 12 vol. Rennes 1767-1771 (Vol.II).
- REBUFFE. — *Commentaria in constitutiones seu ordinationes regias*. 1 vol. Lyon 1599.
- RICARD. — *Traité des donations entre vifs et testamentaires*. 2 vol. Paris 1713.
- TESSERAU. — *Histoire Chronologique de la Grande Chancellerie de France*. 2 vol. Paris 1710 (T.I).

III. — OUVRAGES MODERNES ET ARTICLES DE REVUE

- ALIX. — *Acquisition du Droit de Cité*. Thèse. Paris 1892.
- BARRILLIET. — « *Les Droits des Etrangers en France* ». Rev. prat. de Droit Français, XV (1863).
- BEAUNE. — *La Condition des personnes*. 1 vol. Paris 1882.
- BEUDANT. — *De la Naturalisation*. Thèse, Paris 1852.
- BONNE. — « *Etude sur la Condition des Etrangers en France depuis l'origine de la Monarchie jusqu'à nos jours* ». Mélanges, Bârl-le-Duc 1880.
- BOURGIN. — « *La Commune de Soissons* ». Bibliot. de l'Ecole des Hautes Etudes, n° 167.
- BOUTARIC. — *La France sous Philippe le Bel*. 1 vol. Paris 1861.
- BRISSAUD. — *Manuel d'Histoire du Droit français*. 3 vol. Paris 1898-1904 (Tome II).
- CHABRUN. — *Les bourgeois du roi*. Thèse, Paris 1908.

- CHÉNON. — *Histoire Générale du Droit Français public et privé des origines à 1815*. 2 vol. (Tome II, 1^{er} fascicule) Paris 1929.
- DECLAREUIL. — *Histoire Générale du Droit Français*. 1 vol. Paris 1925.
- DEJAMME. — « *De la Condition Juridique des Prêtres Etrangers en France* ». Clunet 1892.
- DELBEZ. — *De la légitimation par lettres royaux*. Thèse Montpellier 1923.
- DEMANGEAT. — *Histoire de la Condition Civile des Etrangers en France*. 1 vol. Paris 1844.
- DEPPING. — *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*. 3 vol. Paris 1850-1852.
- DUCLOS. — « *L'Accession des Naturalisés aux fonctions publiques* ». Revue de Droit Public, 1938, n^o 1.
- DURAND. — *Essai de Droit International Privé précédé d'une étude historique sur la condition des étrangers en France*. 1 vol. Paris 1884.
- ESMEIN. — *Cours élémentaire d'Histoire du Droit français*. 1 vol. Paris 1930.
- FOLAIN-LE BRAS (Mme). — *Un projet d'ordonnance du chancelier Daguesseau*. Thèse, Paris 1941.
- DE FOLLEVILLE. — *Traité théorique et pratique de la naturalisation*. Paris 1880.
- GARNIER. — *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*. Volume d'introduction aux travaux de E. Champeaux. 1 vol. Dijon 1918.
- L. GAUTHIER. — « *Les Lombards dans les deux Bourgogne* ». Bibliothèque des Hautes Etudes, fasc. 156, Paris 1906.
- A. GAUTIER. — *Précis de l'histoire du droit français*. 1 vol. Paris 1887.
- Ch. GIRAUD. — *Précis de l'ancien droit coutumier français*. 1 vol. Paris 1875.
- GIRY. — « *Histoire de la ville de Saint-Omer et de ses institutions* ». Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes de Sc. ph. et hist. fasc. 31. Paris 1877.

- GIRY. — *Manuel de diplomatique*. 2 vol. Paris 1925.
- GLASSON. — *Histoire du Droit et des institutions de la France*.
8 vol. Paris 1887-1903 (T.II, V, VII, VIII).
- HALPHEN et SAGNAC. — *Peuples et civilisation*. 19 vol. Paris
1928-1937 (T.VI).
- HUVELIN. — *Essai historique sur le droit des marchés et des
foires*. Thèse, Paris 1897.
- INGOUF. — *De la naturalisation des étrangers en France*.
1 vol. Paris 1881.
- DE LA RONCIÈRE. — « *Les Navigateurs français au XV^e siècle* ». *Bulletin de Géographie historique et descriptive*. Année 1895.
- LÉMONON. — « *La nationalité et la naturalisation anglaises* ». Clunet 1907.
- LESAGE DE LA HAYE. — *De la Naturalisation*. Thèse, Rennes 1892.
- LUCHAIRE. — *Les communes françaises*. 1 vol. Paris 1890.
- LUCHAIRE. — *Manuel des Institutions françaises*. 1 vol. Paris 1892.
- MATHOREZ. — *Les étrangers en France sous l'Ancien Régime*.
2 vol. Paris 1921.
- MAYERAS. — *De la cité romaine et des moyens de l'acquérir*.
Thèse, Paris 1887.
- MIROT. — « *La colonie lucquoise à Paris du XIII^e au XV^e siècle* ». Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 1927.
- MICHELET. — *Histoire de France*. 16 vol. Paris 1869 (T.I).
- O. MOREL. — « *La grande chancellerie royale et l'expédition des lettres royaux de 1328 à 1400* ». Mémoires et documents publiés par la société de l'Ecole des Chartes. Paris 1900.
- P. MOREL. — *Les Lombards dans la Flandre française et le Hainaut*. Thèse, Dijon 1908.
- PERRECCIOT. — *Condition des personnes et des terres dans les Gaules dès les temps celtiques jusqu'à la rédaction des coutumes*. 3 vol. Paris 1851.

- PICOT. — *Histoire des Etats Généraux*. 4 vol. Paris 1872 (T.II).
- PIGEONNEAU. — *Histoire du commerce de la France*. 2 vol. Paris 1885.
- PILET. — *Des successions dans le droit international privé*. Thèse, Rennes 1885.
- PITON. — *Les Lombards en France et à Paris*. 2 vol. Paris 1892-1893.
- REGNAULT. — *Condition juridique du bâtard au moyen âge*. Thèse, Paris 1922.
- RENAN. — *Qu'est-ce qu'une nation*. 1 vol. Paris 1934.
- SAPEY. — *Les étrangers en France sous l'Ancien et le Nouveau Droit*. 1 vol. Paris 1843.
- H. SÉE. — *Histoire économique de la France. Le Moyen-Age et l'Ancien Régime*. 1 vol. Paris 1939.
- H. SÉE. — *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen-Age*. 1 vol. Paris 1901.
- SOLOMAN. — *Essai sur la condition juridique des étrangers dans les législations anciennes et le droit moderne*. 1 vol. Paris 1844.
- STOÏNCESCO. — *De la naturalisation en droit français*. Thèse, Paris 1876.
- A. THIERRY. — *Recueil des monuments inédits de l'histoire du tiers état*. 4 vol. Paris 1850.
- TORRES CAMPOS. — « *Histoire de la condition juridique des étrangers dans la législation espagnole*. » Clunet 1891.
- VIOLLET. — *Histoire du Droit civil français*. 1 vol. Paris 1893.
- A. VUITRY. — *Etudes sur le régime financier de la France avant la révolution de 1789*. 2 vol. Paris 1883.
- WARNKÖNIG und STEIN. — *Französische Staats- und Rechtsgeschichte*, 3 vol. 1848 (T.II).
- WAXIN (Mlle). — *Statut de l'étudiant étranger dans son développement historique*. Thèse, Paris 1939.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	9
TERMINOLOGIE	11
ÉTUDE EXTERNE	13

PREMIÈRE PARTIE

LE CADRE ET LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES DE LA LETTRE DE NATURALITÉ

CHAPITRE PREMIER. — LA LETTRE DE BOURGEOISIE..	19
§ 1. <i>La Bourgeoisie</i>	19
§ 2. <i>Les Lombards</i>	24
§ 3. <i>Essai sur l'origine des lettres de bourgeoisie..</i>	29
CHAPITRE II. — L'AUBAIN.....	33
§ 1. <i>De l'étranger au diocèse à l'étranger au Royaume</i>	33
§ 2. <i>L'aubain et la lettre de naturalité.....</i>	40
§ 3. <i>Les courants de naturalité.....</i>	45
a) Les Italiens	45
b) Les Espagnols	48
c) Les Hollandais	49
d) Les Irlandais	50
e) Les Savoyards	51
f) Les autres Peuples	52
CHAPITRE III. — LE POUVOIR ROYAL DE NATURALITÉ	57

DEUXIÈME PARTIE

LA CONCESSION DES LETTRES DE NATURALITÉ

CHAPITRE PREMIER. — CONDITIONS.....	69
§ 1. « <i>La non résidence de l'étranger anéantit l'effet des lettres de naturalité par lui obtenues</i> »..	71
§ 2. « <i>...Faisant profession de la religion Catholique, Apostolique et Romaine</i> »	78
CHAPITRE II. — PROCÉDURE.....	87
SECTION I. — LA VÉRIFICATION A LA CHAMBRE DES COMPTES	87
§ 1. « <i>Information préalablement faite sur vie, mœurs, biens et facultés de l'impétrant</i> »	87
§ 2. « <i>...moyennant un droit proportionnel à la fortune de l'impétrant...</i> »	90
§ 3. « <i>...Et que ces lettres aient été vérifiées où il appartient</i> »	93
§ 4. <i>Explications</i>	96
SECTION II. — L'ENREGISTREMENT A LA CHAMBRE DU TRÉSOR	101
SECTION III. — LE RÔLE DU PARLEMENT.....	104
CHAPITRE III. — CHARGES FINANCIÈRES.....	109
§ 1. <i>L'expédition en Chancellerie</i>	109
§ 2. <i>La Confirmation</i>	113
§ 3. <i>L'Insinuation</i>	116

TROISIÈME PARTIE

LES EFFETS DES LETTRES DE NATURALITÉ

CHAPITRE PREMIER. — L'AUBAINE.....	121
CHAPITRE II. — L'ECHEC A L'AUBAINE.....	131
SECTION I. — LE DROIT DE TESTER.....	132
§ 1. « <i>Proviso heredes impetrantis sint regnicolae</i> »	134
a) « <i>Regnicolae</i> »	135
b) « <i>Heredes</i> »	137
§ 2. « <i>Les enfants regnicoles valent à l'aubain des lettres de naturalité</i> »	138
SECTION II. — LE NATURALISÉ MEURT SANS HÉRITIER....	139
CHAPITRE III. — LES OFFICES ET LES BÉNÉFICES....	145
SECTION I. — LES BÉNÉFICES.....	145
§ 1. <i>Les ordonnances</i>	145
§ 2. <i>Particularités des Lettres</i>	152
SECTION II. — LES OFFICES ET LES EMPLOIS PUBLICS....	155
CONCLUSION	161

PIÈCES JUSTIFICATIVES	165
INDEX	181
SOURCES MANUSCRITES	189
BIBLIOGRAPHIE	190

